



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – Mai 2022

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 28 juin 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Mai 2022

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le sixième cycle de la troisième année de l'étude s'est déroulé entre le 3 mai et le 31 mai 2022 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – May 2022.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/29-2022F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-44450-5

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

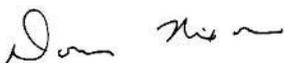
CP22-185/29-2022E-PDF (Rapport final anglais)

978-0-660-44451-2

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 28 juin 2022

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Résumé | 4 |
| Introduction | 4 |
| Méthodologie..... | 5 |
| Principales constatations | 7 |
| Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux) | 7 |
| Priorités et performance du gouvernement du Canada (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique, résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], résidents des Territoires du Nord-Ouest) | 12 |
| Enjeux économiques (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal]) | 15 |
| Armes à feu (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], locataires de Vancouver, résidents des Territoires du Nord-Ouest) | 19 |
| Humeur de la population (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique)..... | 21 |
| Budget 2022 – Logement (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, locataires de Vancouver, résidents des Territoires du Nord-Ouest)..... | 22 |
| Priorités en matière de langues officielles (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal]) | 25 |
| Changements climatiques et environnement (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, résidents des Territoires du Nord-Ouest)..... | 26 |
| Les pêches (résidents du Canada atlantique) | 28 |
| La relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver])..... | 28 |
| Personnes vivant avec un handicap (personnes handicapées de Windsor) | 29 |
| Évaluation d'une publicité de santé publique (résidents de villes de taille moyenne des Prairies)..... | 31 |
| Enjeux touchant les Métis (Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)..... | 32 |
| Le NORAD (résidents des Territoires du Nord-Ouest)..... | 33 |
| Enjeux locaux (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, locataires de Vancouver) | 33 |
| Résultats détaillés..... | 37 |
| Chronologie des annonces en mai | 38 |
| Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)..... | 41 |
| Manifestation « Rolling Thunder » (résidents de l'Ontario rural)..... | 42 |

| | |
|--|-----------|
| Nomination d'une dirigeante principale de l'accessibilité au Canada (personnes handicapées de Windsor) | 43 |
| Accès à des services d'avortement (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique) | 44 |
| Pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard (résidents du Canada atlantique) | 45 |
| Projet d'exploitation Bay du Nord (résidents du Canada atlantique, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal]) | 45 |
| Décriminalisation des drogues (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], locataires de Vancouver) | 46 |
| Sources de nouvelles et médias sociaux (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba) | 47 |
| Visite royale (résidents des Territoires du Nord-Ouest) | 48 |
| Priorités et performance du gouvernement du Canada (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique, résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], résidents des Territoires du Nord-Ouest) | 49 |
| Enjeux touchant les jeunes (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary) | 49 |
| Enjeux du Canada atlantique (résidents du Canada atlantique) | 51 |
| Enjeux environnementaux (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal]) | 52 |
| Enjeux touchant les Sino-Canadiens (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver]) | 52 |
| Enjeux des Territoires du Nord-Ouest (résidents des Territoires du Nord-Ouest) | 53 |
| Enjeux économiques (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal]) | 55 |
| Économie numérique (résidents de l'Ontario rural) | 61 |
| Occasions d'emplois (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est) | 62 |
| Armes à feu (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], locataires de Vancouver, résidents des Territoires du Nord-Ouest) | 62 |
| Perspectives relatives à la mise en œuvre d'un gel national des armes de poing (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], locataires de Vancouver) | 65 |
| Nouvelle réglementation sur les armes à feu (résidents des Territoires du Nord-Ouest) | 66 |
| Humeur du public (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique) | 67 |

| | |
|---|------------|
| Budget 2022 – Logement (résidents de l’Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, locataires de Vancouver, résidents des Territoires du Nord-Ouest)..... | 68 |
| Priorités en matière de langues officielles (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l’Est, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal]) | 74 |
| Changements climatiques et environnement (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l’environnement, résidents des Territoires du Nord-Ouest)..... | 76 |
| Émissions de carbone (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l’environnement)... | 76 |
| Véhicules zéro émission (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l’environnement) | 78 |
| Les pêches (résidents du Canada atlantique)..... | 79 |
| La relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver]) | 80 |
| Personnes vivant avec un handicap (personnes handicapées de Windsor)..... | 81 |
| Évaluation d’une publicité de santé publique (résidents de villes de taille moyenne des Prairies)..... | 85 |
| Enjeux touchant les Métis (Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)..... | 90 |
| Le NORAD (résidents des Territoires du Nord-Ouest)..... | 91 |
| Enjeux locaux (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l’Est, Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, locataires de Vancouver)..... | 92 |
| Résidents des Cantons-de-l’Est (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l’Est) | 92 |
| Résidents du Manitoba (Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)..... | 93 |
| Résidents de Vancouver (locataires de Vancouver)..... | 94 |
| Annexe A – Questionnaires de recrutement..... | 96 |
| Questionnaire de recrutement, version anglaise | 97 |
| Questionnaire de recrutement, version française..... | 109 |
| Annexe B – Guides de discussion..... | 118 |
| Guide du modérateur, version anglaise..... | 119 |
| Guide du modérateur, version française | 141 |
| Annexe C – Concept publicitaire..... | 166 |
| Scénarimage d’une campagne publicitaire sur la santé publique (résidents de villes de taille moyenne des Prairies) | 167 |

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 3 mai et le 31 mai 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au Québec,

en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion a surtout mis l'accent sur les priorités et la performance du gouvernement du Canada relativement à des enjeux d'importance pour plusieurs sous-groupes et régions, par exemple les jeunes Canadiens, les Sino-Canadiens, les résidents du Canada atlantique et ceux des Territoires du Nord-Ouest. Par ailleurs, deux groupes du Québec ont discuté des efforts récents du gouvernement fédéral en matière d'environnement et de changements climatiques.

L'étude a permis d'examiner de près une foule de questions connexes, notamment les activités du gouvernement du Canada visant à réduire les émissions de carbone et à promouvoir l'adoption des véhicules zéro émission (VZE), les questions économiques de l'heure, l'humeur de la population, et les armes à feu. Les participants ont aussi été appelés à se prononcer sur diverses annonces en matière de logement incluses dans le budget fédéral 2022. Il s'agissait d'initiatives liées à la construction de nouvelles habitations, à l'abordabilité du logement et aux moyens de mieux soutenir et protéger les Canadiens sur le marché du logement.

Parmi les autres sujets qui ont fait l'objet de discussions, citons le secteur des pêches au Canada atlantique, la relation du gouvernement fédéral avec la Chine, les priorités en matière de langues officielles, les personnes vivant avec un handicap, l'évaluation d'annonces de santé publique et les enjeux recensés par les résidents des Cantons-de-l'Est, de Vancouver et du Manitoba. Les participants métis habitant de grandes villes et des villes de taille moyenne du Manitoba ont eu une discussion sur des questions intéressant leur peuple.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait, par exemple, de personnes handicapées, de travailleurs à faible revenu, de grands utilisateurs de médias sociaux (âgés de 18 à 24 ans), de personnes soucieuses de l'environnement, de membres de la diaspora chinoise, de Métis, et de locataires.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.

- Cinq groupes se composaient de membres de la population générale de l'Ontario rural, de villes de taille moyenne des Prairies, du Canada atlantique, des Territoires du Nord-Ouest, et de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal (excepté Montréal).
- Les sept autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - Des personnes handicapées vivant à Windsor;
 - Des travailleurs à faible revenu de la région des Cantons-de-l'Est, au Québec;
 - De grands utilisateurs de médias sociaux, âgés de 18 à 24 ans, habitant Calgary;
 - Des personnes soucieuses de l'environnement établies dans des villes de taille moyenne du Québec;
 - Des membres de la diaspora chinoise habitant la grande région de Vancouver (GRV), excepté Vancouver;
 - Des Métis vivant dans de grandes villes et des villes de taille moyenne du Manitoba;
 - Des locataires de Vancouver.
- Les groupes du Québec ont été animés en français. Toutes les autres séances se sont déroulées en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 81 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

| LIEU | GROUPE | LANGUE | DATE | HEURE (HNE) | COMPOSITION DU GROUPE | NOMBRE DE PARTICIPANTS |
|---------------------------------------|--------|----------|--------|-------------|--|------------------------|
| Ontario rural | 1 | Anglais | 3 mai | 18 h-20 h | Population générale | 7 |
| Windsor – Ontario | 2 | Anglais | 4 mai | 18 h-20 h | Personnes handicapées | 7 |
| Villes de taille moyenne des Prairies | 3 | Anglais | 5 mai | 20 h-22 h | Population générale | 7 |
| Cantons-de-l'Est – Québec | 4 | Français | 10 mai | 18 h-20 h | Travailleurs à faible revenu | 6 |
| Calgary | 5 | Anglais | 11 mai | 20 h-22 h | Grands utilisateurs de médias sociaux de 18 à 24 ans | 7 |
| Canada atlantique | 6 | Anglais | 12 mai | 17 h-19 h | Population générale | 8 |
| Villes de taille moyenne du Québec | 7 | Français | 17 mai | 18 h-20 h | Personnes soucieuses de l'environnement | 7 |

| | | | | | | |
|--|----|----------|--------|-----------|---------------------|-----------|
| Grande région de Vancouver (excepté Vancouver) | 8 | Anglais | 18 mai | 21 h-23 h | Diaspora chinoise | 7 |
| Grandes villes et villes de taille moyenne du Manitoba | 9 | Anglais | 24 mai | 19 h-21 h | Métis | 7 |
| Rive-Sud et Rive-Nord, (excepté Montréal) – Québec | 10 | Français | 25 mai | 18 h-20 h | Population générale | 6 |
| Ville de Vancouver | 11 | Anglais | 26 mai | 21 h-23 h | Locataires | 7 |
| Territoires du Nord-Ouest | 12 | Anglais | 31 mai | 20 h-22 h | Population générale | 5 |
| Nombre total de participants | | | | | | 81 |

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Beaucoup ont mentionné d'entrée de jeu le conflit entre l'Ukraine et la Russie et évoqué de nombreux aspects de la crise. Ils ont notamment parlé de l'aide financière et militaire continue fournie par le gouvernement du Canada à l'Ukraine, du voyage en Ukraine de plusieurs responsables fédéraux (dont le premier ministre) le 8 mai 2022, et du traitement accéléré et prioritaire des demandes de résidence temporaire des Ukrainiens dans le cadre de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU).

Hormis le conflit en Ukraine, les participants se sont remémoré une foule de mesures et d'annonces d'autres natures, par exemple : les efforts plus soutenus du gouvernement du Canada pour se faire rembourser les prestations injustement touchées par certains bénéficiaires durant la pandémie, telles que la Prestation canadienne d'urgence, la réaction du gouvernement fédéral au projet de loi 96 récemment adopté au Québec, les investissements plus importants en faveur de l'abordabilité du logement prévus dans le budget fédéral 2022, la mise sur pied d'un programme national de soins dentaires, les retards signalés pour le renouvellement ou la production d'un passeport dans les bureaux de Service Canada, et l'annonce d'investissements accrus du gouvernement fédéral appuyant une transition de grande ampleur vers les véhicules zéro émission (VZE).

Manifestation « Rolling Thunder » (résidents de l'Ontario rural)

Les participants des régions rurales de l'Ontario ont eu une courte discussion à propos du rassemblement baptisé « Rolling Thunder » tenu à Ottawa du 29 avril au 1^{er} mai 2022. Même si certains se rappelaient avoir entendu parler de cette manifestation, peu étaient en mesure de fournir

des détails, si ce n'est qu'elle réunissait surtout des motocyclistes. En ce qui concerne ses objectifs présumés, plusieurs avaient l'impression qu'elle s'inscrivait dans le prolongement du convoi de camionneurs de février 2022, dont l'intention déclarée était de dénoncer l'« ingérence » du gouvernement du Canada, en particulier dans le domaine de la vaccination contre la COVID-19. Pour ce qui est de la gestion de cette manifestation, les participants trouvaient généralement que le Service de police d'Ottawa (SPO) s'était bien préparé et avait réussi à éviter des troubles violents ou des perturbations importantes pour les résidents d'Ottawa. Peu d'entre eux croyaient que la manifestation aurait des conséquences à long terme.

Nomination d'une dirigeante principale de l'accessibilité au Canada (personnes handicapées de Windsor)

Peu de participants du groupe composé de personnes handicapées étaient au courant de la nomination, annoncée le 4 avril 2022, de la première dirigeante principale de l'accessibilité (DPA) au Canada. Lorsque nous leur avons fourni des informations supplémentaires à ce sujet, tous se sont réjouis de l'annonce, certains notant que la création de ce poste était attendue depuis longtemps. Plusieurs souhaitaient que la nomination d'une DPA donne lieu à un examen complet des soutiens actuellement offerts aux personnes vivant avec un handicap. Au chapitre de l'emploi, il a été avancé que la nouvelle DPA pourrait promouvoir la formation axée sur les compétences et d'autres programmes de perfectionnement destinés à ces personnes, ce qui leur donnerait davantage de possibilités de contribuer à l'économie de leur collectivité et de mener une carrière enrichissante. Certains espéraient également que la présence de la DPA favoriserait une responsabilisation accrue à l'égard des lois existantes, comme la *Loi canadienne sur l'accessibilité* (LCA), dont l'application leur semblait trop laxiste à l'heure actuelle. Le fait que la DPA soit elle-même une personne en situation de handicap a suscité l'approbation des participants, qui jugeaient cette expérience indispensable pour bien remplir le rôle.

Accès à des services d'avortement (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique)

Trois groupes ont discuté de la question du droit à l'avortement et de l'accès à des services d'avortement au Canada. Invités à dire s'ils avaient entendu quelque chose à ce sujet dernièrement, la quasi-totalité des participants de Calgary et la plupart de ceux du Canada atlantique ont répondu par l'affirmative, à la différence des participants des Cantons-de-l'Est, dont peu étaient au courant de nouvelles récentes sur ce thème. Les participants qui en avaient entendu parler se rappelaient qu'un projet d'avis de la Cour suprême des États-Unis (SCOTUS) avait fait l'objet d'une fuite et que, s'il était entériné, il invaliderait la décision historique *Roe v. Wade* qui protège le droit à l'avortement dans l'ensemble de ce pays. Presque tous les participants croyaient que ce projet d'avis était une mauvaise nouvelle, et plusieurs étaient persuadés que la décision aurait pour effet de réduire considérablement la liberté des femmes aux États-Unis de disposer de leur corps et d'exercer leurs choix en matière de reproduction.

À la question de savoir si cet enjeu les préoccupait, les participants ont été nombreux à répondre que oui. Plusieurs ont affirmé avec véhémence qu'aucun ordre de gouvernement ne devrait pouvoir dicter

aux femmes comment disposer de leur corps et que cette décision était susceptible de faire courir à beaucoup d'Américaines des risques médicaux majeurs. Certains pensaient également que si le droit à l'avortement pouvait être restreint aux États-Unis, rien ne garantissait que la même chose ne se produirait pas un jour au Canada. Par conséquent, ils estimaient que le gouvernement fédéral devait à tout prix sauvegarder un accès sécuritaire aux services d'avortement. Sans prendre position explicitement contre l'avortement, un petit nombre de participants voyaient les choses autrement et pensaient qu'il n'y avait pas lieu d'élargir cet accès au Canada.

Au chapitre de la réponse attendue du gouvernement fédéral, la plupart trouvaient important que ce dernier continue de rassurer la population canadienne sur son engagement ferme à protéger le droit à l'avortement et l'accès aux services en la matière au Canada. Bon nombre de participants souhaitaient aussi que le gouvernement fédéral continue de défendre le droit à l'avortement sur la scène internationale et fasse figure de chef de file sur ce front. Hormis cela cependant, ils avaient l'impression qu'il ne pouvait guère faire plus pour influencer un enjeu d'intérêt national aux États-Unis.

Pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont eu une courte discussion portant sur le commerce de la pomme de terre de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.). Invités à dire s'ils avaient entendu parler de ce dossier dernièrement, certains se sont rappelés que les États-Unis avaient interrompu leur importation de pommes de terre de l'Î.-P.-É. à la fin de 2021, mais personne n'était au courant de nouvelles récentes. En guise d'éclaircissements, nous avons rappelé au groupe qu'en novembre 2021, les États-Unis avaient ordonné à leurs agents frontaliers de refuser l'entrée de cargaisons de pommes de terre de l'Î.-P.-É., après la détection de la galle verruqueuse dans quelques champs de la province, et qu'en mars 2022, ils avaient annoncé la reprise de ces importations sous certaines conditions. De l'avis de la plupart des participants, il s'agissait d'un enjeu de taille pour l'Î.-P.-É., et plusieurs ont signalé que l'industrie de la pomme de terre était un moteur important de l'économie provinciale. Si tous ont salué la reprise des échanges commerciaux, plusieurs craignaient que l'interdiction provisoire n'ait réduit la part de marché des pommes de terre de l'Î.-P.-É. et terni la réputation internationale de la marque.

Projet d'exploitation Bay du Nord (résidents du Canada atlantique, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal])

Deux groupes ont discuté du projet d'exploitation Bay du Nord, dont la construction est prévue au large de la côte est de Terre-Neuve-et-Labrador. Un petit nombre de participants du Canada atlantique et quelques-uns du Québec en avaient entendu parler. Ils se rappelaient toutefois peu de détails à son sujet, si ce n'est qu'il avait trait au secteur pétrolier et gazier et que ses répercussions possibles sur l'environnement soulevaient des préoccupations.

Après avoir reçu quelques précisions à propos du projet et été informés de son approbation par le gouvernement fédéral, les participants ont eu des réactions contrastées. Les partisans de l'initiative ont fait valoir qu'elle créerait un grand nombre d'emplois et stimulerait l'économie de la région. Certains s'attendaient également à ce qu'elle ait l'avantage supplémentaire d'accroître la capacité de production de pétrole et de gaz du pays, ce qui favoriserait une plus grande autosuffisance énergétique. Plusieurs ont aussi évoqué les prix de l'essence, qui leur paraissaient exorbitants à l'heure

actuelle, en formulant l'espoir que le projet atténue quelque peu ces pressions. Pour leur part, les opposants au projet trouvaient que son approbation était contraire à l'objectif du gouvernement du Canada de cheminer vers une économie « plus verte » centrée sur la production d'énergies renouvelables. D'après plusieurs, le Canada produisait suffisamment de pétrole et de gaz et tout projet misant sur des énergies non renouvelables plutôt que des sources de substitution comme l'énergie solaire, hydroélectrique ou éolienne était un pas dans la mauvaise direction.

En ce qui concerne l'avenir, la plupart estimaient que le projet Bay du Nord aurait un impact positif sur les perspectives d'exploitation pétrolière et gazière au Canada, pourvu qu'il produise les retombées économiques attendues et cause peu de dommages au milieu environnant et aux écosystèmes marins.

Décriminalisation des drogues (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], locataires de Vancouver)

Les deux groupes de la Colombie-Britannique (C.-B.) ont discuté de la récente demande faite au gouvernement fédéral de dépénaliser dans leur province la possession de certaines drogues dures en petites quantités. Aucun participant n'était au courant de récents développements à ce sujet, mais certains croyaient que les dépendances et les surdoses de drogues avaient connu une hausse rapide en Colombie-Britannique. Selon eux, il s'agissait d'un grave problème à l'heure actuelle, qui avait été exacerbé par la pandémie de COVID-19.

Si certains voyaient dans la décriminalisation un changement positif, de nombreux autres rejetaient cette idée. Beaucoup craignaient qu'en l'absence de conséquences légales, les consommateurs de drogues n'utilisent plus fréquemment ces substances dangereuses. Plusieurs s'inquiétaient également des risques qui en résulteraient pour la santé, car dans le cas de substances comme le fentanyl, aucune quantité n'était réellement « sécuritaire ». De l'avis de beaucoup, au lieu de décriminaliser, les gouvernements fédéral et provinciaux devraient plutôt s'appliquer à cerner et traiter les causes premières de la dépendance, notamment la pauvreté, les problèmes de santé mentale et les traumatismes subis. La minorité de participants favorables à la dépénalisation ont fait valoir qu'elle avait donné de bons résultats ailleurs (au Portugal, par exemple) en réduisant la stigmatisation vécue par les consommateurs de drogues et en les encourageant à entreprendre un traitement. Certains de ces participants ont toutefois nuancé leur appui en précisant que la décriminalisation, aussi utile qu'elle soit, devrait s'accompagner d'investissements conséquents dans d'autres secteurs, comme les ressources en santé mentale, le traitement des dépendances, les logements abordables et la sécurité alimentaire. La grande majorité des participants estimaient qu'à elle seule, elle serait d'une aide limitée pour résoudre ce qu'ils percevaient comme un problème croissant de toxicomanie dans la province.

Sources de nouvelles et médias sociaux (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)

Trois groupes ont discuté des sources qu'ils consultent habituellement pour suivre l'actualité. Plusieurs participants ont dit qu'ils continuaient de s'informer auprès des médias traditionnels, soit la télévision (plus précisément CBC, CTV et Global News), la radio et la presse locale. Beaucoup ont également dit

recourir à des sources en ligne, par exemple Google News, Yahoo! et YouTube, ainsi qu'à des plateformes de médias sociaux comme Facebook, Twitter, Snapchat et TikTok.

Lorsque nous leur avons demandé quelles sources ils consulteraient s'ils cherchaient des nouvelles du gouvernement du Canada, plusieurs participants ont cité CBC, CTV, Global News et Maclean's. Dans le cas de sujets d'intérêt précis, certains ont dit qu'ils visiteraient sans doute les sites Web du gouvernement du Canada afin de vérifier des informations glanées ailleurs. Plusieurs croyaient que ce dernier devrait cultiver son public sur les plateformes de médias sociaux, en particulier TikTok, Snapchat et Instagram, où sa présence leur semblait minime. À la question de savoir si certaines plateformes sont plus fiables que d'autres, la plupart des participants ont répondu que la fiabilité de l'information dépend des sources choisies plutôt que des plateformes elles-mêmes.

En prolongement à la discussion, nous avons invité les grands socionautes de Calgary à décrire les effets positifs et négatifs des médias sociaux. La possibilité de rester en contact et de communiquer avec d'autres peu importe la distance passait pour un grand avantage, tout comme l'accès à une pluralité de points de vue. La possibilité de recevoir des informations et des mises à jour instantanées sur ces plateformes a également été mentionnée. Pour les aspects négatifs, de nombreux participants ont reproché aux médias sociaux de donner une vision idéalisée de la réalité, sachant que les utilisateurs ont tendance à publier des mises à jour qui les présentent sous le meilleur éclairage possible. Comme ils ont expliqué, cela conduit souvent les autres à se comparer à un idéal plutôt qu'à des normes réalistes et, du coup, à vivre des sentiments d'infériorité, de dépression et d'anxiété.

Lorsque nous avons questionné les participants à propos des « fausses nouvelles », tous étaient au courant de ce phénomène croissant et la plupart considéraient que c'était un grave problème. De l'avis de quelques-uns, ce problème concernait surtout les générations plus âgées, les jeunes Canadiens étant mieux outillés pour différencier les sources légitimes de celles qui répandent des faussetés. Quant aux mesures à prendre pour contrer la mésinformation ou la désinformation en ligne, la plupart estimaient qu'il revient aux particuliers de déterminer si l'information qu'ils consomment est légitime et de vérifier les détails dont ils ne sont pas sûrs. Quelques-uns ont mentionné les efforts déployés par des plateformes comme Facebook et Twitter pour identifier les publications trompeuses, mais d'autres trouvaient le processus inadéquat, car fondé sur des algorithmes plutôt que sur une analyse objective du contenu. À la question de savoir si les médias sociaux ont la responsabilité de veiller à l'exactitude des nouvelles diffusées sur leurs plateformes, un petit nombre croyaient que oui, mais la plupart ont répondu qu'ils devraient rester neutres et supprimer uniquement les contenus haineux ou explicites. Très peu de participants pensaient que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans la lutte contre la mésinformation.

Visite royale (résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) ont brièvement discuté du passage du prince Charles et de la duchesse de Cornouailles dans leur région le 19 mai 2022. Même si un nombre restreint de participants en avaient entendu parler, plusieurs pensaient qu'il s'agissait d'un événement hors de l'ordinaire pour les résidents de communautés comme Yellowknife et Dettah, en particulier ceux qui avaient pu prendre part aux festivités. La plupart des réactions à cette visite étaient positives, mais quelques participants se sont dits déçus de l'absence d'excuses officielles adressées aux

survivants du système canadien des pensionnats autochtones. Ce point leur paraissait un aspect crucial du processus de réconciliation qui pour l'instant n'était pas pris en compte.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique, résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Six groupes ont eu des discussions portant sur des enjeux précis liés à leur groupe d'âge, leur origine ethnique, leur région ou un thème particulier, comme les changements climatiques et l'environnement. Les participants ont fait part de leurs points de vue concernant les principaux facteurs qui sous-tendent ces enjeux ainsi que la mesure dans laquelle le gouvernement du Canada parvient à les gérer.

Enjeux touchant les jeunes (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary)

Les participants de ce groupe (âgés de 18 à 24 ans) ont passé en revue différents enjeux qui concernent tout spécialement les jeunes Canadiens à l'heure actuelle. Nous leur avons demandé lesquels de ces enjeux devraient constituer des priorités pour le gouvernement fédéral. Ils ont cité la santé mentale et les dépendances, l'abordabilité du logement et l'augmentation du coût de la vie, la hausse du coût des études postsecondaires, et les dissensions de plus en plus marquées entre les Canadiens. Très peu de participants avaient entendu parler de mesures ou d'initiatives récentes du gouvernement du Canada en lien avec ces enjeux. À la question de savoir si le gouvernement fédéral était sur la bonne ou la mauvaise voie en ce qui concerne ces priorités, la plupart ont hésité à se prononcer, car ils n'en savaient pas assez sur les mesures qui avaient été prises dans ces domaines.

Invités à évaluer le succès du gouvernement du Canada sur le plan des interactions avec les jeunes, la majorité des participants croyaient qu'il pourrait faire beaucoup mieux. Plusieurs ont suggéré d'utiliser les médias sociaux à titre de relais pour rejoindre ce public, signalant le retard du gouvernement fédéral sur ce plan. Des plateformes comme TikTok, Instagram et Snapchat leur paraissaient constituer des outils particulièrement précieux pour dialoguer avec les jeunes.

Enjeux du Canada atlantique (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont fait un tour d'horizon des enjeux les plus urgents qui touchent leur région actuellement. Lorsque nous leur avons demandé quels domaines méritaient le plus l'attention du gouvernement fédéral, ils ont donné des réponses diverses, entre autres : les pénuries de personnel de la santé, le manque de soutien fourni aux petites entreprises, l'abordabilité du logement, et le secteur de la foresterie et du bois d'œuvre.

Invités à dire s'ils se souvenaient d'interventions récentes menées par le gouvernement fédéral dans un de ces dossiers, les participants ont généralement répondu que non. Au chapitre du logement abordable, quelques personnes avaient entendu parler de sa décision récente d'interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans. Quelques-

uns avaient aussi entendu dire qu'il tâchait de recruter et de former davantage de médecins et de personnel infirmier, mais n'ont pu donner de détails. À la question de savoir si le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie en ce qui concerne ces enjeux, plusieurs participants ont recommandé qu'il mette davantage l'accent sur les problèmes du quotidien, comme les pénuries de personnel de la santé, l'abordabilité du logement et le coût de la vie, car il s'agissait selon eux de besoins et de services essentiels non comblés pour un grand nombre de Canadiens de l'Atlantique.

Enjeux environnementaux (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal])

Ces deux groupes ont discuté des efforts récents mis en œuvre par le gouvernement du Canada pour s'attaquer au problème des changements climatiques et faire une plus grande place à l'environnement et la durabilité à l'avenir. Pour entamer la conversation, nous leur avons posé une question générale sur les domaines auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder plus d'attention. Les participants ont fait une foule de suggestions, dont l'abordabilité du logement, le coût de la vie, les soins de santé, la santé mentale, la réglementation des armes à feu et l'accès à l'eau potable dans toutes les réserves et les communautés autochtones du pays. Beaucoup ont aussi spontanément mentionné les changements climatiques et l'environnement, qu'ils considéraient souvent comme une priorité absolue pour les Canadiens à l'heure actuelle. Plusieurs ont relevé des problèmes précis – tels que la pollution, les émissions de gaz à effet de serre, le réchauffement planétaire et l'insuffisance perçue des programmes de recyclage – qui leur semblaient constituer des obstacles importants sur le plan de la durabilité à long terme.

En ce qui concerne les efforts du gouvernement du Canada pour combattre les changements climatiques, plusieurs ont fait référence au programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission (iVZE), sans toutefois le nommer ni pouvoir fournir de détails à son sujet. Dans une optique plus générale, certains participants avaient également l'impression que l'environnement et les changements climatiques formaient un volet important du budget fédéral de 2022. Très peu croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour régler cette question. Beaucoup ont fait remarquer que même si l'on avait redoublé d'efforts ces dernières années, ce serait sans doute encore insuffisant pour atténuer les dommages déjà causés à l'environnement. Certains participants souhaitaient que le gouvernement fédéral s'attache davantage à honorer ses engagements climatiques, par exemple les objectifs fixés dans l'Accord de Paris, et impose des sanctions financières plus lourdes aux grands émetteurs qui dérogent à sa politique climatique.

Enjeux touchant les Sino-Canadiens (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver])

Les participants appartenant à la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver (excepté Vancouver) ont abordé plusieurs enjeux qui interpellent leur communauté au Canada. Réfléchissant aux principaux problèmes auxquels font face les Sino-Canadiens à l'heure actuelle, beaucoup ont évoqué la montée des crimes haineux et du racisme anti-asiatique. Il a été précisé par plusieurs que ce phénomène concerne l'ensemble des Asiatiques établis au Canada et non seulement les personnes d'origine chinoise. Certains croyaient que le problème s'était accentué durant la pandémie de COVID-

19, quand certaines cohortes de la société ont jeté le blâme de l'émergence du virus sur les Asiatiques et les pays d'Asie. Aucun participant n'avait personnellement vécu ce type de discrimination, mais plusieurs avaient entendu des témoignages en ce sens. Beaucoup estimaient que le gouvernement fédéral pourrait sensibiliser davantage la population à l'histoire des Asiatiques au Canada, à la fois en soulignant leurs contributions et en expliquant les obstacles qu'ils ont dû surmonter.

En ce qui concerne le travail accompli par le gouvernement du Canada pour mieux soutenir les Sino-Canadiens, peu de participants avaient en mémoire des initiatives ou des annonces récentes. Quelques-uns ont mentionné la désignation officielle du mois de mai comme « Mois du patrimoine asiatique » par le gouvernement fédéral, qui offrait l'occasion de prendre du recul et de reconnaître les nombreuses contributions passées et présentes des Canadiens d'origine asiatique. D'autres ont confirmé que cette initiative était utile pour promouvoir la culture asiatique au Canada. Lorsque nous leur avons demandé dans quelle mesure le gouvernement fédéral faisait des progrès dans la résolution des problèmes touchant les Canadiens asiatiques, plusieurs ont dit qu'il devait en faire plus, surtout vu la montée du sentiment anti-asiatique constatée ces dernières années.

Enjeux des Territoires du Nord-Ouest (résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Le groupe des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) s'est penché sur plusieurs enjeux régionaux. Invités à décrire les problèmes les plus urgents qui se posent actuellement pour les résidents des T.N.-O., les participants ont soulevé une multitude de questions. Celles-ci comprenaient l'abordabilité du logement et la hausse du coût de la vie, les pêches et la question de la surpêche, les changements climatiques ainsi que les problèmes de santé mentale et de dépendance.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient d'initiatives ou de mesures récentes adoptées par le gouvernement du Canada en réponse à ces enjeux, certains participants ont mentionné les soutiens relatifs au logement, par exemple l'aide aux aînés vivant dans la région désignée des Inuvialuit pour réparer ou rénover leur domicile, ainsi que l'octroi de fonds supplémentaires pour lutter contre l'itinérance dans des villes comme Yellowknife. Quelques-uns ont aussi évoqué les efforts du gouvernement fédéral pour réduire l'insécurité alimentaire, en notant que des programmes comme Nutrition Nord Canada (qu'ils n'ont pas cité nommément) avaient été très utiles durant la pandémie. De l'avis de beaucoup, toutefois, le soutien du gouvernement fédéral n'allait pas assez loin et devrait être sensiblement majoré pour régler les problèmes des T.N.-O.

Même si certains participants croyaient que le gouvernement du Canada avait mieux géré ces questions au cours des dernières années, la plupart estimaient que l'aide avait soit trop tardé, soit été insuffisante vu la nature généralisée des problèmes dans la région. À cet égard, certains espéraient que les responsables fédéraux accorderaient plus d'attention aux communautés rurales et éloignées. Il leur semblait qu'une large part de l'aide allait aux villes (dont Yellowknife), alors que les communautés rurales souffraient toujours d'insécurité alimentaire et manquaient d'eau potable dans certains cas.

Les participants de ce groupe ont aussi discuté des problèmes persistants de contamination à l'arsenic provenant de la mine Giant, maintenant inactive, située près de Yellowknife. La plupart étaient au courant de la situation et plusieurs se sont dits très inquiets du risque que le trioxyde de diarsenic ait des effets environnementaux à long terme sur la santé et la sécurité des résidents de la ville. Certains

redoutaient tout particulièrement les risques pour l'approvisionnement en eau; selon eux, à moins de mesures préventives, une contamination était à craindre. L'incidence possible des résidus sur les écosystèmes environnants a aussi été évoquée, certains participants ayant l'impression que la faune et la végétation près de la mine abandonnée avaient déjà pâti.

En ce qui concerne les mesures déjà prises ou prévues par le gouvernement fédéral pour corriger le problème, la plupart des participants ne savaient pas exactement en quoi elles consistaient. Certains croyaient qu'il y avait eu des travaux d'assainissement suivis, mais que les substances dangereuses en présence rendaient la tâche laborieuse. Quelques-uns se sont rappelés avoir entendu parler de la création du Conseil de surveillance de la mine Giant (CSMG) pour coordonner le nettoyage et croyaient que le gouvernement du Canada participait à sa gestion. Questionnés sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus dans ce dossier, beaucoup ont recommandé d'accroître le financement consacré au projet ainsi qu'à la remédiation d'autres mines abandonnées dans la région.

Enjeux économiques (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal])

Dans six groupes, les participants ont discuté de nombreux enjeux économiques. Ils ont notamment abordé l'économie locale dans leurs régions respectives, l'économie du Canada dans son ensemble, et la transition vers une économie plus « verte ». Pour ouvrir la conversation, nous leur avons demandé quelles étaient les industries les plus importantes pour leurs économies locales. Dans tous les groupes, à l'exception de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal, les participants ont mentionné l'agriculture comme moteur économique important dans leur région. Les industries du pétrole et du gaz, de la fabrication, de la technologie et du tourisme ont également été mentionnées dans plusieurs groupes comme étant importantes pour les économies locales.

Dans le Canada atlantique, plusieurs participants ont mentionné que l'exploitation et l'extraction pétrolière et gazière au large des côtes représentaient une industrie de premier plan dans leur région. Même si certains ont manifesté le désir qu'on délaisse plus rapidement ce secteur pour passer à une énergie renouvelable, plusieurs étaient d'avis que l'approbation récente d'initiatives comme le projet d'exploitation Bay du Nord démontrait bien que le secteur pétrolier et gazier demeurerait sans doute un élément important de l'économie de la région dans un avenir prévisible. D'autres participants ont mentionné des secteurs comme la pêche, le bois d'œuvre, le tourisme et les soins de santé comme étant des moteurs économiques importants. Alors que certains s'entendaient pour dire que l'agriculture contribuait de manière importante à l'économie régionale, plusieurs s'inquiétaient des répercussions du changement climatique et des conditions météorologiques extrêmes sur la viabilité de ce secteur. Les participants étaient d'avis qu'il faudrait redoubler d'efforts pour favoriser une adoption plus large des technologies, comme les serres, pour cultiver des denrées à longueur d'année dans la région.

Plusieurs participants du groupe des Cantons-de-l'Est au Québec ont désigné l'agriculture (fruits, bétail et cabanes à sucre) et la fabrication comme les deux plus importantes industries de leur région. Pour la

fabrication, les participants ont nommé des entreprises comme Canatal et DuPont, respectivement producteurs d'acier et de produits chimiques, comme principaux employeurs locaux. Bien que la plupart espéraient voir une croissance continue dans ces secteurs (en particulier la fabrication pour les matériaux de construction qui sont en forte demande), certains croyaient qu'il faudrait moderniser les infrastructures des réseaux de transport de matériaux essentiels, comme les chemins de fer, pour que la région atteigne son plein potentiel économique.

Pour les résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal, la construction est également un moteur économique important et plusieurs avaient l'impression que ce secteur serait de plus en plus sollicité à long terme. Plusieurs participants ont également mentionné le tourisme et l'hôtellerie comme étant particulièrement importants pour leurs économies locales. Même si certains s'entendaient pour dire que les petites entreprises de leurs régions (en particulier celles de l'industrie des services et de l'hôtellerie) avaient souffert de la pandémie de COVID-19, d'autres voyaient les choses autrement. Selon eux, la transition vers le télétravail à temps plein pour plusieurs avait amené de plus en plus de gens à demeurer dans leurs communautés et à réduire les déplacements vers les grands centres comme Montréal. Ils croyaient également que cette tendance pourrait contribuer à la croissance économique à long terme de nombreuses municipalités suburbaines.

Dans le groupe de l'Ontario rural, les participants ont identifié la technologie (à Waterloo), la construction automobile (à Windsor) et les raffineries de pétrole et de gaz (à Sarnia) comme secteurs clés. D'autres ont mentionné des industries comme l'agriculture, le tourisme et la production de cannabis comme étant de plus en plus importants dans leurs communautés locales. La plupart des participants avaient l'impression que ces industries demeureraient relativement stables à l'avenir.

Dans les groupes des Prairies et de Calgary, les participants ont mentionné l'agriculture ainsi que le gaz et le pétrole comme secteurs clés dans leurs régions respectives. Ils estimaient que l'agriculture demeurerait sans doute un secteur en forte demande dans un avenir prévisible, surtout compte tenu des défis qui menacent la chaîne alimentaire mondiale en raison d'événements comme la pandémie de COVID-19 et la crise qui perdure en Ukraine. Bien que plusieurs s'attendaient à ce que le pétrole et le gaz continuent de jouer un rôle clé à court terme, d'autres étaient d'avis que l'importance de ce secteur irait en diminuant, au fur et à mesure que les ressources non renouvelables seraient progressivement éliminées.

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient selon eux les principaux défis à relever en matière de croissance économique dans leurs collectivités, les participants de tous les groupes ont fourni des réponses variées, notamment la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la hausse des coûts des biens et services essentiels, et les répercussions possibles des changements climatiques.

En ce qui concerne l'économie canadienne dans son ensemble, nous avons demandé aux participants quels étaient les secteurs que le gouvernement du Canada devrait dorénavant privilégier. Un nombre important d'entre eux ont mentionné les technologies vertes (comme les véhicules à émission zéro), l'énergie renouvelable, la fabrication locale, l'agriculture durable et les soins de santé. La majorité des participants s'entendaient pour dire que la priorisation de ces secteurs aurait certainement un impact positif sur l'avenir du Canada, alors que certains espéraient que des investissements supplémentaires dans ces domaines permettraient de créer plus d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens.

Interrogés à savoir ce qui leur venait à l'esprit en entendant les expressions « économie verte » et « emplois verts », les participants ont fourni plusieurs réponses. La plupart ont surtout parlé d'énergie renouvelable, dont le développement et la production de ces sources d'énergie, ainsi que de projets de rénovations de maisons ou d'entreprises pour qu'elles soient plus durables. Plusieurs ont également mentionné les énergies vertes, comme la technologie de capture du carbone et la fabrication de véhicules à émission zéro (VEZ). Certains ont parlé d'initiatives visant à conserver et à protéger la biodiversité et les ressources naturelles du Canada et qui, selon eux, sont des priorités importantes pour l'avenir.

Plusieurs s'attendaient à ce qu'une transition vers une économie plus verte offre un large éventail d'emplois pour les Canadiens et nécessite plusieurs compétences différentes pour sa mise en œuvre complète. En ce qui concerne la production d'énergie renouvelable plus particulièrement, plusieurs ont mentionné qu'en plus du travail physique et des emplois en construction requis pour construire l'infrastructure nécessaire, plusieurs emplois en génie technique et numérique seraient sans doute créés pour gérer les opérations courantes de ces systèmes. De nombreux participants s'attendaient également à ce qu'un nombre important d'emplois dans le secteur de la fabrication soient créés pour produire des VEZ et d'autres technologies vertes innovatrices.

Sur le sujet de l'économie verte et ce à quoi elle pourrait ressembler, dans tous les groupes, sauf à Calgary, nous avons présenté aux participants une liste de secteurs verts et leur avons demandé de désigner ceux qui selon eux créeraient le plus de possibilités économiques dans leurs régions. Cette liste incluait le tourisme écorécréotouristique, l'énergie verte, l'exploitation minière, la protection de la nature, l'agriculture durable et l'autosuffisance alimentaire, et la foresterie durable.

Dans ces groupes, les participants ont gravité autour de l'énergie verte, la protection de la nature, l'agriculture durable et l'autosuffisance alimentaire comme secteurs susceptibles de créer les meilleures possibilités sur le plan économique. En ce qui concerne l'énergie verte, plusieurs ont répété qu'ils s'attendaient à ce qu'un virage vers les ressources renouvelables comme l'énergie éolienne, l'énergie solaire et l'énergie hydroélectrique crée des emplois pour les Canadiens, puisqu'il faudra construire une nouvelle infrastructure et gérer les systèmes à long terme. Plusieurs croyaient également qu'en privilégiant la protection de la nature, on créerait plus d'emplois dans le domaine de la conservation, ce qui permettrait à ceux possédant de l'expérience en foresterie ou en sciences environnementales de mettre à profit leurs compétences pour élaborer des stratégies à long terme pour protéger et conserver les ressources naturelles du Canada.

Au sujet des régions rurales, nous avons demandé aux participants s'il était raisonnable selon eux de s'attendre à ce que celles-ci effectuent d'elles-mêmes une transition vers une économie verte. Presque tous les participants s'entendaient pour dire qu'une transition à grande échelle serait impossible sans un soutien financier important de la part du gouvernement fédéral et de ses homologues provinciaux et territoriaux. Allant plus loin, plusieurs ont parlé de ce qu'ils percevaient comme des coûts initiaux élevés pour les technologies comme les VEZ, les rénovations résidentielles et la production d'énergie renouvelable, et qu'ils considéraient comme irréaliste pour la majorité des résidents des collectivités rurales. Sur la question des VEZ, les participants étaient d'avis qu'il faudrait considérablement améliorer cette technologie afin d'augmenter la capacité de ces véhicules à couvrir

de longues distances, à maintenir une bonne tenue sur les routes en mauvais état et dans des conditions météorologiques extrêmes, tous ces facteurs étant les défis habituels de la vie rurale. Alors que la plupart croyaient qu'une transition vers une économie verte était importante pour la viabilité du Canada à long terme, certains s'attendaient à ce que le processus soit graduel et qu'il faille beaucoup de temps pour développer l'infrastructure nécessaire en plus de convaincre la majorité des Canadiens d'adhérer à cette transition vers une plus grande durabilité.

Économie numérique (résidents de l'Ontario rural)

Dans le groupe de l'Ontario rural, les participants ont discuté brièvement des questions liées à l'économie numérique. Lorsque nous leur avons demandé ce qui leur venait à l'esprit en entendant parler d'économie numérique, ceux-ci ont fourni plusieurs réponses, notamment les marchés financiers numériques, le cybercommerce, l'émergence des cryptomonnaies (comme le Bitcoin), le télétravail et les grandes sociétés Web comme Amazon, Netflix et YouTube.

À la question à savoir si les populations rurales canadiennes pourraient tirer profit d'une transition vers une économie numérique, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. En permettant aux gens de travailler de la maison, les participants croyaient qu'une économie numérique offrirait à ces résidents des possibilités de travailler dans différents secteurs (comme la haute technologie). Certains croyaient également qu'une économie numérique et un virage vers le télétravail profiteraient à des secteurs plus traditionnels dans les collectivités rurales, puisque les Canadiens seraient de plus en plus nombreux à s'exiler en campagne, n'ayant plus à se déplacer tous les jours pour se rendre au travail.

Possibilités d'emplois (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est)

Les participants dans les Cantons-de-l'Est qui se sont identifiés comme étant des travailleurs à faible revenu ont discuté des possibilités d'emplois dans leur région. Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient qu'il y avait suffisamment de possibilités d'emploi dans leur région pour y vivre confortablement à long terme, la plupart ont répondu par l'affirmative. Plusieurs avaient l'impression que des emplois étaient actuellement disponibles et que de nombreux secteurs affichaient une pénurie de main-d'œuvre. D'autres ont cependant exprimé l'avis que les emplois disponibles n'étaient pas toujours bien rémunérés et dans certains cas, n'offraient pas toujours un revenu suffisant. Cette impression était due surtout au taux d'inflation élevé et à la hausse du coût de la vie dans les dernières années.

Seulement quelques participants ont indiqué qu'ils cherchaient actuellement un nouvel emploi ou l'avaient fait récemment. Interrogés sur ce qu'ils recherchaient chez un employeur éventuel, les participants ont mentionné des salaires plus élevés, des possibilités d'avancement, des avantages sociaux, des horaires flexibles et des pratiques d'entreprise socialement responsables. Presque tous estimaient qu'il était important pour un employeur d'être respectueux de l'environnement, et plusieurs ont précisé que ce serait un facteur dont ils tiendraient compte avant de postuler un nouvel emploi. Quelques participants ont mentionné qu'ils ne travailleraient pas pour une entreprise qui n'a aucun plan environnemental à long terme. Un plus petit nombre avait une autre opinion et croyait que même si l'environnement était une priorité, ils ne seraient pas contre l'idée de travailler dans des secteurs

économiques potentiellement dangereux (comme l'extraction et le développement des ressources), du moment que les salaires sont assez élevés. Presque tous estimaient important pour un employeur d'être socialement responsable. La plupart ont affirmé qu'ils refuseraient sans doute une offre d'emploi de la part d'une entreprise qui ne s'est pas expressément engagée à cet égard.

Armes à feu (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], locataires de Vancouver, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants de cinq groupes ont discuté des armes à feu, exprimant notamment leur point de vue sur le niveau actuel des crimes commis à l'aide de ces armes au Canada, ainsi que sur les mesures (le cas échéant) que le gouvernement du Canada devrait prendre, selon eux, pour régler ce problème. Interrogés sur la prévalence des crimes liés aux armes à feu au Canada, la plupart des participants étaient d'avis qu'il ne s'agissait pas d'un problème majeur, surtout si on le compare à la situation aux États-Unis. Un petit nombre de participants a soulevé des inquiétudes quant au fait qu'il était désormais possible de créer des armes à feu « artisanales », à l'aide de technologies comme l'impression 3D, estimant que cela pourrait accroître leur présence au Canada.

En discutant de ce qu'ils estiment être les principales causes de la violence criminelle armée au Canada, les participants ont mentionné un large éventail de facteurs. Il s'agissait notamment de l'activité des gangs, des problèmes de santé mentale et de la toxicomanie, de la précarité du logement, de la pauvreté, des médias sociaux, des limites perçues quant aux pratiques de dépistage existantes et à la réglementation relative aux armes à feu. Si certains pensaient que le gouvernement fédéral avait pris des mesures au cours des dernières années pour mettre en œuvre une réglementation plus stricte en matière d'armes à feu au Canada, très peu de participants étaient en mesure de se rappeler des détails, si ce n'est que certaines catégories d'armes (comme les armes « d'assaut ») avaient été limitées ou interdites purement et simplement. Plusieurs participants ont affirmé être en faveur d'une réglementation accrue pour interdire ou bannir une plus grande variété d'armes à feu, d'une vérification accrue des antécédents et de la mise en œuvre d'un système d'enregistrement de toutes les armes à feu, mais certains se sont dits sceptiques à l'égard de l'effet de ces mesures sur la réduction des crimes commis avec des armes à feu au Canada. La principale préoccupation résidait dans le fait que les auteurs de crimes commis à main armée étaient susceptibles d'avoir obtenu leurs armes illégalement et que, par conséquent, toute amélioration de la réglementation affecterait principalement ceux qui avaient acheté leurs armes légalement, tout en ayant très peu d'impact sur ceux qui les avaient acquises par des moyens illégaux. En ce qui concerne les lois canadiennes relatives aux armes à feu, bien que plusieurs participants aient estimé qu'elles étaient adéquates, un plus petit nombre, néanmoins significatif, a exprimé que toute mesure du gouvernement fédéral visant à réduire la prévalence des crimes commis avec des armes à feu au Canada serait la bienvenue.

Perspectives relatives à la mise en œuvre d'un gel national des armes de poing (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], locataires de Vancouver)

Quatre groupes ont discuté de la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait envisager la mise en œuvre d'un « gel » national des armes de poing. Alors que certains participants estimaient qu'une telle mesure se traduirait principalement par une interruption de l'achat et de la vente d'armes de poing au Canada, la plupart se sont montrés peu convaincus quant aux aspects pratiques et aux réalités d'une telle politique. Lorsque nous leur avons demandé quelle serait, selon eux, la différence entre un gel et une interdiction pure et simple des armes de poing, plusieurs étaient d'avis qu'un gel serait probablement temporaire alors qu'une interdiction aurait un caractère plus permanent. Quelques-uns ont suggéré qu'un gel pourrait également être un précurseur ou une première étape vers une interdiction complète.

Après avoir indiqué qu'un gel national des armes de poing consisterait à plafonner le marché et à interdire la vente et l'importation d'armes de poing au Canada, les participants ont discuté des répercussions qu'une telle politique pourrait entraîner, selon eux. Si certains étaient d'avis qu'elle aurait un effet positif dans la mesure où elle réduirait probablement le nombre d'armes de poing au Canada, plusieurs ont exprimé des inquiétudes quant à la mise en place d'un gel éventuel. Plusieurs estimaient en effet qu'une telle loi aurait peu ou pas d'effet sur la prévalence des crimes liés aux armes à feu, croyant que toute nouvelle réglementation ne dissuaderait pas ceux qui ont l'intention d'utiliser des armes de poing pour des activités illicites. Certains étaient d'avis qu'un gel des armes de poing pourrait en fait avoir un effet contre-productif, donnant peut-être lieu à une augmentation des achats d'armes de poing parmi ceux qui souhaitaient en obtenir une ou avaient l'intention d'en acheter une avant que le gel n'entre en vigueur. Certaines personnes ont également dit craindre la croissance d'un marché d'armes de poing non réglementé et illégal et une prévalence exacerbée de ces activités dans l'avenir.

À la question de savoir s'ils pensaient qu'un gel ou une interdiction constituait la mesure la plus appropriée, plusieurs participants étaient d'avis qu'aucune de ces dispositions ne devait être envisagée pour le moment, estimant que cela aurait un effet minime, voire négatif, sur les crimes commis avec des armes à feu. Nous leur avons demandé si, selon eux, les politiques relatives aux armes à feu devaient être appliquées de manière uniforme dans tout le Canada ou adaptées aux différentes provinces ou aux milieux urbains, la plupart des participants ont estimé que ces lois devaient être cohérentes dans toutes les provinces et tous les territoires.

Nouvelle réglementation sur les armes à feu (résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Le groupe de discussion organisé parmi les personnes résidant dans les T. N.-O. a été mené après l'introduction par le gouvernement fédéral d'une nouvelle législation visant à resserrer davantage la réglementation sur les armes à feu au Canada (le projet de loi C-21), le 30 mai 2022. Les participants ont discuté d'un certain nombre de mesures annoncées dans le cadre de cette politique. Il s'agit notamment de la mise en œuvre d'un gel national des armes de poing, de la révocation des permis de port d'armes des personnes impliquées dans des actes de violence familiale ou fondée sur le sexe et

de harcèlement criminel, de l'augmentation des sanctions pénales pour le trafic et la contrebande d'armes à feu, de la création d'une nouvelle loi « drapeau rouge » obligeant les personnes considérées comme un danger pour elles-mêmes ou pour autrui à remettre leurs armes à feu, et de l'obligation de modifier les chargeurs des armes d'épaule de façon à ce qu'ils ne puissent contenir plus de cinq cartouches.

Pratiquement tous les participants ont réagi positivement à ces initiatives. La plupart ont estimé intuitivement qu'elles étaient sensées et qu'elles se révéleraient probablement efficaces pour résoudre un certain nombre de problèmes liés aux armes à feu. Certains ont mentionné spécifiquement les aspects de cette législation liés à la violence entre conjoints et à la violence fondée sur le sexe, estimant qu'ils pourraient avoir un impact considérable sur la protection des femmes et des autres personnes vulnérables à ce type de violence. Interrogés sur le gel des armes de poing en particulier, les participants ont généralement mentionné qu'il n'aurait pas d'impact significatif sur leurs collectivités, la possession d'armes de poing dans le Nord étant rare. Discutant des mesures supplémentaires qui pourraient être mises en œuvre dans l'avenir, certains étaient d'avis que toutes les armes à feu devraient être enregistrées, quel que soit leur type ou leur usage. Un plus petit nombre estimait que des mesures supplémentaires n'étaient pas nécessaires, croyant que la législation proposée était suffisante.

Humeur de la population (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique)

Quatre groupes ont discuté de l'humeur de la population canadienne et ont répondu à la question à savoir si les Canadiens étaient plus divisés que jamais sur les enjeux importants auxquels le Canada est confronté. À l'échelle régionale, alors que la plupart des participants de l'Ontario rural croyaient que les Canadiens étaient principalement unis, tous ceux dans le groupe des Prairies et la majorité à Calgary ont répondu que le pays était très divisé en ce moment. Dans le groupe du Canada atlantique, les avis étaient encore plus partagés. Les participants qui croyaient que les Canadiens étaient principalement unis étaient aussi nombreux que ceux qui estimaient que les divisions sociétales avaient pris de l'ampleur dans les dernières années.

Ceux qui croyaient que les Canadiens étaient principalement unis étaient généralement d'avis que même si les personnes ayant des points de vue extrêmes sur plusieurs enjeux étaient de plus en plus nombreuses, elles représentaient néanmoins une minorité de Canadiens. Plusieurs s'entendaient pour dire que la population était généralement du même avis sur des sujets importants comme l'abordabilité du logement, le coût de la vie, les services de garde, les soins de santé et le conflit en Ukraine, même si elle ne s'entendait pas nécessairement sur les solutions ou les mesures à prendre pour résoudre ces problèmes.

Parmi ceux qui croyaient que les divisions étaient plus marquées que jamais au Canada, plusieurs étaient d'avis que les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter avaient considérablement contribué à aggraver le problème. À leurs yeux, ces outils de communication avaient permis à ceux qui avaient des opinions extrêmes à rejoindre un auditoire plus vaste et à trouver des personnes partageant les mêmes points de vue, amplifiant ainsi leur message. Plusieurs participants avaient constaté que ces

plateformes véhiculaient de fausses informations, en plus de jouer un rôle de premier plan en favorisant les divisions. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux sur lesquels les Canadiens étaient le plus divisés, les participants ont fourni des réponses variées, y compris la pandémie, les mesures de santé publique et l'obligation de vaccination, le changement climatique et l'environnement, de même que les questions liées à la reproduction, comme l'avortement. Même si un certain nombre de participants ont exprimé des inquiétudes au sujet de ces divisions, la plupart ne savaient pas quelles actions le gouvernement du Canada devrait prendre pour s'y attaquer.

Budget 2022 – Logement (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, locataires de Vancouver, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Dans quatre groupes, les participants ont discuté des initiatives et des annonces liées à l'abordabilité du logement dont il est question dans le récent budget fédéral de 2022 déposé le 7 avril dernier.

Presque tous les participants s'entendaient pour dire que le logement est un enjeu très important et plusieurs sont même allés jusqu'à dire que c'était l'enjeu de l'heure au Canada. Bon nombre d'entre eux avaient l'impression que dans les dernières années, surtout pour les Canadiens à faible revenu qui peinaient déjà à joindre les deux bouts. Quelques-uns s'inquiétaient pour leurs propres enfants, les jeunes et les autres acheteurs de maison potentiels qui, selon eux, avaient de la difficulté à accéder au marché du logement ces jours-ci. Plusieurs s'entendaient pour dire que l'augmentation des coûts des habitations était principalement due au manque de logements et que la seule solution pour le gouvernement fédéral de s'attaquer au problème était d'augmenter le nombre de logements disponibles au Canada.

En creusant davantage le sujet, les participants ont fait plusieurs exercices pour évaluer les récentes annonces et initiatives contenues dans le budget, et devaient sélectionner celles qui seraient les plus efficaces pour régler le problème de l'abordabilité du logement. Pour commencer, nous leur avons présenté plusieurs initiatives visant à construire un nombre important de nouveaux logements au Canada.

Parmi ces initiatives, l'annonce d'un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement a reçu un appui important dans tous les groupes. Plusieurs étaient d'avis que cette initiative représentait l'investissement le plus considérable du budget pour le logement et qu'elle aiderait le plus grand nombre de gens. De nombreux participants ont accueilli favorablement l'idée d'offrir un financement pour réparer les logements existants, et ont mentionné qu'il s'agissait d'une grande priorité.

Le nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements qui versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements au Canada a également plu à un grand nombre de participants qui ont qualifié cette initiative de prometteuse. Plusieurs ont réitéré que le manque de logements était la principale cause de la crise actuelle et ont ajouté que cette initiative pourrait grandement contribuer à résoudre le problème.

De nombreux participants s'entendaient également pour dire que l'initiative qui vise à attribuer des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits était un élément prometteur de la stratégie du gouvernement fédéral en matière de logement. Au sujet de cette initiative, les participants ont bien accueilli l'idée de faire participer le secteur privé, ce que plusieurs considéraient comme nécessaire compte tenu de l'ampleur des problèmes liés au logement à l'heure actuelle. Quelques-uns craignaient de voir les prix revenir aux taux du marché après un certain temps et ont suggéré de mettre en place des balises et un système de surveillance pour s'assurer que ces logements demeurent abordables à long terme.

L'initiative qui vise l'investissement additionnel de 750 millions de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements a été bien accueillie par les participants. Plusieurs étaient d'avis que cette initiative encouragerait les villes et les collectivités à construire plus de logements tout en fournissant l'infrastructure nécessaire pour soutenir cette croissance. De plus, les initiatives ciblées, comme l'investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale ont aussi été désignées comme importantes par plusieurs. Certains croyaient que le logement devrait être considéré comme un droit humain que devraient avoir tous les Canadiens, y compris les populations marginalisées.

Par la suite, les participants ont discuté d'un ensemble d'autres priorités en matière d'abordabilité du logement et de création de nouveaux moyens pour faciliter l'accès à la propriété pour les Canadiens.

Parmi les initiatives présentées, celles qui concernaient les acheteurs d'une première maison ont reçu un fort appui dans la plupart des groupes. En ce qui a trait particulièrement à l'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, plusieurs étaient d'avis que cette initiative faciliterait l'accès à la propriété pour les célibataires. Les participants s'entendaient pour dire qu'à l'heure actuelle, il est extrêmement difficile d'acquérir une propriété à moins d'avoir deux salaires et qu'une aide supplémentaire était requise pour aider les célibataires canadiens qui souhaitent acheter leur première maison. La proposition qui consiste à doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$ a également été bien accueillie par de nombreux participants, surtout des locataires de Vancouver. Dans ce groupe, plusieurs s'attendaient à ce que ce programme les aide grandement eux-mêmes puisqu'ils souhaitaient acquérir une première propriété.

L'annonce du nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition a aussi suscité des réactions favorables chez les participants. Plusieurs avaient l'impression que cette initiative pourrait être particulièrement utile pour les jeunes qui ont un horizon de placement plus long en leur fournissant un moyen additionnel d'épargner le montant de la mise de fonds pour l'achat d'une première maison.

L'affectation d'un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat a également reçu un fort appui, surtout dans l'Ontario rural. Les participants étaient généralement enthousiastes envers le concept de location avec option d'achat qui

selon eux représente un autre moyen d'acquérir une propriété en permettant aux Canadiens de se constituer un avoir sans qu'il soit nécessaire de verser une grosse mise de fonds.

Même si plusieurs s'entendaient pour dire que l'investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans constituaient des initiatives valables, quelques-uns étaient d'avis que ces questions étaient les plus pressantes à l'heure actuelle. La proposition visant à verser un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable a reçu un appui très limité, plusieurs participants s'entendant pour dire qu'elle n'aurait probablement aucun impact tangible, ou très peu, et que ce serait un gaspillage des ressources fédérales.

Les participants ont par la suite évalué une troisième série d'initiatives, cette fois axées sur la protection des Canadiens sur le marché de l'habitation. Dans l'ensemble, toutes les initiatives ont reçu un fort soutien. Un certain nombre de participants s'entendaient pour dire qu'elles auraient probablement toutes un impact positif sur les Canadiens et le marché de l'habitation en général.

Plusieurs étaient particulièrement favorables à l'initiative qui vise à rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés à des fins d'investissements plutôt que d'habitations résidentielles. Certains participants trouvaient inacceptable que des maisons soient laissées vacantes alors que de nombreux Canadiens vivaient des situations de précarité du logement ou d'itinérance. D'autres ont ajouté que cette initiative empêcherait les spéculateurs d'utiliser le marché canadien de l'habitation comme véhicule de placement. Selon eux, il s'agit de la principale cause de la hausse des prix du logement dans plusieurs régions du pays. De nombreux participants ont réagi favorablement à l'idée de créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions ». Certains ont exprimé l'opinion que cette pratique était de plus en plus répandue et représentait un problème important dans leurs collectivités.

Les participants avaient des opinions mitigées quant à la décision du gouvernement fédéral d'interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans. Ceux en faveur de cette interdiction ont indiqué que dans plusieurs cas, les acheteurs étrangers profitaient du marché canadien de l'habitation en achetant des propriétés et en les utilisant comme des véhicules de placement plutôt que des logements résidentiels. Un certain nombre de participants voyaient cette initiative d'un mauvais œil, certains craignaient qu'elle crée de la discrimination à l'égard des acheteurs étrangers et qu'on l'utilise pour alimenter le sentiment populiste des Canadiens envers les immigrants et autres nouveaux arrivants.

Un nombre important de participants étaient également en faveur de la proposition visant à mettre fin aux offres à l'aveugle, une pratique selon eux souvent utilisée pour gonfler artificiellement les prix de l'immobilier. Pour plusieurs, il s'agissait d'un problème grandissant et potentiellement dangereux puisqu'il encourage les gens à prendre de plus grands risques et à présenter des offres au-delà de leur fourchette de prix afin d'encherir sur les autres acheteurs potentiels. Bien que moins populaire, l'initiative qui consiste à adopter de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat ou flip immobilier a aussi obtenu l'appui de quelques participants.

Lorsque nous leur avons demandé d'évaluer l'ensemble de ces initiatives, un certain nombre de participants sont demeurés ambivalents. Même si plusieurs étaient enthousiastes à l'idée que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour s'attaquer à l'enjeu de l'abordabilité du logement, d'autres croyaient que cela ne serait peut-être pas suffisant pour résoudre les problèmes importants en matière de logement auxquels sont confrontés les Canadiens.

Plusieurs s'entendaient pour dire que les initiatives proposées n'allaient pas assez loin et qu'il faudrait redoubler d'efforts pour augmenter le nombre de logements disponibles.

À la question à savoir s'il était réaliste de s'attendre à ce que le gouvernement du Canada soit en mesure de mettre en œuvre toutes ces initiatives, plusieurs doutaient que ce soit possible. Quelques participants se demandaient si ces initiatives permettraient de résoudre les problèmes de logement à court terme et croyaient que des mesures immédiates s'imposaient. Plusieurs souhaitaient qu'on adopte une approche à plusieurs niveaux et ont suggéré que le gouvernement fédéral collabore avec ses homologues provinciaux et territoriaux pour élaborer des stratégies qui permettraient de mettre en œuvre ces initiatives dans les plus brefs délais.

Priorités en matière de langues officielles (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal])

Deux groupes composés de francophones résidant au Québec ont discuté d'un certain nombre de mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour mieux soutenir les collectivités francophones du Canada. Pour susciter la discussion, une liste de six priorités a été présentée aux participants et nous leur avons demandé de préciser celles qui leur semblaient les plus importantes.

Plusieurs participants ont indiqué que le fait de veiller à ce que chaque Canadien puisse être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix lorsqu'il se présente devant un tribunal était une priorité particulièrement importante. Dans une large mesure, les participants étaient d'avis qu'étant donné l'importance de ces procédures, il était nécessaire que tous puissent communiquer et échanger dans la langue officielle de leur choix. Dans le cas contraire, les participants ont indiqué que certaines parties pourraient être désavantagées dans leur capacité à présenter les relatifs à leur cause.

Un grand nombre d'entre eux a également mentionné que l'égalité des langues anglaise et française au Canada était une priorité majeure. Les participants ont parlé de la domination relative perçue de l'anglais dans plusieurs régions du Canada (y compris au Québec), estimant qu'en mettant l'accent sur l'équivalence des langues officielles, on s'assurerait que les organismes gouvernementaux de tous les niveaux seraient prêts à offrir des services dans les deux langues officielles, partout au Canada. Parallèlement à cela, plusieurs ont affirmé que le fait de garantir l'égalité de la langue française à l'extérieur du Québec pourrait s'avérer un défi, étant donné la proportion relativement importante d'anglophones dans l'ensemble de la population canadienne.

En outre, certains croyaient qu'il était également important de promouvoir l'apprentissage du français à l'extérieur du Québec, pensant que cela permettrait non seulement d'améliorer la maîtrise des deux langues officielles par les anglophones, mais aussi de contribuer à la préservation de la langue et de la

culture françaises. Dans le cadre de cette discussion, plusieurs participants ont formulé des commentaires sur la nécessité de renforcer la formation en français dans les écoles et d'assurer un meilleur accès à une gamme de cours offerts en français.

Changements climatiques et environnement (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Ce groupe de participants, identifié comme étant préoccupé par les répercussions potentielles des changements climatiques, a discuté d'un certain nombre de questions liées à l'environnement. Il s'agissait notamment d'initiatives et d'annonces axées sur la réduction des émissions de carbone et les technologies vertes, comme les véhicules à zéro émission (VZE).

Émissions de carbone (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement)

Pour lancer ces conversations, nous avons demandé aux participants s'ils avaient déjà entendu parler des technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CUSC), notamment de leur fonctionnement et de leur utilisation possible. Aucun participant n'en avait entendu parler, mais un petit nombre pensait que ces technologies pourraient être liées à la récente promesse du gouvernement du Canada d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Après avoir reçu des informations supplémentaires sur les technologies de CUSC, les participants ont été invités à dire quelles incidences ces projets pourraient entraîner au Canada, le cas échéant. Certains ont déclaré que ces technologies pourraient être utiles pour atténuer les effets des émissions de gaz à effet de serre, mais quelques-uns ont estimé qu'il fallait se concentrer davantage sur la réduction totale de ces émissions plutôt que sur les moyens de limiter leur impact. Plusieurs ont également souligné que l'utilisation généralisée de ces technologies positionnerait le Canada comme un leader parmi ses pairs internationaux en matière de durabilité et d'innovation environnementales.

En ce qui a trait au récent budget fédéral de 2022, les participants ont été informés que le gouvernement du Canada avait annoncé l'introduction d'un crédit d'impôt remboursable pour compenser les coûts des entreprises qui achètent et installent des équipements pour le captage, le transport et le stockage du carbone. Ce crédit d'impôt fournira un montant estimé à 2,6 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, et à 1,5 milliard de dollars chaque année par la suite, jusqu'en 2030. Bien que certains aient demandé des informations supplémentaires, plusieurs ont estimé qu'il s'agissait d'une initiative positive à première vue, dans la mesure où la majorité de ces mesures incitatives était destinée aux entreprises établies au Canada. De plus, certains étaient d'avis que des incitatifs financiers similaires devraient être offerts aux petites entreprises et aux ménages qui investissent dans les technologies vertes et la modernisation, puisqu'il s'agit de coûts importants qui devraient être soutenus par le gouvernement fédéral.

Pour ce qui est du secteur pétrolier plus particulièrement, les participants ont été invités à dire quelle responsabilité, le cas échéant, les sociétés pétrolières et gazières devraient avoir en matière de réduction des émissions de carbone au Canada. La plupart ont indiqué qu'elles devraient être responsables de la réduction de l'impact de leurs activités sur l'environnement, mais selon l'avis de

plusieurs, il était peu probable que les sociétés pétrolières et gazières prennent ces mesures d'elles-mêmes, estimant qu'elles attendraient l'adoption d'une réglementation plus stricte par le gouvernement fédéral.

Peu de participants connaissaient les termes « pétrole carboneutre ». Pour faciliter la conversation, les participants ont été informés qu'il s'agit de projets de production pétrolière qui compensent toutes les émissions de gaz à effet de serre produites au cours du processus d'extraction. Si la plupart des participants s'attendaient à ce qu'une transition vers des pratiques qui favorisent la carboneutralité des sociétés pétrolières et gazières aide le Canada à atteindre ses objectifs en matière d'émissions dans l'avenir, certains pensaient qu'il faudrait également s'attaquer à d'autres sources d'émissions (comme les industries et les automobiles) plutôt que de se limiter au processus d'extraction.

En discutant des récentes hausses substantielles du prix de l'essence au Canada, que l'on estime être dues en partie à la crise en Ukraine, nous avons demandé aux participants si les événements récents les avaient incités à reconsidérer leur position sur la production pétrolière nationale. Plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient quelque peu changé d'avis, soulignant que, malgré le fait qu'une transition écologique demeure importante, le gouvernement fédéral devrait peut-être davantage accorder la priorité à la production de pétrole et de gaz au Canada.

Véhicules zéro émission (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement)

Les participants de ce groupe se sont également vu poser une série de questions relatives aux VZE. Tous connaissaient cette technologie, plusieurs ayant récemment vu ou lu quelque chose ou entendu parler de cette question dans des communications du gouvernement fédéral ainsi que dans les médias. Certains ont formulé des commentaires négatifs sur ce qu'ils considéraient comme le prix élevé de ces véhicules, estimant que leur coût est prohibitif pour de nombreux Canadiens. Si les participants connaissaient le soutien du gouvernement fédéral aux VZE en général, peu d'entre eux étaient au courant d'initiatives ou d'annonces précises liées à la fabrication de ces véhicules au Canada.

Bien qu'aucun participant n'ait été propriétaire d'un VZE (à l'heure actuelle ou dans le passé), la plupart ont indiqué qu'ils envisageraient d'en acheter un dans l'avenir. Pour eux, les avantages environnementaux et les économies de carburant constituaient les principales raisons de leur intérêt à acheter un VZE. Certaines préoccupations à l'égard de ces véhicules ont toutefois été soulevées et quelques participants ont rappelé le coût initial élevé que représente l'achat d'un VZE. Quoi qu'il en soit, pratiquement tous les participants estimaient que le gouvernement du Canada devrait investir davantage dans les VZE. En discutant de la performance du gouvernement fédéral à ce jour sur ce front, la plupart ont déclaré qu'il était sur la bonne voie dans ses efforts pour accroître la fabrication de VZE au Canada et augmenter le nombre de bornes de recharge pour ces véhicules. Presque tous les participants étaient d'avis qu'il faudrait en faire davantage pour rendre ces véhicules plus abordables si l'on veut que la transition vers les VZE se fasse à grande échelle.

Les pêches (résidents du Canada atlantique)

Les participants du groupe du Canada atlantique ont discuté brièvement des enjeux liés à l'industrie de la pêche dans la région. Certains participants avaient entendu parler de la possibilité qu'un gel soit imposé à la pêche de certains stocks de poissons, mais peu d'entre eux étaient au courant des réductions proposées des quotas de pêche au hareng par Pêches et Océans Canada (MPO). En ce qui concerne leurs réactions, beaucoup pensaient que ces réductions allaient peut-être favoriser la durabilité à long terme du stock, tandis qu'un nombre considérable ont également insisté sur l'importance que revêt le secteur pour l'économie du Canada atlantique et recommandaient au gouvernement fédéral d'offrir des soutiens financiers ou des programmes de recyclage aux personnes dont le gagne-pain risquait d'être compromis par ces potentielles réductions de quotas.

Invités à décrire la performance du gouvernement du Canada pour ce qui est de soutenir l'industrie de la pêche, de nombreux participants hésitaient à se prononcer, estimant ne pas connaître suffisamment le secteur ou les soutiens en place pour bien évaluer cet aspect. À la question visant à savoir ce qu'ils souhaitaient que le gouvernement du Canada fasse pour mieux soutenir l'industrie de la pêche, les participants ont formulé peu de suggestions. Quelques-uns ont toutefois proposé d'affecter des ressources supplémentaires à la recherche et à l'innovation en matière de pratiques de pêche durables. Cela allait aider selon eux à créer une voie viable pour l'avenir de l'industrie, qui s'harmoniserait avec des objectifs plus vastes de durabilité à long terme.

La relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver])

Un groupe formé de membres de la diaspora chinoise canadienne a pris part à une discussion sur la relation du gouvernement du Canada avec la Chine. Invités à décrire la relation actuelle entre les deux pays, beaucoup pensaient qu'elle était surtout négative, la jugeant tendue et distante depuis quelques années. Questionnés sur les facteurs ayant fait en sorte que la relation avait changé, de nombreux participants ont nommé les événements entourant l'extradition de la directrice financière de Huawei Technologies comme principale cause de détérioration de la relation sino-canadienne. Les participants ont ajouté que la dégradation des relations entre la Chine et d'autres pays, comme les États-Unis, avait peut-être contribué à la perception de tensions grandissantes.

Compte tenu de ces difficultés, les participants espéraient que les deux pays finiraient par régler leurs différends et se rapprocher. Interrogés à savoir si le gouvernement du Canada devrait essayer de renforcer sa relation avec la Chine, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Beaucoup de participants souhaitaient l'établissement de liens plus étroits avec la Chine, plusieurs citant de possibles avantages économiques pour justifier leur position. Par ailleurs, la Chine est un partenaire commercial essentiel du Canada selon certains, qui croyaient que le renforcement de la relation se traduirait probablement par une plus grande prospérité économique pour l'ensemble de la population canadienne. Malgré leur enthousiasme à l'idée d'essayer de tisser des liens plus étroits avec la Chine, les participants pensaient également que la relation avec les États-Unis était très importante et devait être prise en compte. De l'avis de quelques-uns, les efforts visant à consolider les liens avec la Chine ne devaient pas se faire au détriment des relations existantes entre le Canada et les États-Unis.

Personnes vivant avec un handicap (personnes handicapées de Windsor)

Les problèmes auxquels sont confrontées les personnes en situation de handicap au Canada ont été abordés dans un groupe formé de gens aux prises avec de tels enjeux. Les participants ont d'abord parlé de certains des défis les plus fréquents auxquels ils font face et de l'impact qu'ils ont sur leurs activités quotidiennes. De nombreux enjeux ont été mentionnés, y compris un manque d'accessibilité, de la difficulté à se déplacer dans les grandes villes (surtout après d'importantes chutes de neige), la gestion de la douleur et les problèmes sensoriels.

De manière plus générale, bon nombre des participants souhaitaient qu'on s'attaque davantage aux problèmes vécus par les personnes en situation de handicap dans une optique individuelle, car les difficultés tendent à varier fortement d'une personne à l'autre. À leur avis, une « approche universelle » en la matière était habituellement insuffisante, de sorte que les décideurs et les urbanistes devraient tâcher de mieux comprendre la nature unique des enjeux propres aux personnes vivant avec un handicap.

Invités à décrire leur état actuel de bien-être et leur qualité de vie, plusieurs ont dit avoir éprouvé des difficultés financières, particulièrement dans la foulée de la pandémie de COVID-19. Questionnés plus longuement à ce sujet, les participants disaient avoir eu à assumer des coûts supplémentaires pour obtenir des soins ou un traitement adaptés à leur situation de handicap durant la pandémie, alors que certains avaient aussi été touchés par le ralentissement économique et la rareté des emplois qu'elle avait occasionnés. Bon nombre ont dit dépendre grandement du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH), mais plusieurs d'entre eux estimaient qu'il était insuffisant pour combler leurs besoins financiers. Une forte proportion de participants ont soulevé la difficulté à avoir un logement abordable et accessible compte tenu des sources de revenus limitées dont disposent les personnes vivant avec un handicap. À cet effet, certains proposaient au gouvernement fédéral d'envisager la mise sur pied d'un programme de « salaire vital » pour les personnes en situation de handicap qui offrirait à ces dernières un revenu de base garanti.

Appelés à préciser les plus grands défis auxquels sont confrontés les Canadiens vivant avec un handicap, de nombreux participants sont revenus sur les enjeux abordés plus tôt durant la discussion, notamment un moins grand nombre de possibilités d'emploi, des soutiens financiers limités, des problèmes d'accessibilité et l'isolement social. Peu d'entre eux se souvenaient de mesures prises récemment par le gouvernement fédéral pour s'attaquer à ces enjeux. Certains ont profité de l'occasion pour s'exprimer sur les programmes et initiatives actuels ciblant les personnes en situation de handicap, notamment pour dire que les critères d'admissibilité de ces mesures étaient souvent trop restrictifs, de sorte qu'elles ne pouvaient s'en prévaloir.

Quelques-uns jugeaient encourageante la récente nomination de la première dirigeante principale de l'accessibilité (DPA) du Canada, mais, dans l'ensemble, les participants ne pouvaient affirmer sans l'ombre d'un doute que le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie pour ce qui est de répondre aux besoins des personnes vivant avec un handicap. Poussant la réflexion plus loin, certains ont réitéré le souhait de voir le gouvernement fédéral adopter une approche plus individualisée ou personnalisée quant aux soins et aux traitements offerts et mettre davantage l'accent sur les initiatives qui favorisent l'autosuffisance et l'autonomie des personnes en situation de handicap.

Des participants étaient également en faveur d'une approche à plusieurs niveaux pour répondre aux besoins des personnes handicapées, estimant que le gouvernement fédéral devrait travailler avec les provinces et les territoires à définir des normes d'accessibilité nationales pour mieux soutenir ces personnes et leur offrir de meilleurs soins.

À la question visant à savoir si le gouvernement fédéral devait se concentrer davantage sur les politiques qui éliminent les obstacles ou sur celles qui assurent l'égalité des chances, tous les participants estimaient que ces objectifs étaient étroitement liés et ne devaient pas être considérés comme mutuellement exclusifs. De l'avis général, l'élimination des obstacles garantirait une égalité des chances aux personnes en situation de handicap. Interrogés sur ce à quoi ils s'attendraient de la part d'un gouvernement résolu à éliminer les obstacles pour les personnes en situation de handicap, les participants ont formulé un éventail de réponses. Ils proposaient notamment de promouvoir une autonomie et une autosuffisance accrues chez les personnes handicapées, de les consulter davantage lors de l'élaboration de politiques et d'initiatives qui répondent à leurs défis particuliers et de veiller à ce qu'elles bénéficient d'équité en matière d'emploi. De façon plus générale, les participants pensaient que le gouvernement du Canada devrait en faire plus pour informer la population canadienne à propos des défis auxquels font face les personnes en situation de handicap. D'après plusieurs, le manque de compréhension au sein de la population générale donnait lieu à des perceptions erronées et à des préjugés au sujet des personnes handicapées, de sorte qu'elles étaient confrontées à des obstacles supplémentaires.

Lors d'une discussion sur la performance du gouvernement fédéral en matière d'égalité des chances pour les personnes en situation de handicap, très peu de participants estimaient que des progrès concrets avaient été réalisés. L'idée que les soutiens fédéraux, provinciaux et territoriaux en place actuellement n'étaient que des solutions à court terme qui ne tenaient pas compte de tous les besoins des personnes vivant avec un handicap faisait consensus. Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour mieux soutenir les personnes en situation de handicap à long terme, beaucoup jugeaient qu'il fallait leur offrir plus d'options de logements accessibles et abordables. Plusieurs avaient l'impression que les prix des logements avaient explosé, tant sur le marché des propriétés résidentielles que le marché locatif, et que les personnes vivant avec un handicap avaient encore moins de choix en raison de leurs besoins particuliers.

Appelés à dire ce que signifiait pour eux « l'accessibilité », la plupart assimilaient ce terme à l'inclusion universelle, qui veille à faire en sorte que toutes les personnes sentent qu'elles font partie de tous les aspects de la société, quelles que soient leurs capacités. Selon plusieurs, les conditions propices à une accessibilité complète seraient remplies seulement quand tout le monde aurait accès à n'importe quel service, immeuble ou activité essentielle sans faire face à des difficultés. Concernant l'expression « l'inclusion des personnes en situation de handicap », un certain nombre de participants ont exprimé des réserves à propos de la référence à une « situation de handicap », préférant que l'accent soit mis sur l'inclusion en général, plutôt que sur celle des personnes handicapées. À leur avis, cela ne faisait que séparer les personnes vivant avec un handicap du reste de la société et nuisait à l'atteinte de l'objectif global d'inclusion.

Les participants n'avaient pas eu connaissance d'annonces récentes concernant le projet de prestation canadienne pour les personnes en situation de handicap. En guise d'éclaircissement, nous leur avons dit que ce programme serait modelé sur le Supplément de revenu garanti pour les aînés et fournirait un supplément permanent à long terme aux autres aides provinciales ou territoriales et s'apparenterait à un revenu de base universel. Bien que la plupart des participants y voyaient une évolution positive qui serait utile, beaucoup doutaient que le programme soit mis en œuvre tel que présenté, car des initiatives analogues proposées par le passé n'avaient jamais vu le jour. Les participants étaient rares à penser que le programme allait être mis en place d'ici quelques années, bon nombre croyant que sa mise en œuvre prendrait plus de temps ou n'aurait tout simplement pas lieu.

Quelques participants seulement connaissaient d'autres soutiens financiers que le gouvernement fédéral offre actuellement aux personnes en situation de handicap, tels que le crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) et les prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada (RPC). Questionnés sur d'autres soutiens financiers que le gouvernement du Canada pourrait fournir, certains ont proposé des initiatives comme un remboursement à l'achat d'un véhicule accessible ou pour la modification d'un véhicule afin de le rendre accessible ou encore des subventions pour les personnes comptant rénover leur maison afin de mieux l'adapter à leurs besoins. Tous les participants estimaient que le gouvernement fédéral devrait augmenter les soutiens financiers destinés aux personnes en situation de handicap pour les aider à mettre la main sur des logements abordables et accessibles, car peu de choix s'offraient à elles en général et l'accessibilité et la sécurité du petit nombre de logements disponibles laissaient à désirer. Enfin, quelques-uns recommandaient au gouvernement fédéral de travailler avec des courtiers immobiliers et des sociétés immobilières afin de trouver des options de logement abordable, qui pourraient par exemple améliorer ou rénover les logements disponibles pour les rendre plus accessibles.

Évaluation d'une publicité de santé publique (résidents de villes de taille moyenne des Prairies)

Nous avons présenté aux participants d'un groupe un concept publicitaire sous forme de scénarimage visant à promouvoir le système de santé publique du Canada. L'exercice visait à recueillir leurs premières impressions sur ce concept et à savoir à quel point ils le trouvaient informatif. La plupart des participants ont bien réagi à la publicité, la jugeant à la fois intéressante et éducative. Selon certains, le concept permettait d'avoir une vision plus globale du système de santé publique du Canada, car il expliquait ce en quoi il consiste, son mode de fonctionnement et les moyens qu'il met en œuvre pour assurer la santé et la sécurité des Canadiens. Pour la majorité, le message principal du concept s'articulait autour de la promotion de la santé de la communauté et de la sécurité des Canadiens à la suite de la pandémie de COVID-19. Plusieurs estimaient que ce message était important et arrivait à point nommé pour rassurer la population sur le fait que la santé publique et la sécurité demeuraient des priorités importantes du gouvernement fédéral dans l'avenir.

Les opinions des participants étaient assez partagées lorsque nous leur avons demandé si leurs impressions au sujet du système de santé publique avaient changé après avoir pris connaissance du concept. Même si certains ont dit que le concept n'avait pas eu d'effet sur leur niveau de connaissance ou de compréhension de la santé publique au Canada, d'autres estimaient qu'il aidait à mettre en relief

les liens entre la santé à l'échelle individuelle, de la communauté et de la société. Des participants trouvaient que la publicité expliquait bien la vaste portée des activités de santé publique au Canada et l'impact profond du système dans de nombreux aspects de la vie quotidienne.

Enjeux touchant les Métis (Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)

Les participants du groupe formé de personnes d'ascendance métisse ont discuté de divers enjeux propres à la communauté métisse. Invités à préciser les enjeux importants auxquels les Métis sont confrontés qui nécessitent une attention accrue de la part du gouvernement du Canada, les participants ont fait une foule de suggestions. Ils étaient nombreux à penser que le gouvernement fédéral devait en faire beaucoup plus pour aborder des enjeux tels que le racisme systémique, les traumatismes intergénérationnels et l'appropriation culturelle, compte tenu de leurs répercussions négatives sur les Métis en particulier et les collectivités autochtones, de façon plus générale, à l'heure actuelle. Certains croyaient par ailleurs qu'il fallait consacrer des ressources supplémentaires au dossier des femmes autochtones disparues et assassinées, et déploraient le peu de progrès réalisés sur ce plan.

Appelés à se prononcer sur le niveau d'engagement montré par le gouvernement du Canada à l'égard des enjeux qui touchent les Métis, tous les participants estimaient qu'il ne leur accordait pas suffisamment d'attention. À propos de la réconciliation, des participants proposaient d'élaborer une approche plus consultative en la matière, car, d'après certains, le gouvernement fédéral préconisait surtout un processus « descendant » en ce moment. Insatisfaits des efforts consacrés jusqu'à maintenant à la réconciliation, tous les participants considéraient toujours cet enjeu comme une priorité importante sur laquelle le gouvernement devait mettre l'accent. Certains ont avancé que les hauts fonctionnaires (y compris le premier ministre) devraient redoubler d'efforts pour visiter régulièrement les réserves autochtones et les collectivités autochtones nordiques et éloignées, car, en se rendant sur place, ils seraient mieux à même de comprendre les difficultés que rencontrent ces communautés.

Questionnés sur les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour illustrer son engagement envers la réconciliation avec les Métis, en particulier, et les Autochtones, en général, les participants n'ont pas été avares de suggestions. La mise en œuvre d'initiatives à l'échelle locale pour aider à enrayer les problèmes de santé mentale et de dépendances dans les collectivités autochtones de même qu'une réforme systémique du régime parlementaire canadien et de la *Loi sur les indiens* figuraient au nombre de leurs propositions. Selon plusieurs participants, il fallait consacrer des ressources supplémentaires au traitement des problèmes de santé mentale et de dépendances dans les collectivités autochtones, afin que les personnes qui en souffrent puissent recevoir des soins dans leur région et n'aient plus à parcourir de longues distances pour se faire traiter. Certains proposaient des mesures pour accroître la visibilité de la communauté métisse au Canada, notamment la bonification de la programmation culturelle et des activités visant à promouvoir et à reconnaître davantage la contribution à l'histoire de Métis comme Louis Riel. Un petit nombre de participants ont recommandé d'augmenter le nombre de sièges au Parlement et de les réserver à des Autochtones, car

cela contribuerait grandement à assurer une plus grande représentation de ces collectivités lors de l'élaboration des politiques.

Le NORAD (résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants du groupe des Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion sur le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Quelques participants seulement avaient entendu parler de l'organisation et ils étaient peu familiers avec ses principaux objectifs. Après avoir été informés que le NORAD était essentiellement responsable de la surveillance et de la protection de l'espace aérien nord-américain, beaucoup de participants jugeaient ces rôles importants, notamment pour protéger les Canadiens et déjouer les menaces potentielles. Certains pensaient qu'en plus de protéger les Canadiens, le NORAD permettait de collaborer en permanence avec les États-Unis et, par le fait même, de continuer à solidifier cette alliance. Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada devrait envisager des changements quant à la façon de gérer la défense aérienne dans le contexte géopolitique actuel, de nombreux participants jugeaient satisfaisante la gestion actuelle. La plupart avaient confiance en la capacité du NORAD à identifier et à contrer toute menace aérienne pour les Canadiens et à les préserver de dangers potentiels. Craignant que le conflit en cours entre l'Ukraine et la Russie ne dégénère, de rares participants pensaient qu'il fallait en faire plus pour assurer la sécurité du Nord canadien, en raison de sa proximité géographique avec la Russie.

Enjeux locaux (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, locataires de Vancouver)

Les participants de trois groupes se sont penchés sur des enjeux propres à leurs collectivités locales ou régions. Dans tous les groupes, une proportion considérable de participants ont cité l'abordabilité du logement, les pénuries de personnel dans le secteur de la santé, les ressources insuffisantes en santé mentale et la perception que le coût de la vie augmentait partout au pays parmi les enjeux les plus pressants au sein de leurs collectivités.

Résidents des Cantons-de-l'Est (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est)

Les participants des Cantons-de-l'Est ont traité d'enjeux touchant leurs collectivités locales, dont le logement, les pénuries perçues de main-d'œuvre dans la région et les infrastructures, de manière plus générale.

Invités à préciser les défis les plus pressants à l'heure actuelle, la plupart des participants estimaient que le logement abordable était une préoccupation importante dans leur région. Ils avaient l'impression qu'à cause de la flambée des prix des logements, beaucoup de gens peinaient à entrer sur le marché de l'habitation et à trouver des logements abordables dans le marché locatif de leur région. Quelques participants avaient entendu parler de l'élargissement de l'admissibilité au crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, mais peu étaient au fait de mesures prises récemment par le

gouvernement fédéral pour améliorer la situation du logement. Pratiquement tous les participants jugeaient que le gouvernement du Canada pouvait en faire plus pour régler ce problème.

Outre le logement, un certain nombre de participants avaient l'impression que leurs collectivités locales faisaient face à des pénuries de travailleurs et que ce problème prenait de l'ampleur dans plusieurs secteurs. Quelques-uns attribuaient cette situation principalement à des salaires trop bas, car, pour beaucoup de gens, ça ne valait pas la peine de continuer à travailler pour gagner si peu. D'autres enjoignaient au gouvernement du Canada d'en faire plus pour accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences que doivent suivre les étrangers qui s'établissent au Canada. Il leur semblait que beaucoup de travailleurs étrangers hautement qualifiés ne parvenaient pas à trouver un emploi dans leur domaine en ce moment et qu'une telle situation nuisait à l'ensemble de l'économie canadienne.

À la question visant à savoir s'ils croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne ou sur la mauvaise voie concernant les enjeux mentionnés précédemment, les participants avaient des avis partagés. Les participants ayant répondu que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie jugeaient insuffisantes les mesures prises pour s'attaquer à ces enjeux et l'invitaient à faire plus d'efforts pour travailler en ce sens avec les provinces, les territoires et les municipalités. Moins nombreux, les participants aux yeux desquels le gouvernement fédéral était sur la bonne voie pensaient qu'assez de ressources étaient affectées à ces enjeux pour le moment et que des progrès avaient été réalisés, malgré la persistance de certains problèmes.

Résidents du Manitoba (Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)

Les participants du groupe du Manitoba ont discuté brièvement des priorités dans leur région. Ils devaient d'abord préciser les industries et les secteurs qu'ils jugeaient les plus importants dans leurs communautés respectives. Les réponses se rapportaient généralement aux secteurs de la vente au détail et des services (y compris les restaurants), de la fabrication et de la construction ainsi qu'aux petites entreprises locales. De plus, certains avaient constaté l'apparition d'un grand nombre d'entreprises et de ressources pour aider les populations marginalisées, dont les sites de consommation supervisée et les refuges pour sans-abri. De telles initiatives présentaient des avantages à certains égards, mais les efforts pour s'attaquer aux causes profondes de ces enjeux, comme les problèmes de santé mentale et les traumatismes intergénérationnels, laissaient à désirer selon les participants. Discutant de ce que le gouvernement du Canada pouvait faire pour remédier à ces problèmes, les participants souhaitaient qu'il prête une attention accrue à l'abordabilité du logement et à l'itinérance, notamment à la suite de la pandémie de COVID-19. Beaucoup de participants étaient d'avis que l'accès à un logement sécuritaire et fiable aurait des répercussions positives et pouvait améliorer considérablement le bien-être socioéconomique des personnes marginalisées.

Questionnés sur les industries et les secteurs de l'économie locale qu'il fallait aider davantage, plusieurs participants ont réitéré l'importance d'accroître l'aide offerte aux entreprises locales et aux petits commerçants, compte tenu des difficultés qu'ils ont dû surmonter ces deux dernières années. Certains proposaient aussi de fournir une aide supplémentaire aux étudiants de niveau postsecondaire, car étudier coûtait de plus en plus cher et plusieurs avaient de la difficulté à joindre les deux bouts. Concernant les récentes initiatives ou mesures mises de l'avant par le gouvernement pour s'attaquer à

ces enjeux, de rares participants se sont souvenus des soutiens offerts aux petites entreprises pendant la pandémie, comme la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC). À propos des frais d'études postsecondaires, quelques participants avaient eu vent de discussions sur l'exonération de remboursement des prêts d'études fédéraux et l'augmentation du soutien financier offert aux étudiants de niveau postsecondaire, mais aucun d'entre eux n'a pu donner des précisions à ce sujet.

Quant aux problèmes les plus répandus dans leurs collectivités locales, certains ont répété leurs préoccupations relatives à l'abordabilité du logement et au nombre de personnes vivant dans la pauvreté ou en situation d'itinérance. Certains s'inquiétaient particulièrement au sujet des crimes violents. À cet effet, plusieurs avaient l'impression que le taux d'homicides à Winnipeg était nettement plus élevé que celui de grandes villes comparables du reste du Canada. Dans la même veine, un certain nombre de participants croyaient qu'une proportion disproportionnée d'Autochtones étaient victimes de ces crimes et que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour lutter contre les crimes à caractère raciste, fréquents dans leur région.

Résidents de Vancouver (locataires de Vancouver)

Un groupe formé de locataires résidant à Vancouver s'est penché sur divers enjeux qui touchaient la collectivité locale ainsi que sur les mesures et les initiatives que le gouvernement du Canada pouvait mettre de l'avant pour mieux soutenir les habitants de la région. Invités à préciser les problèmes les plus pressants auxquels Vancouver était confrontée à l'heure actuelle, les participants ont fait état de plusieurs enjeux, dont les pénuries de travailleurs de la santé, l'abordabilité du logement et la discrimination raciale (surtout à l'endroit des personnes d'origine asiatique). Ils ont aussi mentionné les changements climatiques et l'environnement, un meilleur accès aux services sociaux, la hausse du coût des biens et services essentiels (comme l'épicerie et l'essence) et le besoin de mieux rémunérer les éducateurs de la province.

Sur ce qui pouvait être fait pour remédier à ces enjeux, plusieurs participants proposaient de consacrer plus d'efforts à la création d'options de logement abordable, qui devraient être beaucoup plus accessibles à leur avis. Il semblait à certains que les logements abordables faisaient désormais l'objet d'une stigmatisation, car on les associait aux populations marginalisées et à faible revenu. Pour remédier à cette situation, les participants proposaient de construire des logements abordables un peu partout dans Vancouver, au lieu de les centraliser dans quelques quartiers. Cela pouvait selon eux réduire les préjugés entourant les logements abordables tout en offrant un plus grand nombre d'options en la matière aux personnes qui en ont besoin.

En ce qui concerne les crimes violents (y compris les agressions à caractère raciste), de nombreux participants attribuaient cette violence aux gangs, ajoutant que la plupart de ces crimes étaient perpétrés par des jeunes qui étaient devenus membres de ces gangs en raison de leur omniprésence dans leurs quartiers. Il fallait en faire plus à leur avis pour mettre sur pied des programmes d'activités communautaires et de loisirs pour les jeunes et leur offrir d'autres options que grossir les rangs d'un gang.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne ces problèmes, pratiquement tous les participants

pensaient qu'il faisait fausse route. Au sujet du problème du logement, plusieurs regrettaient que des mesures pour y remédier telles que la hausse des taux d'intérêt par la Banque du Canada n'aient pas été prises plus tôt et jugeaient que les programmes et initiatives fédérales en place en la matière n'avaient guère aidé à améliorer la situation. Interrogés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour se mettre sur la bonne voie, les participants se sont surtout attardés aux enjeux touchant le secteur de la santé. Ils ont proposé des mesures pour pallier les pénuries de personnel de la santé, les longs temps d'attente, le peu de rendez-vous disponibles, les retards dans les rendez-vous et les chirurgies reportés à cause de la pandémie et le manque d'accès à des ressources en santé mentale et en traitement des dépendances. Les participants s'entendaient également pour dire qu'il fallait en faire davantage pour conserver les travailleurs de la santé et les inciter à continuer d'exercer dans la province et proposaient à ces fins de leur offrir de meilleurs salaires, des avantages accrus et des conditions de travail plus raisonnables.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en mai

Afin de situer les groupes de discussion dans leur contexte, nous présentons ci-après un bref rappel des événements et des annonces clés qui ont eu lieu au cours du mois de mai 2022.

- Du 1^{er} au 7 mai
 - Le 2 mai : La ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique assiste à la signature d'un protocole d'entente (PE) entre le Canada et les Philippines en vue de la création d'une commission économique mixte (CEM).
 - Le 2 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 13,4 millions de dollars au profit d'entreprises locales de technologies propres en Colombie-Britannique.
 - Le 3 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de deux millions de dollars pour les exercices 2021 à 2024 dans le cadre du programme Enfants disparus des pensionnats – financement de l'aide communautaire afin de soutenir les travaux de recherche, de collecte de connaissances, de commémoration, de mémorisation et d'enquête sur le terrain autour des anciens pensionnats Wabasca (St. John's) et Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabiscaw).
 - [Groupes de discussion de la population générale de l'Ontario \(3 mai\) et des personnes handicapées de Windsor \(4 mai\)](#).
 - Le 5 mai : Le ministre de l'Environnement et du changement climatique annonce l'octroi de 2,8 millions de dollars à SaskPower par l'entremise du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone afin de soutenir son programme de rénovations domiciliaires pour les Premières Nations du Nord, le Northern First Nations Home Retrofit Program. Ce montant vient s'ajouter à la contribution d'un million provenant de SaskPower.
 - [Groupe de discussion de la population générale de villes de taille moyenne des Prairies \(5 mai\)](#).
 - Le 6 mai : Le ministre des Relations Couronne-Autochtones annonce le financement de 18 organisations autochtones, dont 15 organisations de femmes autochtones et trois organisations 2ELGBTQQIA+. Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) se chargera de coordonner la distribution de 36,3 millions de dollars sur cinq ans, de 2021-2022 à 2025-2026.
 - Le 6 mai : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de deux millions de dollars dans un projet pilote de soutien par les pairs sur le campus d'une durée de trois ans mené par l'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM). Le projet vise à donner aux étudiants de niveau postsecondaire les outils dont ils ont besoin pour favoriser leur bien-être et celui de leurs pairs.
 - Le 6 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 12,2 millions de dollars provenant du Fonds d'innovation pour la promotion de la santé mentale (FI-PSM),

en appui à dix projets visant à promouvoir la santé mentale et le bien-être dans diverses communautés du Canada.

- Du 8 au 14 mai
 - Le 9 mai : Le Bureau de la concurrence conteste le projet d'acquisition de Shaw par Rogers au montant de 26 milliards de dollars et demande une injonction au Tribunal de la concurrence pour l'empêcher d'avoir lieu.
 - Le 10 mai : Le gouvernement du Canada s'engage à verser 229,15 millions de dollars pour l'aide humanitaire et l'aide au développement en Syrie et dans la région en 2022.
 - [Groupes de discussion des travailleurs à faible revenu de la région des Cantons-de-l'Est, au Québec \(10 mai\) et des grands utilisateurs de médias sociaux âgés de 18 à 24 ans de Calgary \(11 mai\).](#)
 - Le 11 mai : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de plus de 3,5 millions de dollars à des projets dirigés par Action Canada pour la santé et les droits sexuels (Action Canada) et la Fédération nationale de l'avortement du Canada (FNA Canada) dans le but de lever les obstacles qui entravent l'accès à des services d'avortement essentiels et d'offrir aux Canadiennes des renseignements exacts en matière de santé reproductive.
 - Le 11 mai : Le gouvernement du Canada lance le portail de dons *Soutien de l'industrie canadienne à l'Ukraine* qui permet aux entreprises canadiennes de fournir des biens et des services hautement prioritaires pour soutenir les Ukrainiens déplacés ainsi que les organismes offrant de l'aide et des services de réinstallation.
 - [Groupe de discussion de la population générale du Canada atlantique \(12 mai\).](#)
 - Le 12 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 14 millions de dollars pour aider à accroître les capacités en matière de réinstallation et les services d'établissement en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba.
- Du 15 au 21 mai
 - Le 16 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement conjoint de 100 millions de dollars qui permettra d'agrandir les installations de biométhanisation appartenant à la Société d'économie mixte de l'est de la couronne sud (SEMECS), situées dans le parc industriel Novoparc de Varennes, en Montérégie.
 - Le 16 mai : La ministre des Aînés annonce un financement de 61,34 millions destiné à quelque 3 000 projets communautaires de soutien aux aînés au Canada.
 - Le 16 mai : Le ministre de la Sécurité publique annonce que le gouvernement du Canada interdira aux Russes faisant l'objet de sanctions d'entrer au Canada. Cette mesure permettra à l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) de refuser l'entrée aux personnes visées par des sanctions et de les renvoyer, et aux fonctionnaires d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) de refuser d'octroyer des visas.

- Groupes de discussion des résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement (17 mai) et des membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver, excepté Vancouver (18 mai).
- Le 19 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement conjoint fédéral-provincial qui pourrait atteindre 108 millions de dollars, afin d'offrir des services Internet haute vitesse à quelque 14 000 foyers, et des services de connectivité mobile à sept communautés rurales de la Colombie-Britannique, y compris des communautés des Premières Nations.
- Le 20 mai : La ministre des Affaires étrangères annonce l'imposition par le Canada de nouvelles sanctions en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie*. Ces mesures imposent des restrictions à 14 personnes, dont des oligarques russes et les membres de leur famille, et de proches collaborateurs du régime russe.
- Le 20 mai : Le gouvernement du Canada annonce un prêt supplémentaire de 250 millions de dollars à l'Ukraine par l'entremise du compte pour l'Ukraine administré par le Fonds monétaire international (FMI).
- Du 22 au 31 mai
 - Le 24 mai : Le gouvernement du Canada annonce l'envoi de 20 000 obus d'artillerie de calibre 155 mm OTAN, assortis de fusées d'artillerie et de gargousses, pour aider les forces ukrainiennes à combattre l'invasion russe.
 - Le 24 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 20 millions de dollars pour quatre ans qui aidera le Ghana, le Libéria, la Gambie et le Togo à développer les capacités de leurs systèmes nationaux de mesure, de notification et de vérification liés au climat.
 - Le 24 mai : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 15,2 millions dans le cadre du Programme des technologies propres en agriculture (TPA) afin de promouvoir l'adoption de technologies propres dans 47 projets au Canada.
 - Le 24 mai : Le gouvernement du Canada annonce une contribution de 100 millions de dollars à la Banque africaine de développement (BafD) pour soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises agroalimentaires.
 - Groupes de discussion des Métis habitant dans de grandes villes et des villes de taille moyenne du Manitoba (24 mai) et de la population générale de la Rive-Nord et de la Rive-Sud de Montréal, excepté Montréal (25 mai).
 - Le 25 mai : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 1,8 million de dollars échelonné sur six ans provenant du Fonds d'action en prévention du crime pour un projet de prévention du crime mené à Halifax et dans d'autres collectivités de la Nouvelle-Écosse.
 - Le 25 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 4,7 millions de dollars en appui à l'éducation postsecondaire de langue française en Colombie-Britannique.

- [Groupe de discussion des locataires de Vancouver \(26 mai\)](#).
- Le 26 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 2,4 millions de dollars destiné à un projet de prévention du crime qui se déroulera à Saint John, mais dont profiteront également des villes comme Fredericton, Moncton et Miramichi.
- Le 26 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement fédéral-provincial de 10 millions de dollars destiné à un projet d'infrastructure provinciale mené à Edmonton, baptisé Projet de transport actif sur le terrain de l'Assemblée législative de l'Alberta.
- Le 27 mai : Le gouvernement du Canada annonce un financement fédéral-provincial totalisant plus de 32,8 millions de dollars pour soutenir 14 projets d'infrastructures vertes en Colombie-Britannique.
- Le 30 mai : Le gouvernement du Canada annonce une aide supplémentaire de 223,4 millions pour promouvoir la sécurité alimentaire, l'égalité des genres, l'accès aux services de santé, l'aide humanitaire et la prestation de services en matière d'alimentation et de nutrition, de santé, de protection, d'eau, d'assainissement et d'hygiène à des populations touchées par les conflits au Soudan du Sud.
- Le 31 mai : La ministre de la Santé mentale et des Dépendances accorde une exemption de trois ans à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* qui décriminalise la possession à des fins personnelles de petites quantités de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique, du 31 janvier 2023 au 31 janvier 2026.
- [Groupe de discussion de la population générale des Territoires du Nord-Ouest \(31 mai\)](#).

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Beaucoup ont mentionné en tout premier lieu le conflit entre l'Ukraine et la Russie et évoqué de nombreux aspects de la crise, résumés ci-après :

- L'aide financière et militaire fournie par le gouvernement du Canada à l'Ukraine afin d'appuyer ses efforts pour repousser l'envahisseur russe;
- Le voyage en Ukraine de plusieurs responsables fédéraux, dont le premier ministre, le 8 mai 2022 afin de rencontrer le président de l'Ukraine et de souligner la réouverture de l'ambassade canadienne à Kyiv;
- Le déploiement de membres supplémentaires des Forces armées canadiennes (FAC) en Lettonie dans le cadre de la réponse coordonnée de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à l'offensive russe dans la région;
- Le traitement accéléré et prioritaire des demandes de résidence temporaire des Ukrainiens fuyant les combats, par le truchement de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-

Ukraine (AVUCU). Sans la nommer, plusieurs participants se rappelaient avoir entendu parler de cette initiative.

Hormis le conflit en Ukraine, les participants se sont remémoré une foule de mesures et d’annonces d’autres natures, notamment ce qui suit :

- Les mises à jour de l’administratrice en chef de la santé publique du Canada sur la pandémie de COVID-19. Les participants ont mentionné les encouragements à se procurer la troisième dose du vaccin et à continuer de suivre les directives de santé publique, par exemple porter le masque et s’isoler quand on tombe malade, ainsi que l’annonce de nouvelles études sur la prévalence de la « COVID longue » au Canada;
- La modification des règles encadrant les voyages internationaux pour les Canadiens entièrement vaccinés. Certains participants ont dit qu’ils planifiaient des vacances prochaines à l’étranger et qu’en conséquence, ils avaient suivi de près l’évolution de ces mesures;
- Les efforts accrus déployés par le gouvernement du Canada pour obliger les personnes qui ont pu recevoir des soutiens financiers dans le contexte de la pandémie, comme la Prestation canadienne d’urgence (PCU), sans y être admissibles à lui rembourser ces montants;
- La réaction du gouvernement fédéral au projet de loi 96 récemment adopté au Québec, auquel certains participants reprochaient d’être trop contraignant pour les résidents non francophones de la province. Quelques-uns avaient entendu dire que le gouvernement du Canada n’écartait pas la possibilité de se joindre à d’éventuelles contestations judiciaires de la loi;
- La majoration des investissements en faveur de l’abordabilité du logement au Canada. Beaucoup se rappelaient avoir entendu parler de soutiens financiers annoncés il y a peu par le gouvernement fédéral à l’intention des acheteurs éventuels et des jeunes Canadiens qui cherchent à acquérir une première maison;
- L’annonce d’un programme national de soins dentaires, qui commencerait par couvrir les enfants de moins de 12 ans d’ici la fin de 2022, avant d’inclure d’autres cohortes de Canadiens dans les mois et les années qui suivent;
- Les retards signalés dans le renouvellement ou la production d’un passeport. Plusieurs participants avaient entendu que ce problème touchait les bureaux de Service Canada un peu partout au pays et l’attribuait au moins en partie à l’arriéré administratif causé par la pandémie de COVID-19;
- L’investissement fédéral de quelque 529 millions de dollars visant à accroître la production de véhicules zéro émission (VZE) dans les usines de fabrication automobile de Stellantis sises à Windsor et à Brampton, en Ontario. Plusieurs participants du groupe de Windsor se souvenaient de cette annonce et s’attendaient à ce que l’investissement crée un grand nombre d’emplois locaux.

Manifestation « Rolling Thunder » (résidents de l’Ontario rural)

Les participants des régions rurales de l’Ontario ont eu une courte discussion à propos du rassemblement baptisé « Rolling Thunder » tenu à Ottawa du 29 avril au 1^{er} mai 2022. Même si

certaines se rappelaient avoir entendu parler de cette manifestation, peu étaient en mesure de fournir des détails, si ce n'est qu'elle réunissait surtout des motocyclistes. En ce qui concerne ses objectifs présumés, plusieurs avaient l'impression qu'elle s'inscrivait dans le prolongement du convoi de camionneurs de février 2022, qui avaient voulu réagir à l'« ingérence » du gouvernement du Canada, en particulier à ses exigences en matière de vaccination contre la COVID-19. Pour ce qui est de la gestion de cette manifestation, les participants trouvaient généralement que le Service de police d'Ottawa (SPO) s'était bien préparé et avait réussi à éviter des troubles violents ou des perturbations importantes pour les résidents d'Ottawa. Peu d'entre eux croyaient que cette manifestation aurait des conséquences à long terme.

Nomination d'une dirigeante principale de l'accessibilité au Canada (personnes handicapées de Windsor)

Peu de participants du groupe composé de personnes handicapées étaient au courant de la nomination, annoncée le 4 avril 2022, de la première dirigeante principale de l'accessibilité (DPA) au Canada. Pour faciliter la conversation, nous leur avons fourni les renseignements suivants :

Stephanie Cadieux a récemment été nommée à titre de la première dirigeante principale de l'accessibilité (DPA) du Canada. Au cours de son mandat de quatre ans, M^{me} Cadieux agira à titre de conseillère spéciale indépendante auprès de la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap et fournira des conseils sur un vaste éventail de questions touchant l'accessibilité. À titre de DPA, M^{me} Cadieux surveillera les problèmes systémiques et émergents en matière d'accessibilité et en fera rapport. Elle produira également un rapport annuel à l'intention de la Ministre détaillant les progrès réalisés et les résultats obtenus en vertu de la Loi canadienne sur l'accessibilité.

Tous les participants ont salué cette annonce, certains notant que la création de ce poste était attendue depuis longtemps. Plusieurs espéraient que la nomination d'une DPA donnerait lieu à un examen complet des soutiens actuellement offerts aux personnes vivant avec un handicap. Outre une aide financière plus importante, beaucoup souhaitaient un élargissement de l'offre d'activités sociales et récréatives accessibles dans leur ville. Au chapitre de l'emploi, certains estimaient que la nouvelle DPA pourrait promouvoir la formation axée sur les compétences et d'autres programmes de perfectionnement destinés aux personnes handicapées, ce qui leur donnerait davantage de possibilités de contribuer à l'économie de leur collectivité et de mener une carrière enrichissante. De plus, certains espéraient que la présence de la DPA favoriserait une responsabilisation accrue à l'égard des lois existantes, comme la *Loi canadienne sur l'accessibilité* (LCA), dont l'application leur semblait lacunaire à l'heure actuelle. Le fait que la DPA soit elle-même une personne en situation de handicap a également suscité l'approbation des participants, qui jugeaient cette expérience vécue indispensable pour bien remplir le rôle.

Accès à des services d'avortement (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique)

Trois groupes ont discuté de la question du droit à l'avortement et de l'accès à des services d'avortement au Canada. Invités à dire s'ils avaient entendu quelque chose à ce sujet dernièrement, presque tous les participants de Calgary et la plupart de ceux du Canada atlantique ont répondu par l'affirmative, à la différence des participants des Cantons-de-l'Est, dont peu étaient au courant de nouvelles récentes sur ce thème. Les participants qui en avaient entendu parler se rappelaient qu'un projet d'avis de la Cour suprême des États-Unis (SCOTUS) avait fait l'objet d'une fuite et que, s'il était entériné, il invaliderait la décision historique *Roe v. Wade* qui protège le droit à l'avortement dans l'ensemble de ce pays. Beaucoup ont précisé qu'ils avaient d'abord appris la nouvelle sur des plateformes de médias sociaux comme Facebook, Twitter, Instagram et TikTok, ainsi qu'à la télévision et à la radio. Quelques personnes savaient également que le premier ministre avait commenté la situation en réaffirmant le soutien de son gouvernement au droit à l'avortement au Canada. Presque tous les participants croyaient que ce projet d'avis était une mauvaise nouvelle, et plusieurs étaient persuadés que la décision aurait pour effet de réduire fortement la liberté des femmes aux États-Unis de disposer de leur corps et d'exercer leurs choix en matière de reproduction. Quelques-uns pensaient que cela inciterait peut-être de nombreuses Américaines à se tourner vers le Canada pour obtenir des services d'avortement, une option plus sûre que de tenter la démarche dans leur propre pays.

Avant de poursuivre, nous avons rappelé aux participants que le projet d'avis qui avait fuité de la SCOTUS révélait son intention d'annuler l'arrêt *Roe v. Wade* et qu'une annonce officielle en ce sens était attendue pour juin 2022. À la question de savoir si cet enjeu les préoccupait, les participants ont été nombreux à répondre que oui. Plusieurs ont affirmé avec véhémence qu'aucun ordre de gouvernement ne devrait pouvoir dicter aux femmes comment disposer de leur corps et que cette décision était susceptible de faire courir à beaucoup d'Américaines des risques considérables sur le plan médical. Certains pensaient également que si le droit à l'avortement pouvait être restreint aux États-Unis, rien ne garantissait que la même chose ne se produirait pas un jour au Canada. Par conséquent, ils estimaient que le gouvernement fédéral devait à tout prix sauvegarder un accès sécuritaire aux services d'avortement. Sans prendre position explicitement contre l'avortement, un petit nombre de participants voyaient les choses autrement et pensaient qu'il n'y avait pas lieu d'élargir cet accès au Canada. D'après eux, il était déjà relativement facile d'obtenir des services d'avortement à l'heure actuelle et cette intervention devrait être considérée comme une solution de dernier recours plutôt qu'un acte médical aisément accessible.

Au chapitre de la réponse attendue du gouvernement fédéral, la plupart trouvaient important que ce dernier continue de rassurer la population canadienne sur son engagement ferme à protéger le droit à l'avortement et l'accès aux services en la matière au Canada. Quelques-uns ont enchaîné avec la recommandation que des efforts supplémentaires soient consentis pour améliorer l'accès à ces services dans les régions rurales ou éloignées, afin que les résidentes puissent plus facilement en bénéficier localement. De plus, bon nombre de participants souhaitaient que le gouvernement fédéral continue de défendre le droit à l'avortement sur la scène internationale et fasse figure de chef de file sur ce front. Hormis cela, cependant, ils avaient l'impression qu'il ne pouvait exercer plus d'influence sur ce qui était en définitive une affaire intérieure américaine.

Pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont eu une courte discussion portant sur le commerce de la pomme de terre de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.). Invités à dire s'ils avaient entendu parler de ce dossier dernièrement, certains se sont rappelés que les États-Unis avaient interrompu leur importation de pommes de terre de l'Î.-P.-É. à la fin de 2021, mais personne n'était au courant de nouvelles récentes. En guise d'éclaircissements, nous avons rappelé au groupe qu'en novembre 2021, les États-Unis avaient ordonné à leurs agents frontaliers de refuser l'entrée de cargaisons de pommes de terre de l'Î.-P.-É., après la détection de la galle verruqueuse dans quelques champs de la province, et qu'en mars 2022, ils avaient annoncé la reprise de ces importations sous certaines conditions. De l'avis de la plupart des participants, il s'agissait d'un enjeu de taille pour l'Î.-P.-É., et plusieurs ont signalé que l'industrie de la pomme de terre était un moteur important de l'économie provinciale. Si tout le monde s'est réjoui de la reprise des échanges commerciaux, plusieurs participants craignaient que l'interdiction provisoire n'ait réduit la part de marché des pommes de terre de l'Î.-P.-É. et terni la réputation internationale de la marque. Certains craignaient également que cela n'entrave encore davantage la reprise économique des producteurs de l'Î.-P.-É., déjà durement éprouvés.

Projet d'exploitation Bay du Nord (résidents du Canada atlantique, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal])

Deux groupes ont discuté du projet d'exploitation Bay du Nord, dont la construction est prévue au large de la côte est de Terre-Neuve-et-Labrador. Un petit nombre de participants du Canada atlantique et quelques-uns du Québec en avaient entendu parler. Ils se rappelaient toutefois peu de détails à son sujet, si ce n'est qu'il avait trait au secteur pétrolier et gazier et que ses répercussions possibles sur l'environnement soulevaient des préoccupations. Nous leur avons présenté l'explication qui suit, en guise de complément d'information :

Equinor a proposé de construire et d'exploiter une installation flottante de production de pétrole et de gaz extracôtière à l'est de Terre-Neuve-et-Labrador. Tel qu'il est proposé, le projet d'exploitation de Bay du Nord aurait une durée de vie d'environ 30 ans, et des puits et des ancrages supplémentaires seront possiblement ajoutés à l'installation de production. À la suite d'une évaluation environnementale qui a conclu qu'il n'aurait pas d'effets négatifs importants sur l'environnement, le gouvernement fédéral a approuvé le projet.

La décision du gouvernement du Canada de donner son feu vert au projet a suscité des opinions variables en fonction de la région. Alors que les participants du Canada atlantique étaient partagés quant à savoir s'il s'agissait d'une bonne ou d'une mauvaise nouvelle, ceux du Québec s'opposaient davantage au projet. Les partisans de l'initiative ont fait valoir qu'elle créerait un grand nombre d'emplois et stimulerait l'économie de la région. Certains s'attendaient également à ce qu'elle ait l'avantage supplémentaire d'accroître la capacité de production de pétrole et de gaz du pays, ce qui favoriserait une plus grande autosuffisance énergétique nationale. Plusieurs ont aussi évoqué les prix de l'essence, qui leur paraissaient exorbitants à l'heure actuelle, en formulant l'espoir que le projet atténue quelque peu ces pressions. Même si bon nombre des participants favorables au projet appuyaient également la transition vers une économie durable, la majorité jugeaient cette transition

irréaliste à court terme et croyaient que les projets comme Bay du Nord sont nécessaires pour répondre aux besoins énergétiques des Canadiens dans l'immédiat. Pour leur part, les opposants au projet trouvaient que son approbation était contraire à l'objectif du gouvernement du Canada de cheminer vers une économie « plus verte » centrée sur la production d'énergies renouvelables. D'après plusieurs, le Canada produisait suffisamment de pétrole et de gaz et tout projet misant sur des énergies non renouvelables plutôt que des sources de substitution comme l'énergie solaire, hydroélectrique ou éolienne était un pas dans la mauvaise direction.

En ce qui concerne l'avenir, la plupart estimaient que le projet Bay du Nord aurait un impact positif sur les perspectives d'exploitation pétrolière et gazière au Canada, pourvu qu'il produise les retombées économiques attendues et cause peu de dommages au milieu environnant et aux écosystèmes marins. Certains pensaient qu'une exploitation pétrolière et gazière plus soutenue présentait un potentiel économique intéressant, mais beaucoup ont reparlé de ses effets environnementaux, qui selon eux pèsent plus lourd dans la balance que les gains à court terme tirés de ces projets.

Décriminalisation des drogues (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], locataires de Vancouver)

Les deux groupes de la Colombie-Britannique (C.-B.) ont discuté de la récente demande faite au gouvernement fédéral de dépénaliser dans leur province la possession de certaines drogues dures en petites quantités. Aucun participant n'était au courant de récents développements à ce sujet, mais certains ont noté que les dépendances et les surdoses de drogues avaient connu une hausse rapide en Colombie-Britannique. Selon eux, il s'agissait d'un grave problème à l'heure actuelle, qui avait été exacerbé par la pandémie de COVID-19. Afin d'éclairer la discussion, nous leur avons présenté l'information ci-dessous :

La Colombie-Britannique a demandé une exemption visant à décriminaliser la possession de petites quantités de drogues dans le but de réduire la stigmatisation associée à la consommation de drogues et de contribuer à sauver des vies. Les personnes qui consomment des drogues et qui en achètent une quantité supérieure au seuil fixé risquent d'être arrêtées et voir leurs drogues saisies.

Si certains voyaient dans la décriminalisation un changement positif, un grand nombre de participants rejetaient cette idée. Beaucoup craignaient qu'en l'absence de conséquences légales, les consommateurs de drogues n'utilisent plus fréquemment ces substances dangereuses. Plusieurs s'inquiétaient également des risques qui en résulteraient pour la santé, car dans le cas de substances comme le fentanyl, aucune quantité n'était réellement « sécuritaire ». La possibilité que des utilisateurs récréatifs, en particulier des jeunes, entrent dans le cycle de la dépendance et augmentent leur risque de surdose s'ils ont plus facilement accès aux drogues était un autre motif de préoccupation. De l'avis de beaucoup, au lieu de décriminaliser, les gouvernements fédéral et provinciaux devraient plutôt s'appliquer à cerner et traiter les causes fondamentales de la dépendance, notamment la pauvreté, les problèmes de santé mentale et les traumatismes subis. Entre autres pistes d'action sur ce plan, il a été suggéré de concevoir de nouveaux programmes communautaires à l'intention des populations vulnérables et marginalisées et de promouvoir des solutions de rechange à la consommation de drogues plutôt que de faciliter leur possession et leur consommation. La minorité de participants

favorables à la dépénalisation ont fait valoir qu'elle avait donné de bons résultats dans d'autres pays (par exemple au Portugal) en réduisant la stigmatisation vécue par les consommateurs de drogues et en les encourageant à entreprendre un traitement. Certains ont exprimé un avis plus nuancé : l'idée leur semblait a priori valable, mais ils voulaient avoir des précisions sur ce qui constituerait une « petite dose » de ces substances. Selon eux, ce serait le facteur décisif dans la réussite du plan.

Alors que le groupe de Vancouver a majoritairement affirmé que le gouvernement du Canada devrait approuver cette demande, tous les participants de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver ont défendu le contraire. Certains des participants qui appuyaient la démarche du gouvernement provincial ont tenu à préciser que la décriminalisation, aussi utile qu'elle puisse être, devrait s'accompagner d'investissements considérables dans d'autres secteurs, comme les ressources en santé mentale, le traitement des dépendances et la couverture des besoins essentiels tels qu'un logement abordable et la sécurité alimentaire. Dans l'ensemble, les participants croyaient qu'à elle seule, la décriminalisation serait d'une aide limitée pour résoudre ce qu'ils voyaient comme un problème croissant de toxicomanie dans la province.

Sources de nouvelles et médias sociaux (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)

Trois groupes ont eu une discussion sur les sources qu'ils consultent habituellement pour suivre l'actualité. Diverses sources ont été mentionnées. Plusieurs participants ont dit qu'ils continuaient de s'informer auprès des médias traditionnels, soit la télévision (plus précisément CBC, CTV et Global News), la radio et la presse locale. Beaucoup ont également dit recourir à des sites en ligne, par exemple Google News, Yahoo! et YouTube, ainsi qu'à des plateformes de médias sociaux comme Facebook, Twitter, Snapchat et TikTok. Quelques membres du groupe composé de Métis ont indiqué qu'ils se tournaient souvent vers des sources de nouvelles et des plateformes de médias sociaux à contenu autochtone, dont APTN et Windspeaker. Un petit nombre de participants ont dit qu'ils évitaient généralement les médias grand public au profit d'autres diffuseurs, comme des chaînes YouTube, des blogues et des balados. En ce qui concerne la langue des sources consultées, les membres de la diaspora chinoise ont presque tous répondu qu'ils optaient surtout pour des sources anglophones, mais quelques-uns ont dit consulter des sources de nouvelles en mandarin ainsi que des plateformes chinoises comme WeChat.

Lorsque nous leur avons demandé quelles sources ils consulteraient s'ils cherchaient des nouvelles du gouvernement du Canada, plusieurs participants ont cité CBC, CTV, Global News et Maclean's. Dans le cas de sujets d'intérêt précis, certains ont dit qu'ils visiteraient sans doute les sites Web du gouvernement du Canada afin de vérifier des informations trouvées ailleurs. De nombreux participants des groupes du Manitoba et de Calgary ont aussi indiqué qu'ils comptaient souvent sur des plateformes comme Facebook, Twitter, Instagram et TikTok pour recevoir les nouvelles et les annonces du gouvernement fédéral. Plusieurs croyaient cependant que ce dernier devrait cultiver son public sur ces plateformes, en particulier TikTok, Snapchat et Instagram, où sa présence leur semblait assez limitée. À la question de savoir si certaines plateformes sont plus fiables que d'autres, la plupart des

participants ont répondu que la fiabilité de l'information dépend des sources que l'on choisit de suivre plutôt que des plateformes elles-mêmes. Cela dit, beaucoup reconnaissent qu'en règle générale les médias sociaux sont conçus de manière à capter l'attention et à provoquer, l'augmentation de l'auditoire étant pour les utilisateurs et les algorithmes une préoccupation plus vive que la diffusion d'informations dignes de confiance.

En prolongement à la discussion, nous avons invité les grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary à décrire les effets positifs et négatifs des médias sociaux. La possibilité de rester en contact et de communiquer avec d'autres, peu importe la distance, passait pour un grand avantage, tout comme l'accès à une multitude de points de vue. Le fait de pouvoir recevoir des informations et des mises à jour instantanées sur ces plateformes a également été mentionné. D'après certains, cet aspect prenait toute son importance dans des situations comme celles du conflit en Ukraine, où grâce aux médias sociaux les premiers touchés pouvaient partager avec le reste du monde des récits, des images et des vidéos « du terrain ». En ce qui concerne les aspects négatifs, bon nombre de participants reprochaient aux médias sociaux de donner une vision idéalisée de la réalité, puisque les utilisateurs ont tendance à publier des mises à jour qui les présentent sous le meilleur éclairage possible. Comme ils ont expliqué, cela conduit souvent les autres à se comparer à un idéal plutôt qu'à des normes plus réalistes et, partant, à vivre des sentiments d'infériorité, de dépression et d'anxiété. Plusieurs ont aussi noté que depuis l'avènement des médias sociaux, les gens s'attendent à ce que l'on soit toujours disponible et à ce que l'on réponde aux messages sur-le-champ, ce qui contribue au stress associé à ces plateformes.

Lorsque nous avons questionné les participants à propos des « fausses nouvelles », tous étaient au courant de ce phénomène croissant et la plupart considéraient que c'était un grave problème. De l'avis de quelques-uns, il concernait surtout les générations plus âgées, les jeunes Canadiens étant mieux outillés pour différencier les sources légitimes de celles qui répandent des faussetés. Quant aux mesures à prendre pour contrer la mésinformation ou la désinformation en ligne, la plupart estimaient qu'il revient aux particuliers de déterminer si l'information qu'ils consomment est légitime et de vérifier les détails dont ils ne sont pas sûrs. Quelques-uns ont mentionné les efforts déployés par des plateformes comme Facebook et Twitter pour identifier les publications trompeuses, mais d'autres trouvaient le processus inadéquat, car fondé sur des algorithmes plutôt que sur une analyse objective du contenu. À la question de savoir si les médias sociaux ont la responsabilité de veiller à l'exactitude des nouvelles diffusées sur leurs plateformes, un petit nombre croyaient que oui, mais la plupart ont répondu qu'ils devraient rester neutres et supprimer uniquement les contenus haineux ou explicites. Très peu de participants pensaient que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans la lutte contre la mésinformation. Beaucoup voyaient là une « pente glissante » et craignaient qu'une intervention de ce genre se répercute sur la liberté d'expression des Canadiens. Certains ont aussi évoqué les ressources considérables qu'une telle entreprise exigerait, ressources qui pourraient être utilisées à meilleur escient.

Visite royale (résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) ont brièvement discuté du passage du prince Charles et de la duchesse de Cornwall dans leur région le 19 mai 2022. Même si un nombre

restreint de participants en avaient entendu parler, plusieurs pensaient qu'il s'agissait d'un événement hors de l'ordinaire pour les résidents de communautés comme Yellowknife et Dettah, en particulier ceux qui avaient eu l'occasion de prendre part aux festivités. Certains ont dit avoir été tenus à jour par des parents et amis qui suivaient la tournée royale, et plusieurs ont évoqué l'expérience positive des jeunes athlètes de la région invités à faire une démonstration de jeux traditionnels pour le couple royal. La plupart des réactions à cette visite ont été positives, mais quelques participants se sont dits déçus de l'absence d'excuses officielles adressées aux survivants du système canadien des pensionnats autochtones. Ce point leur paraissait un aspect crucial du processus de réconciliation qui pour l'instant n'était pas pris en compte.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique, résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Six groupes ont eu des discussions portant sur des enjeux précis liés à leur groupe d'âge, leur origine ethnique, leur région ou un thème particulier, comme les changements climatiques et l'environnement. Les participants ont fait part de leurs points de vue concernant les principaux facteurs qui sous-tendent ces enjeux ainsi que la mesure dans laquelle le gouvernement du Canada parvient à les gérer.

Enjeux touchant les jeunes (grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary)

Les participants de ce groupe (âgés de 18 à 24 ans) ont passé en revue différents enjeux qui concernent tout spécialement les jeunes Canadiens à l'heure actuelle. Nous leur avons demandé lesquels des enjeux auxquels les jeunes sont confrontés devraient constituer des priorités pour le gouvernement fédéral. Ils ont donné un large éventail de réponses, résumées ci-après :

- Santé mentale et dépendances – Plusieurs participants ont désigné la santé mentale et les dépendances comme des enjeux de premier plan pour la jeunesse canadienne. Beaucoup estimaient que l'isolement et l'anxiété associés à la pandémie de COVID-19 avaient exacerbé ces problèmes au cours des dernières années. De l'avis de certains jeunes adultes du groupe, il

manquait de ressources en santé mentale et de programmes de traitement des dépendances pour les personnes en difficulté, de sorte que nombre d'entre elles ne recevaient pas l'aide dont elles ont besoin;

- Abordabilité du logement et coût de la vie – Certains participants ont mentionné les prix excessivement élevés du logement depuis quelques années. La situation leur semblait problématique pour les jeunes Canadiens, qui se trouvent peu à peu exclus du marché de l'immobilier. Quelques participants avaient également l'impression que la vie en général coûte plus cher à l'heure actuelle et que le prix des produits courants augmente;
- Dépenses postsecondaires – Certains trouvaient que les droits de scolarité et les autres dépenses liées aux études postsecondaires étaient devenus exorbitants. D'après ces participants, un taux élevé d'inflation aurait pour effet d'accroître davantage ces coûts, ce qui rendrait la poursuite des études supérieures encore moins abordable;
- Clivages croissants – Plusieurs participants étaient d'avis que, de manière générale, le pays était plus divisé qu'il y a quelques années et que les tensions avaient pris un net relief durant la pandémie de COVID-19. C'est ce qui expliquait selon eux que certains Canadiens aient de plus en plus de mal à trouver un terrain d'entente.

Très peu de participants avaient entendu parler de mesures ou d'initiatives récentes du gouvernement du Canada en lien avec ces enjeux. Un petit nombre d'entre eux avaient le souvenir d'avoir vu quelque chose aux nouvelles sur l'abordabilité du logement, mais aucun ne se rappelait les détails. À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie en ce qui concerne ces priorités, la plupart des participants ont hésité à se prononcer, jugeant qu'ils n'en savaient pas assez sur les mesures fédérales prises dans ces domaines. Quelques-uns croyaient que le gouvernement du Canada avait trop fixé son attention sur les problèmes mondiaux (par exemple l'aide humanitaire et l'effort de défense ukrainien contre la Russie), au point de sembler oublier les besoins quotidiens des gens d'ici. Ces participants trouvaient cela frustrant, vu les difficultés financières et les problèmes de santé mentale que leur semblaient vivre un nombre croissant de Canadiens.

Pour ce qui est des interactions du gouvernement du Canada avec les jeunes, la plupart des participants ont noté qu'il y avait matière à amélioration. Plusieurs ont suggéré qu'il tire parti des médias sociaux pour rejoindre ce public, notant qu'il accusait du retard à cet égard. Des plateformes comme TikTok, Instagram et Snapchat leur paraissaient constituer des outils particulièrement précieux pour dialoguer avec les jeunes. Comme ils l'ont expliqué, ces plateformes privilégient de petites unités de contenu qui se prêtent à une consommation rapide par les jeunes. Quelques-uns ont toutefois émis des réserves concernant la mésinformation présente dans les médias sociaux, ajoutant que chaque utilisateur a la responsabilité de vérifier l'information trouvée sur ces plateformes. Seuls de rares participants pensaient que le gouvernement du Canada utilise judicieusement les médias sociaux à l'heure actuelle. En revanche, plusieurs ont cité en exemple les Forces armées canadiennes (FAC) pour leur présence active sur de nombreuses plateformes et leur contenu souvent de grande qualité.

Enjeux du Canada atlantique (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont fait un tour d'horizon des enjeux les plus urgents qui touchent leur région actuellement. Lorsque nous leur avons demandé quels domaines méritaient le plus l'attention du gouvernement fédéral, ils ont répondu ce qui suit :

- Pénuries de personnel de la santé – Plusieurs participants ont fait état d'un manque flagrant de médecins, d'infirmières et d'autres travailleurs de la santé dans leurs collectivités. Certains ont décrit leurs difficultés à trouver un médecin de première ligne et les temps d'attente prolongés dans les cliniques sans rendez-vous et les salles d'urgence. Ces participants croyaient que le stress et le surmenage causés par la pandémie de COVID-19 avaient conduit de nombreux professionnels de la santé à l'épuisement ou en avaient décidé plusieurs à changer de voie. Tout en reconnaissant l'importance de ce problème au Canada atlantique, quelques-uns pensaient que les Canadiens d'autres régions étaient aux prises avec des situations semblables;
- Manque de soutien aux petites entreprises – Certains participants croyaient que les petites et moyennes entreprises avaient reçu peu de soutien alors qu'elles étaient touchées de façon disproportionnée par la pandémie. Ils considéraient que la pénurie de main-d'œuvre, conjuguée à une baisse des recettes, posait un gros problème pour de nombreux commerces locaux. D'après eux, la situation était particulièrement grave dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, encore très éprouvé par la pandémie. Un petit nombre de participants trouvaient frustrant que le gouvernement n'ait pas fourni davantage d'aide financière aux petites entreprises et qu'il en ait accordé peut-être plus que nécessaire aux grandes sociétés;
- Abordabilité du logement et coût de la vie – Certains ont également signalé une hausse du coût de la vie dans leur collectivité, notant que le prix des produits essentiels comme les aliments, l'essence et les articles ménagers augmentait. Aux yeux de plusieurs participants, le manque d'abordabilité du logement, en particulier, posait un problème grandissant au Canada atlantique. Certains craignaient que ce problème touche avant tout les jeunes, qui avaient maintenant d'énormes difficultés à réunir un montant suffisant pour la mise de fonds;
- Foresterie et bois d'œuvre – Quelques participants ont aussi mentionné un ralentissement récent dans le secteur forestier et du bois d'œuvre, qu'ils considéraient comme un moteur économique essentiel pour de nombreuses collectivités rurales du Canada atlantique. Certains avaient l'impression qu'en Nouvelle-Écosse, beaucoup de petites scieries connaissaient des difficultés et risquaient même de devoir fermer pour de bon.

Invités à dire s'ils se souvenaient d'interventions récentes menées par le gouvernement fédéral dans un de ces dossiers, les participants ont généralement répondu que non. Au chapitre du logement abordable, quelques personnes avaient entendu parler de sa décision récente d'interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans. Quelques-uns avaient aussi entendu dire qu'il tâchait de recruter et de former davantage de médecins et de personnel infirmier, mais n'ont pu donner de détails. À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie en ce qui concerne ces priorités, la plupart se sont dits incertains, jugeant ne pas assez bien connaître les actions menées pour évaluer le caractère suffisant ou non des progrès accomplis. Plusieurs participants ont toutefois souligné l'importance de s'attaquer

en priorité aux problèmes du quotidien, comme les pénuries de personnel de la santé, l'abordabilité du logement et le coût de la vie, car il s'agit de besoins et de services essentiels actuellement non comblés pour un grand nombre de Canadiens de la région de l'Atlantique.

Enjeux environnementaux (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal])

Ces deux groupes ont discuté des efforts récents mis en œuvre par le gouvernement du Canada pour s'attaquer au problème des changements climatiques et faire une plus grande place à l'environnement et à la durabilité à l'avenir. Pour entamer la conversation, nous leur avons posé une question générale sur les domaines auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder plus d'attention. Les participants ont notamment cité l'abordabilité du logement, le coût de la vie, les soins de santé, la santé mentale, la réglementation des armes à feu et l'accès à l'eau potable dans toutes les réserves et les communautés autochtones du pays. Beaucoup ont aussi spontanément mentionné les changements climatiques et l'environnement. Dans bien des cas, ils considéraient ces enjeux comme une priorité absolue pour les Canadiens à l'heure actuelle. Plusieurs ont relevé des problèmes précis – la pollution, les émissions de gaz à effet de serre, le réchauffement planétaire et l'insuffisance perçue des programmes de recyclage – qui leur semblaient constituer des obstacles importants sur le plan de la durabilité à long terme.

En ce qui concerne les efforts du gouvernement du Canada pour combattre les changements climatiques, plusieurs ont fait référence au programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission (iVZE), sans toutefois le nommer ni pouvoir fournir de détails à son sujet. Dans une optique plus générale, plusieurs avaient également l'impression que l'environnement et les changements climatiques formaient un volet important du budget fédéral de 2022. Très peu de participants croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour régler cette question. Beaucoup ont fait remarquer que même si l'on avait redoublé d'efforts ces dernières années, ce serait sans doute encore insuffisant pour atténuer les dommages déjà causés à l'environnement. Certains participants souhaitaient que le gouvernement fédéral s'attache davantage à honorer ses engagements climatiques, par exemple les objectifs fixés dans l'Accord de Paris, et impose des sanctions financières plus lourdes aux grands émetteurs qui dérogent à sa politique climatique. Chez les rares participants qui pensaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie, les récentes annonces et initiatives liées aux changements climatiques étaient vues comme un pas dans la bonne direction, même s'il restait encore beaucoup à faire.

Enjeux touchant les Sino-Canadiens (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver])

Les participants appartenant à la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver (excepté Vancouver) ont abordé plusieurs enjeux qui interpellent leur communauté au Canada. Réfléchissant aux principaux problèmes auxquels font face les Sino-Canadiens à l'heure actuelle, beaucoup ont évoqué la montée des crimes haineux et du racisme anti-asiatique. Il a été précisé par plusieurs que ce phénomène concerne l'ensemble des Asiatiques établis au Canada et non seulement les personnes

d'origine chinoise. Certains croyaient que le problème s'était accentué durant la pandémie de COVID-19, quand certaines cohortes de la société ont jeté le blâme de l'émergence du virus sur les Asiatiques et les pays d'Asie. Aucun des participants n'avait personnellement vécu ce type de discrimination, mais plusieurs avaient entendu des témoignages en ce sens. Cet enjeu leur semblait particulièrement préoccupant dans les villes qui comptent une forte proportion de résidents d'origine asiatique (dont Richmond, en C.-B.) ainsi que pour les groupes plus vulnérables, comme les aînés. Certains participants estimaient que le gouvernement fédéral pourrait sensibiliser davantage la population à l'histoire des Asiatiques au Canada. Il pourrait ainsi souligner les contributions des membres de ces communautés et décrire les obstacles qu'ils ont rencontrés, par exemple la taxe d'entrée imposée aux immigrants chinois par le gouvernement fédéral entre 1885 et 1923.

En ce qui concerne le travail accompli par le gouvernement du Canada pour mieux soutenir les Sino-Canadiens, peu de participants avaient en mémoire des initiatives ou des annonces récentes. Quelques-uns ont mentionné la désignation officielle du mois de mai comme « Mois du patrimoine asiatique » par le gouvernement fédéral, offrant l'occasion de prendre du recul et de reconnaître les nombreuses contributions passées et présentes des Canadiens d'origine asiatique. Plusieurs jugeaient cette initiative utile pour promouvoir la culture asiatique au Canada. La Soirée des prix JUNO 2022, par exemple, avait souligné le Mois du patrimoine asiatique en choisissant un animateur asiatique et plusieurs prestations intégrant des éléments asiatiques. À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie pour ce qui est de s'attaquer à des enjeux comme le racisme anti-asiatique, la plupart des participants ont admis qu'ils n'en savaient pas assez pour se prononcer. D'après plusieurs, la montée du sentiment anti-asiatique ces dernières années justifiait d'agir avec plus d'énergie en la matière. D'autres ont ajouté qu'il fallait élargir la question et combattre les actes de racisme contre tous les Canadiens racisés, non seulement ceux d'origine asiatique. Certains participants croyaient que le gouvernement fédéral devrait collaborer avec les municipalités à la mise sur pied de programmes communautaires destinés aux Canadiens asiatiques et mettant leur culture à l'honneur.

Lorsque nous leur avons demandé s'il y avait d'autres enjeux touchant les Canadiens asiatiques dont le gouvernement du Canada devrait s'occuper, certains ont mentionné les rapports avec la Chine, qui leur semblaient particulièrement tendus en ce moment. Comme ils l'ont expliqué, c'était une source de tensions pour certains Sino-Canadiens qui se considéraient surtout comme des Canadiens, mais dont les relations et la parenté en Chine étaient moins bien disposées envers le Canada. Quelques participants ont aussi soulevé le problème pressant du manque de logements abordables, mais reconnaissaient que ce dossier concerne l'ensemble des Canadiens plutôt qu'un groupe particulier.

Enjeux des Territoires du Nord-Ouest (résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Le groupe des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) s'est penché sur plusieurs enjeux propres à la région. Invités à décrire les problèmes les plus urgents qui se posent actuellement pour les résidents des T.N.-O., les participants ont dressé la liste qui suit :

- Abordabilité du logement et coût de la vie – Certains participants ont signalé ce qui leur paraissait un manque criant de logements abordables dans leurs collectivités et dans le Nord

plus généralement. Que l'on cherche à acheter ou à louer, le coût du logement devenait de plus en plus onéreux dans les T.N.-O., obligeant parfois plusieurs familles à se partager une même propriété. La situation était particulièrement difficile durant la pandémie, vu le manque d'espace pour s'isoler en cas de diagnostic positif de COVID-19. Outre le logement, plusieurs participants avaient aussi l'impression que le coût de la vie en général augmentait. Les produits essentiels comme la nourriture et le carburant avaient toujours coûté cher dans le Nord, mais l'inflation aggravait encore plus la situation, selon eux;

- Pêches – Certains croyaient que les stocks de poisson des T.N.-O. étaient de plus en plus menacés et que la surexploitation des ressources par les grandes entreprises de pêche mettait en péril la pérennité du secteur dans la région;
- Changements climatiques – D'autres ont exprimé des préoccupations touchant aux changements climatiques et à l'environnement. Ils ont signalé que le climat nordique s'était beaucoup réchauffé au cours des dernières décennies et que cela constituait une menace pour les écosystèmes locaux. La fonte du pergélisol était jugée alarmante par plusieurs, qui craignaient qu'elle entraîne une multitude de problèmes dans la région si elle se poursuivait;
- Santé mentale – Plusieurs ont désigné la santé mentale comme un enjeu pressant dans leurs communautés. L'isolement et l'anxiété vécus durant la pandémie ainsi que les problèmes tenaces du logement, de l'insécurité alimentaire et des traumatismes intergénérationnels avaient augmenté la prévalence des problèmes de santé mentale ces dernières années. Certains participants ont recommandé des investissements accrus dans les soins de santé mentale des T.N.-O., y compris dans le recrutement de professionnels formés pour pratiquer dans la région;
- Dépendances – De l'avis de beaucoup, leurs communautés faisaient face à un grave problème de toxicomanie, qui avait pris de l'ampleur durant la pandémie. Plusieurs participants ont mentionné l'absence d'un centre de traitement dans la région, racontant que les personnes aux prises avec une dépendance devaient souvent aller ailleurs au Canada pour recevoir les soins dont elles ont besoin. Le groupe estimait qu'il fallait faire davantage d'efforts pour offrir des services de traitement localement.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient d'initiatives ou de mesures récentes adoptées par le gouvernement du Canada en réponse à ces enjeux, certains participants ont mentionné les soutiens relatifs au logement, par exemple l'aide aux aînés vivant dans la région désignée des Inuvialuit pour réparer ou rénover leur domicile, ainsi que l'octroi de fonds supplémentaires pour lutter contre l'itinérance dans des villes comme Yellowknife. Quelques-uns ont aussi évoqué les efforts du gouvernement fédéral pour réduire l'insécurité alimentaire, en notant que des programmes comme Nutrition Nord Canada (qu'ils n'ont pas cité nommément) avaient été très utiles durant la pandémie. De l'avis de beaucoup, toutefois, le soutien du gouvernement fédéral n'allait pas assez loin et devrait être sensiblement majoré pour régler les problèmes des T.N.-O. Dans cette veine, plusieurs participants sont revenus sur la nécessité de mettre plus de ressources à la disposition des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale ou des dépendances. À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie pour s'occuper de ces questions, les participants ont répondu qu'en dépit des efforts accrus déployés ces dernières années, l'aide avait trop tardé ou était insuffisante face à la nature généralisée des problèmes de la région. À cet égard, certains participants

espéraient que les responsables fédéraux accorderaient plus d'attention aux communautés rurales et éloignées. Il leur semblait qu'une large part de l'aide allait aux villes (comme Yellowknife), alors que les communautés rurales connaissent toujours des problèmes d'insécurité alimentaire et, dans certains cas, manquent d'eau potable.

Les participants de ce groupe ont également discuté des problèmes persistants de contamination à l'arsenic provenant de la mine Giant, maintenant inactive, située près de Yellowknife. La plupart étaient au courant de la situation et plusieurs se sont dits très inquiets du risque que le trioxyde de diarsenic ait des effets environnementaux à long terme sur la santé et la sécurité des résidents de la ville. Certains redoutaient tout particulièrement les risques pour l'approvisionnement en eau; selon eux, à moins de mesures préventives, une contamination était à craindre. L'incidence possible des résidus sur les écosystèmes environnants a aussi été évoquée, certains participants ayant l'impression que la faune et la végétation près de la mine abandonnée avaient déjà subi des effets délétères. Pour faciliter la discussion, nous avons présenté au groupe ce complément d'information :

La mine Giant, située à Yellowknife, aux Territoires du Nord-Ouest, est considérée comme l'un des sites les plus contaminés du Canada. L'extraction de l'or à partir de minerai d'arsénopyrite a laissé un héritage de 237 000 tonnes de trioxyde de diarsenic stockées dans les chambres souterraines de la mine inactive.

En ce qui concerne le travail accompli ou prévu par le gouvernement fédéral pour corriger le problème, la plupart des participants ne savaient pas exactement quelles mesures avaient été mises en œuvre. Certains croyaient qu'il y avait eu des travaux d'assainissement suivis, mais que les substances dangereuses en présence rendaient la tâche laborieuse. Quelques-uns se sont rappelés avoir entendu parler de la création du Conseil de surveillance de la mine Giant (CSMG) pour coordonner le nettoyage et croyaient que le gouvernement du Canada participait à sa gestion. Questionnés sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus dans ce dossier, beaucoup ont recommandé d'accroître le financement consacré au projet ainsi qu'à la remédiation d'autres mines abandonnées dans la région.

Enjeux économiques (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal])

Dans six groupes, les participants ont discuté de nombreux enjeux économiques. Ils ont notamment abordé l'économie locale dans leurs régions respectives, l'économie du Canada dans son ensemble, et la transition vers une économie plus « verte ». Pour débiter les conversations, nous leur avons demandé quelles étaient les industries les plus importantes pour leurs économies locales. Dans tous

les groupes, à l'exception de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal, les participants ont mentionné l'agriculture comme moteur économique important dans leur région. Les industries du pétrole et du gaz, de la fabrication, de la technologie et du tourisme ont également été mentionnées dans plusieurs groupes comme étant importantes pour les économies locales.

Dans le Canada atlantique, plusieurs participants ont mentionné que l'exploitation et l'extraction pétrolière et gazière au large des côtes représentaient une industrie de premier plan dans leur région. Même si certains ont manifesté le désir qu'on délaisse plus rapidement ce secteur pour passer à une énergie renouvelable, plusieurs étaient d'avis que l'approbation récente d'initiatives comme le projet d'exploitation Bay du Nord démontrait bien que le secteur pétrolier et gazier demeurerait probablement un élément important de l'économie de la région dans un avenir prévisible. D'autres participants ont également mentionné des secteurs comme la pêche, le bois d'œuvre, le tourisme et les soins de santé comme étant des moteurs économiques importants. Les résidents de grands centres comme Halifax et Charlottetown ont également mentionné des secteurs comme la finance, l'hôtellerie et l'administration publique comme des employeurs importants dans leurs villes. Quelques participants seulement (de Fredericton) ont parlé de la cybersécurité comme secteur en croissance et de la présence de plusieurs sociétés comme l'Institut canadien sur la cybersécurité dans leur collectivité. Alors que certains s'entendaient pour dire que l'agriculture contribuait de manière importante à l'économie régionale, plusieurs s'inquiétaient des répercussions du changement climatique et des conditions météorologiques extrêmes sur la viabilité de ce secteur. Les participants étaient d'avis qu'il faudrait en faire davantage pour encourager une adoption plus large des technologies, comme les serres, pour cultiver des denrées à longueur d'année dans la région.

Plusieurs participants du groupe des Cantons-de-l'Est au Québec ont désigné l'agriculture (fruits, bétail et cabanes à sucre) et la fabrication comme les deux plus importantes industries de leur région. Pour la fabrication, les participants ont nommé des entreprises comme Canatal et DuPont, respectivement producteurs d'acier et de produits chimiques, comme principaux employeurs locaux. Bien que la plupart espéraient voir une croissance continue dans ces secteurs (en particulier la fabrication pour les matériaux de construction qui sont en forte demande), certains croyaient qu'il faudrait moderniser les infrastructures des réseaux de transport de matériaux essentiels, comme les chemins de fer, pour que la région atteigne son plein potentiel économique.

Pour les résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal, la construction est également un moteur économique important et plusieurs avaient l'impression que ce secteur serait de plus en plus sollicité à long terme. Un certain nombre de participants ont également mentionné le tourisme et l'hôtellerie comme étant particulièrement importants pour leurs économies locales. Même si certains s'entendaient pour dire que les petites entreprises de leurs régions (en particulier celles de l'industrie des services et de l'hôtellerie) avaient souffert de la pandémie de COVID-19, d'autres voyaient les choses autrement. Selon eux, la transition vers le télétravail à temps plein pour plusieurs avait amené de plus en plus de gens à demeurer dans leurs communautés et à réduire les déplacements vers les grands centres comme Montréal. Ils croyaient également que cette tendance, si elle se maintient, pourrait contribuer à la croissance économique à long terme de nombreuses municipalités suburbaines.

Dans le groupe de l'Ontario rural, les participants ont identifié la technologie (à Waterloo), la construction automobile (à Windsor) et les raffineries de pétrole et de gaz (à Sarnia) comme secteurs clés. D'autres ont mentionné des industries comme l'agriculture, le tourisme et la production de cannabis comme étant de plus en plus importants dans leurs communautés locales. La plupart des participants avaient l'impression que ces industries demeureraient relativement stables à l'avenir. Certains s'attendaient à une croissance continue du secteur de la technologie alors que d'autres voyaient un déclin à long terme du pétrole et du gaz, compte tenu de la tendance perçue vers les sources d'énergie renouvelable et les technologies vertes, comme les véhicules à émission zéro (VEZ).

Dans les groupes des Prairies et de Calgary, les participants ont mentionné l'agriculture ainsi que le gaz et le pétrole comme secteurs clés dans leurs régions respectives. Ils estimaient que l'agriculture demeurerait sans doute un secteur en forte demande dans un avenir prévisible, surtout compte tenu des défis qui menacent la chaîne alimentaire mondiale en raison d'événements comme la pandémie de COVID-19 et la crise qui perdure en Ukraine. Bien que plusieurs s'attendaient à ce que le pétrole et le gaz continuent de jouer un rôle clé à court terme, d'autres étaient d'avis que l'importance de ce secteur irait en diminuant au fur et à mesure que les ressources non renouvelables seraient progressivement éliminées. Dans les Prairies, quelques participants ont aussi mentionné la fabrication comme secteur clé dans leurs collectivités locales, et certains ont nommé l'usine de Pfizer à Brandon, au Manitoba comme employeur d'importance dans leur région. À Calgary, quelques participants ont mentionné le secteur croissant de la technologie dans cette ville et s'entendaient pour dire que celui-ci continuerait de prendre de l'ampleur dans les années à venir.

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient selon eux les principaux défis à relever en matière de croissance économique dans leurs collectivités, les participants de tous les groupes ont fourni des réponses variées, notamment :

- La pénurie de main-d'œuvre qualifiée – De nombreux participants ont discuté de ce qu'ils percevaient comme étant un manque de travailleurs qualifiés en tant qu'enjeu économique majeur, une situation qui touche plusieurs secteurs, en particulier l'agriculture, le tourisme, l'industrie des services, la restauration et l'hôtellerie. Certains ont mentionné que de nombreux travailleurs n'étaient pas retournés au travail après la pandémie de COVID-19 et que les employeurs devraient augmenter les salaires et offrir des avantages additionnels pour attirer les employés dans ces secteurs. Un certain nombre de résidents de régions rurales étaient d'avis qu'il s'agissait d'un enjeu majeur dans leurs collectivités et qu'il serait beaucoup plus difficile d'attirer des travailleurs qualifiés par rapport aux grands centres urbains comme Toronto, Montréal et Vancouver.
- La hausse des prix et du coût de la vie – Plusieurs participants ont parlé de ce qu'ils considéraient être une hausse considérable du coût de la vie dans les dernières années et ont souligné que le coût des biens essentiels comme l'épicerie, l'essence et autres premières nécessités avait considérablement augmenté dernièrement. Outre le nombre de plus en plus élevé de Canadiens qui peinent à joindre les deux bouts, cette augmentation aurait selon eux des impacts économiques négatifs, les ménages ayant de moins en moins de revenus disponibles à dépenser dans les autres commerces locaux. Certains ont également mentionné que l'abordabilité du logement était une préoccupation grandissante puisque de nombreux

Canadiens devaient maintenant consacrer une part élevée de leur revenu mensuel au logement, réduisant du même coup leur revenu disponible. En ce qui concerne la hausse des prix de l'essence, quelques participants au Canada atlantique étaient inquiets des répercussions sur les prix des biens et services dans leur région et s'attendaient à ce qu'il en coûte dorénavant plus cher pour le transport de biens essentiels et que les coûts additionnels soient refilés aux consommateurs.

- Les répercussions des changements climatiques – Certains participants se sont dits préoccupés par l'impact des changements climatiques sur les perspectives économiques dans leur région. Plusieurs craignaient que les conditions météorologiques extrêmes comme les sécheresses et les inondations aient des répercussions négatives sur l'agriculture locale. Quelques-uns ont également parlé de la sécurité des personnes qui travaillent à l'extérieur (comme les travailleurs du domaine de la construction) en périodes de chaleur ou de froid extrême, de plus en plus nombreuses au cours des dernières années.

En ce qui concerne l'économie canadienne dans son ensemble, nous avons demandé aux participants quels étaient les secteurs que le gouvernement du Canada devrait dorénavant privilégier. Ceux-ci ont fourni plusieurs réponses, y compris :

- Les technologies vertes – Plusieurs participants étaient d'avis que le secteur des technologies, et des technologies vertes en particulier, deviendrait une grande priorité du fédéral dans les années à venir. Ils croyaient que dans l'ensemble, l'économie canadienne serait de plus en plus axée sur la durabilité, compte tenu de l'engagement du gouvernement fédéral à réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre dans le but d'atteindre la cible de « net zéro ». Pour ce qui est des secteurs du pétrole, du gaz et de l'automobile, certains ont mentionné que les technologies comme les véhicules à émission zéro (VEZ) deviendraient de plus en plus répandues à l'avenir. À ce sujet, quelques participants ont exprimé des préoccupations quant aux conséquences néfastes possibles des VEZ sur l'environnement en raison des activités minières requises pour extraire les matériaux de base utilisés pour les batteries de ces véhicules.
- L'énergie renouvelable – De nombreux participants s'attendaient également à ce qu'une importance accrue soit accordée aux sources d'énergie renouvelable. Outre les énergies solaire, éolienne et hydroélectrique, quelques-uns croyaient qu'il faudrait en faire davantage avec l'énergie nucléaire. Ces participants étaient d'avis que cette source d'énergie était une forme sous-utilisée d'énergie « propre ». Quelques participants dans le Canada atlantique ont mentionné qu'il faudrait redoubler d'efforts pour développer et mettre en œuvre le projet de la boucle de l'Atlantique qui vise à établir un corridor d'énergie renouvelable dans la région.
- La fabrication locale – De nombreux participants s'attendaient à ce qu'on priorise la fabrication locale, notamment pour produire des biens essentiels au Canada plutôt que de s'en remettre au commerce international. Certains ont mentionné que les perturbations des chaînes d'approvisionnement provoquées par la pandémie de COVID-19 et le conflit qui perdure en Ukraine ont clairement démontré la nécessité pour le Canada d'être plus autosuffisant.
- L'agriculture – Les participants croyaient que l'agriculture et qu'une production alimentaire accrue seraient désormais des priorités importantes pour le gouvernement du Canada. Certains estimaient que l'instabilité climatique et les conditions météorologiques extrêmes

pourraient rendre la production alimentaire plus difficile dans les années à venir, démontrant le besoin d'élaborer des stratégies innovatrices pour remédier à la situation. Plusieurs participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral devrait travailler à devenir plus autonome à cet égard.

- Les soins de santé – Quelques participants ont mentionné les soins de santé comme secteur qui devrait être priorisé par le gouvernement fédéral dans un futur immédiat, particulièrement suite à la pandémie de COVID-19. Certains croyaient que les systèmes de soins de santé des provinces et territoires étaient soumis à une pression considérable en raison de la pandémie, entraînant de longs temps d'attente pour les patients en quête de soins, situation aggravée par ce que plusieurs perçoivent comme étant une pénurie de médecins, de personnel infirmier et d'autres spécialistes dans de nombreuses régions.

La majorité des participants croyaient que le fait de prioriser les secteurs susmentionnés aurait un impact positif sur l'avenir du Canada, et certains espéraient que des investissements additionnels dans ces secteurs entraîneraient la création d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens. Lorsque nous leur avons demandé si cela profiterait aux personnes vivant en région rurale, plusieurs en doutaient. Parmi les participants qui habitent dans des collectivités rurales, plusieurs étaient d'avis que même si les projets liés aux technologies vertes et aux sources d'énergie renouvelable pourraient mener à des débouchés économiques à court terme, ils s'attendaient à ce que la majorité des emplois créés dans ces secteurs et des gains économiques ait dans les centres urbains.

Interrogés à savoir ce qui leur venait à l'esprit en entendant les expressions « économie verte » et « emplois verts », les participants ont fourni plusieurs réponses. La plupart ont surtout parlé d'énergie renouvelable, y compris le développement et la production de ces sources d'énergie, ainsi que de projets de rénovations de maisons ou d'entreprises pour qu'elles soient plus durables. Plusieurs ont également mentionné les énergies vertes, comme la technologie de capture du carbone et la fabrication de véhicules à émission zéro (VEZ). Certains ont parlé d'initiatives visant à conserver et à protéger la biodiversité et les ressources naturelles du Canada et qui, selon eux, sont des priorités importantes pour l'avenir. Plusieurs s'attendaient également à ce qu'une transition vers une économie verte soit accompagnée d'un virage sociétal à grande échelle vers une plus grande durabilité, avec un intérêt renouvelé pour la création de quartiers où tout est accessible à pied, l'expansion du transport en commun, des programmes de recyclage plus complets, de même que la production et la fabrication locales d'aliments.

Plusieurs s'attendaient à ce qu'une transition vers une économie plus verte offre un large éventail d'emplois pour les Canadiens et nécessite plusieurs compétences différentes pour sa mise en œuvre complète. En ce qui concerne la production d'énergie renouvelable plus particulièrement, plusieurs ont mentionné qu'en plus du travail physique et des emplois en construction requis pour construire l'infrastructure nécessaire, plusieurs emplois en génie technique et numérique seraient sans doute créés pour gérer les opérations courantes de ces systèmes. De nombreux participants s'attendaient également à ce qu'un nombre important d'emplois dans le secteur de la fabrication soient créés pour produire des VEZ et d'autres technologies vertes innovatrices. Les participants espéraient que les travailleurs du secteur de l'automobile aient la possibilité d'acquérir les compétences nécessaires pour faire la transition vers ces nouvelles technologies. Certains ont parlé d'autres occasions d'emploi

notamment dans les domaines du recyclage ou de la conservation et croyaient qu'il y aurait des programmes plus complets et des initiatives dans ces domaines dans une économie verte. Quelques participants à Calgary se sont montrés plus pessimistes et craignaient que la majorité des emplois créés pour soutenir une économie verte aillent dans les marchés étrangers et croyaient que les travailleurs canadiens ne profiteraient sans doute pas de cette transition.

Sur le sujet de l'économie verte et ce à quoi elle pourrait ressembler, dans tous les groupes, sauf à Calgary, nous avons présenté aux participants une liste de secteurs verts et leur avons demandé de désigner ceux qui selon eux créeraient le plus de possibilités économiques dans leurs régions. Cette liste incluait ce qui suit :

- *Le tourisme écorécréotouristique;*
- *L'énergie verte;*
- *L'exploitation minière;*
- *La protection de la nature;*
- *L'agriculture durable et l'autosuffisance alimentaire;*
- *La foresterie durable.*

Dans ces groupes, les participants ont gravité autour de l'énergie verte, la protection de la nature, l'agriculture durable et l'autosuffisance alimentaire comme secteurs susceptibles de créer les meilleures possibilités sur le plan économique. En ce qui concerne l'énergie verte, plusieurs ont répété qu'ils s'attendaient à ce qu'un virage vers les ressources renouvelables comme l'énergie éolienne, l'énergie solaire et l'énergie hydroélectrique crée plusieurs emplois pour les Canadiens, puisqu'il faudra construire une nouvelle infrastructure et gérer les systèmes à long terme. Plusieurs croyaient également qu'en privilégiant la protection de la nature, on créerait plus d'emplois dans le domaine de la conservation, ce qui permettrait à ceux possédant de l'expérience en foresterie ou en sciences environnementales de mettre à profit leurs compétences pour élaborer des stratégies à long terme pour protéger et conserver les ressources naturelles du Canada. Plusieurs ont parlé de l'importance d'une plus grande autonomie sur le plan de la production alimentaire au Canada. D'après eux, cet objectif devrait être une priorité du gouvernement du Canada afin de créer de nouveaux emplois dans le secteur de l'agriculture. Alors que certains participants du Canada atlantique et de l'Ontario rural étaient d'avis que le tourisme écorécréotouristique pourrait créer de nouvelles possibilités économiques dans leurs régions, seulement quelques-uns dans les autres groupes croyaient qu'il s'agissait d'un secteur particulièrement prometteur. D'autres ont mentionné que l'exploitation forestière ou minière durable pourrait offrir des avantages économiques à leurs collectivités respectives.

À la question à savoir si une transition vers une économie verte aiderait ou nuirait à leurs collectivités respectives, les participants avaient des opinions partagées. Alors que dans les groupes de l'Ontario rural, du Québec et du Canada atlantique, la plupart croyaient que cette transition profiterait à leurs collectivités, certains s'attendaient à ce qu'elle pose des difficultés dans les régions rurales ou éloignées où il pourrait y avoir moins de financement pour faciliter la mise en œuvre de pratiques plus durables. Quelques participants dans le Canada atlantique s'attendaient également à ce que la transition soit difficile dans leur région, en raison de ce qu'ils perçoivent comme étant une

infrastructure déficiente (comme les bornes de recharge pour les VEZ) et qui nécessiterait d'importants travaux pour qu'une transition à grande échelle soit possible. Alors que la plupart des participants des Prairies s'entendaient pour dire qu'une transition verte serait avantageuse à long terme, plusieurs s'attendaient à des répercussions négatives à court terme sur leurs collectivités, étant donné la dépendance économique de cette région envers la production de gaz et de pétrole. De nombreux participants à Calgary avaient la même opinion, c'est-à-dire que leur économie locale était fortement axée sur le développement et la production d'énergies non renouvelables, et s'attendaient à ce qu'une transition vers une économie verte apporte son lot de difficultés.

Au sujet des régions rurales, nous avons demandé aux participants s'il était raisonnable selon eux de s'attendre à ce que celles-ci effectuent d'elles-mêmes une transition vers une économie verte. Presque tous les participants s'entendaient pour dire qu'une transition à si grande échelle serait impossible sans un soutien financier important de la part du gouvernement fédéral et de ses homologues provinciaux et territoriaux. Allant plus loin, plusieurs ont parlé de ce qu'ils percevaient comme des coûts initiaux élevés pour les technologies comme les VEZ, les rénovations résidentielles et la production d'énergie renouvelable, et qu'ils considéraient comme irréaliste pour la majorité des résidents des collectivités rurales. Sur la question des VEZ, les participants étaient d'avis qu'il faudrait considérablement améliorer cette technologie afin d'augmenter la capacité de ces véhicules à couvrir de longues distances, à maintenir une bonne tenue sur les routes en mauvais état et dans des conditions météorologiques extrêmes, tous ces facteurs étant les défis habituels de la vie rurale. Alors que la plupart croyaient qu'une transition vers une économie verte était importante pour la viabilité du Canada à long terme, certains s'attendaient à ce que le processus soit graduel et qu'il faille beaucoup de temps pour développer l'infrastructure nécessaire en plus de convaincre la majorité des Canadiens d'adhérer à cette transition vers une plus grande durabilité.

Économie numérique (résidents de l'Ontario rural)

Dans le groupe de l'Ontario rural, les participants ont discuté brièvement des questions liées à l'économie numérique. Lorsque nous leur avons demandé ce qui leur venait à l'esprit en entendant parler d'économie numérique, ceux-ci ont fourni plusieurs réponses, notamment les marchés financiers numériques, le cybercommerce, l'émergence des cryptomonnaies (comme le Bitcoin), le télétravail et les grandes sociétés Web comme Amazon, Netflix et YouTube.

À la question à savoir si les populations rurales canadiennes pourraient tirer profit d'une transition vers une économie numérique, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. En permettant aux gens de travailler de la maison, les participants croyaient qu'une économie numérique offrirait à ces résidents des possibilités de travailler dans différents secteurs (comme la haute technologie). Certains croyaient également qu'une économie numérique et un virage vers le télétravail profiteraient à des secteurs plus traditionnels dans les collectivités rurales, puisque les Canadiens seraient de plus en plus nombreux à s'exiler en campagne puisqu'ils n'auraient plus à se déplacer pour se rendre au travail tous les jours.

Occasions d'emplois (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est)

Les participants dans les Cantons-de-l'Est qui se sont identifiés comme étant des travailleurs à faible revenu ont discuté des possibilités d'emplois dans leur région. Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient qu'il y avait suffisamment de possibilités d'emploi dans leur région pour y vivre confortablement à long terme, la plupart ont répondu par l'affirmative. Plusieurs avaient l'impression que des emplois étaient actuellement disponibles et que de nombreux secteurs affichaient une pénurie de travailleurs. D'autres ont cependant exprimé l'avis que les emplois disponibles n'étaient pas toujours bien rémunérés et dans certains cas, n'offraient pas toujours un revenu suffisant. Cette impression était due surtout au taux d'inflation élevé et à la hausse du coût de la vie dans les dernières années.

Seulement quelques participants ont indiqué qu'ils cherchaient actuellement un nouvel emploi ou l'avaient fait récemment. Interrogés sur ce qu'ils recherchaient chez un employeur éventuel, les participants ont mentionné des salaires plus élevés, des possibilités d'avancement, des avantages sociaux, des horaires flexibles et des pratiques d'entreprise socialement responsables. Presque tous estimaient qu'il était important pour un employeur d'être respectueux de l'environnement, et plusieurs ont précisé que ce serait un facteur dont ils tiendraient compte avant de postuler un nouvel emploi. Quelques participants ont mentionné qu'ils ne travailleraient pas pour une entreprise sans plan environnemental à long terme. Un plus petit nombre avait une autre opinion et croyait que même si l'environnement était une priorité importante, ils ne seraient pas contre l'idée de travailler dans des secteurs économiques potentiellement dangereux (comme l'extraction et le développement des ressources), du moment que les salaires sont assez élevés. Presque tous estimaient important pour un employeur d'être socialement responsable. La plupart ont affirmé qu'ils refuseraient sans doute une offre d'emploi de la part d'une entreprise qui ne s'est pas expressément engagée à cet égard. Alors que de nombreux participants avaient l'impression qu'ils auraient une meilleure opinion des entreprises qui investissent dans les collectivités où elles sont établies, cela ne serait pas suffisant pour déterminer s'ils accepteraient de travailler pour ces employeurs.

Armes à feu (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], locataires de Vancouver, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants de cinq groupes ont discuté des armes à feu, exprimant notamment leur point de vue sur le niveau actuel des crimes commis à l'aide de ces armes au Canada, ainsi que sur les mesures (le cas échéant) que le gouvernement du Canada devrait prendre, selon eux, pour régler ce problème.

Interrogés sur la prévalence des crimes liés aux armes à feu au Canada, la plupart des participants étaient d'avis qu'il ne s'agissait pas d'un problème majeur. De manière générale, ils ont affirmé que ces crimes étaient assez peu fréquents et se limitaient surtout aux grands centres urbains ou à des incidents isolés, comme la fusillade de 2020, en Nouvelle-Écosse. Dans le même ordre d'idées, plusieurs pensaient que les armes à feu posaient beaucoup moins de problèmes au Canada que dans d'autres pays, comme les États-Unis. La plupart avaient l'impression que ce qu'ils voyaient ou entendaient dans les nouvelles à ce sujet se rapportait à des incidents qui avaient eu lieu aux États-Unis plutôt qu'au Canada. Un petit nombre de participants a soulevé des inquiétudes quant au fait qu'il était désormais possible de créer des armes à feu « artisanales », à l'aide de technologies comme l'impression 3D, estimant que cela pourrait accroître leur présence au Canada.

À l'échelle régionale, alors que peu de membres du groupe du Manitoba et des deux groupes de la Colombie-Britannique pensaient que les armes à feu constituaient une préoccupation particulièrement urgente, certains participants du groupe du Québec étaient d'un avis différent et croyaient que les crimes commis avec des armes à feu représentaient un problème croissant. Bien que la plupart des membres du groupe des Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.) aient indiqué que la possession d'armes à feu était assez courante dans la région, cela n'a pas été perçu comme une question particulièrement inquiétante, étant donné l'impression que leur utilisation était principalement liée à la chasse. En discutant de la question de savoir si le taux de crimes commis avec des armes à feu avait augmenté dans leur collectivité au cours des dernières années, la plupart des participants ont indiqué qu'ils n'en savaient pas assez sur cette question pour se prononcer dans un sens ou dans l'autre, alors que certains membres du groupe du Québec et de la ville de Vancouver ont répondu par l'affirmative. Un nombre très restreint de participants pensait que les crimes commis avec des armes à feu avaient diminué ces derniers temps.

En discutant de ce qu'ils estimaient être les principales causes de la violence criminelle armée au Canada, les participants ont mentionné un large éventail de facteurs. Les voici :

- Activités de gangs : Plusieurs étaient d'avis que les crimes commis avec des armes à feu étaient principalement liés aux gangs et que les fusillades ciblées étaient dues à des conflits territoriaux ou à d'autres activités illégales menées par ces groupes. Certains ont affirmé qu'il s'agissait d'un problème particulier pour les jeunes Canadiens qui étaient attirés au sein de ces groupes, exposés à la violence des armes à feu et des gangs et poussés à commettre des crimes à main armée. Les participants ont déclaré qu'il faudrait en faire davantage pour proposer aux jeunes à risque plus d'options en matière de programmes communautaires, estimant qu'ils disposeraient ainsi de solutions de rechange à l'appartenance à un gang;
- Troubles mentaux : Un certain nombre de participants a identifié les problèmes de santé mentale comme l'une des principales causes de ces crimes, affirmant que plusieurs actes violents commis avec des armes à feu sont souvent le fait de personnes atteintes d'un trouble mental. Les participants ont vu une possibilité de combattre les crimes commis avec des armes à feu et la violence en général en améliorant l'accès aux ressources en santé mentale. Ils considéraient qu'un traitement approprié et en temps opportun de la maladie mentale permettrait d'éviter au moins certains actes de violence liés aux armes à feu;

- Dépendances, itinérance et pauvreté : Plusieurs participants étaient également d'avis que des problèmes comme la dépendance, l'itinérance et la pauvreté étaient des facteurs contributifs. Selon certains, les individus qui se trouvent dans ces circonstances peuvent avoir l'impression qu'ils disposent de peu de solutions et recourir à la violence armée par désespoir. Les participants ont donc insisté sur la nécessité de s'attaquer à ces « causes profondes » dans la société;
- Médias sociaux et influence des États-Unis : Certains ont également pointé du doigt les médias sociaux ainsi que la proximité du Canada avec les États-Unis comme facteurs d'influence. Ils pensaient en effet que la prévalence des médias sociaux et la dépendance à leur égard exposaient les Canadiens à un large éventail de points de vue de certaines cohortes « pro-armes » au sein de la société américaine;
- Dépistage limité des troubles mentaux et réglementation inadéquate des armes à feu : Un petit nombre de participants a estimé qu'il faudrait en faire davantage pour renforcer la réglementation des armes à feu au Canada, notamment en ce qui concerne le dépistage des troubles mentaux et d'autres problèmes éventuels chez les futurs propriétaires d'armes à feu, et pour limiter l'accès des jeunes à ces armes. En ce qui concerne ces derniers, il a été estimé que les conséquences pour les personnes de moins de 18 ans qui sont impliquées dans des crimes liés aux armes à feu n'étaient pas suffisamment strictes et que des mesures devraient être prises pour remédier à la situation.

Si certains pensaient que le gouvernement fédéral avait pris des mesures au cours des dernières années pour mettre en œuvre une réglementation plus stricte en matière d'armes à feu au Canada, très peu de participants étaient en mesure de se rappeler des détails, si ce n'est que certaines catégories d'armes (comme les armes « d'assaut ») avaient été limitées ou interdites purement et simplement. Si plusieurs étaient en faveur d'une réglementation accrue visant à interdire ou à bannir un plus grand nombre d'armes à feu, d'une vérification plus rigoureuse des antécédents et de la mise en œuvre d'un système d'enregistrement de toutes les armes à feu, certains doutaient que ces mesures permettent de réduire les crimes commis avec des armes à feu au Canada. La principale préoccupation était que les personnes qui commettent des crimes à main armée étaient susceptibles d'avoir obtenu ces armes illégalement. En tant que tel, le point de vue était que toute amélioration de la réglementation sur les armes à feu aurait principalement un impact sur ceux qui ont obtenu leurs armes légalement, tout en ayant très peu d'influence sur ceux qui achètent des armes illégales ou apportent frauduleusement des armes à feu au Canada. Certains ont également réitéré la nécessité de s'attaquer aux causes fondamentales de la violence liée aux armes à feu, comme les problèmes de santé mentale, la consommation de substances et la toxicomanie, ainsi que d'autres facteurs pouvant favoriser la perpétration de crimes à main armée.

En ce qui concerne les lois canadiennes sur les armes à feu, bien que plusieurs participants les considéraient comme adéquates, un plus petit nombre, néanmoins significatif, croyait que toute action de la part du gouvernement fédéral pour réduire la prévalence des crimes commis avec des armes à feu au Canada serait la bienvenue. Généralement favorables à une réglementation plus stricte des armes à feu, certains membres du groupe comprenant des personnes qui s'identifiaient comme Métis s'inquiétaient toutefois du droit continu des forces de l'ordre de posséder des armes à feu alors que les lois régissant leur possession chez les Canadiens devenaient plus restrictives. Ils estimaient que le

déséquilibre ainsi créé pourrait mener à un abus de pouvoir de la part des personnes chargées de l'application de la loi.

Perspectives relatives à la mise en œuvre d'un gel national des armes de poing (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver], Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal], locataires de Vancouver)

Quatre groupes ont discuté de la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait envisager la mise en œuvre d'un « gel » national des armes de poing. Nous avons demandé aux participants de nous dire ce que ce type de politique pourrait comporter, selon eux. Alors que certains participants estimaient qu'une telle mesure se traduirait principalement par une interruption de l'achat et de la vente d'armes de poing au Canada, la plupart se sont montrés peu convaincus quant aux aspects pratiques et aux réalités d'une telle politique. Lorsque nous leur avons demandé quelle serait, selon eux, la différence entre un gel et une interdiction pure et simple des armes de poing, plusieurs étaient d'avis qu'un gel serait probablement temporaire alors qu'une interdiction aurait un caractère plus permanent. Quelques-uns ont suggéré qu'un gel pourrait également être un précurseur ou une première étape vers une interdiction complète. Certains participants ont exprimé une certaine confusion quant à savoir si un gel des armes de poing empêcherait également les propriétaires d'armes à feu de demeurer en possession des armes de poing achetées antérieurement.

Après avoir indiqué qu'un gel national des armes de poing consisterait à plafonner le marché et à interdire la vente et l'importation d'armes de poing au Canada, les participants ont discuté des répercussions qu'une telle politique pourrait entraîner, selon eux. Si certains étaient d'avis qu'elle aurait un effet positif dans la mesure où elle réduirait probablement la quantité d'armes de poing au Canada, un grand nombre a exprimé des inquiétudes quant à la mise en place d'un gel éventuel. Plusieurs estimaient en effet qu'une telle loi aurait peu ou pas d'effet sur la prévalence des crimes liés aux armes à feu, croyant que toute nouvelle réglementation ne dissuaderait pas ceux qui ont l'intention d'utiliser des armes de poing pour des activités illicites. Les participants ont réitéré le fait que la plupart des personnes qui commettent des crimes à main armée obtiennent probablement leurs armes illégalement et que le gel n'aura aucun impact sur la contrebande d'armes à feu au Canada, par exemple. Certains étaient d'avis qu'un gel des armes de poing pourrait en fait avoir un effet contre-productif, donnant peut-être lieu à une augmentation des achats d'armes de poing parmi ceux qui souhaitent en obtenir une ou avaient l'intention d'en acheter une avant que le gel n'entre en vigueur. Certaines personnes ont également dit craindre la croissance d'un marché d'armes de poing non réglementé et illégal et une prévalence exacerbée de ces activités dans l'avenir.

À la question de savoir s'ils pensaient qu'un gel ou une interdiction constituait la mesure la plus appropriée, plusieurs participants étaient d'avis qu'aucune de ces dispositions ne devait être envisagée pour le moment, estimant que cela aurait un effet minime, voire négatif, sur les crimes commis avec des armes à feu. À l'échelle régionale, si la plupart des Québécois estimaient que l'adoption d'un gel ou d'une interdiction était une mesure appropriée pour le moment, peu de personnes dans les autres groupes étaient du même avis.

Lorsque nous avons demandé aux participants si, selon eux, les politiques relatives aux armes à feu devaient être appliquées de manière uniforme dans tout le Canada ou adaptées aux différentes provinces ou aux milieux urbains, la plupart ont estimé que ces lois devaient être cohérentes dans toutes les provinces et tous les territoires. Affirmant que les crimes commis à l'aide d'armes à feu étaient plus fréquents dans les grands centres urbains, comme Toronto, les participants estimaient généralement que des politiques différentes d'une province ou d'un territoire à l'autre compliqueraient la mise en œuvre de la réglementation sur les armes à feu et iraient à l'encontre du résultat escompté, c'est-à-dire la réduction des crimes à main armée. Un petit nombre d'entre eux avait un avis contraire, soulignant qu'en interdisant la possession de certaines armes à feu dans des centres urbains précis, le gouvernement du Canada pourrait éventuellement réduire l'incidence des crimes à main armée, tout en faisant preuve de sensibilité à l'égard des propriétaires d'armes à feu dans les collectivités rurales et de ceux qui chassent pour le sport, pour contrôler les populations animales ou pour se nourrir.

Nouvelle réglementation sur les armes à feu (résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Le groupe de discussion organisé parmi les personnes résidant dans les T. N.-O. a été mené après l'introduction par le gouvernement fédéral d'une nouvelle législation visant à resserrer davantage la réglementation sur les armes à feu au Canada (le projet de loi C-21), le 30 mai 2022. Les participants ont discuté d'un certain nombre de mesures annoncées dans le cadre de cette politique. Pour plus de clarté, nous avons présenté aux participants les informations suivantes :

Le gouvernement du Canada a déposé un nouveau projet de loi sur le contrôle des armes à feu. Celui-ci comprend les mesures suivantes :

- *Mise en œuvre d'un gel national des armes de poing afin d'empêcher les gens d'apporter au Canada des armes de poing nouvellement acquises ou de les acheter, de les vendre et de les transférer dans le pays;*
- *Révocation des permis d'armes à feu des personnes impliquées dans des actes de violence domestique ou de harcèlement criminel;*
- *Lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu au moyen de sanctions pénales plus sévères, d'outils supplémentaires permettant aux forces de l'ordre d'enquêter sur les crimes commis avec des armes à feu et de mesures de sécurité renforcées aux frontières;*
- *Lutte contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu grâce à une loi « drapeau rouge » qui permettrait aux tribunaux d'exiger que les personnes considérées comme un danger pour elles-mêmes ou pour autrui remettent leurs armes à feu aux forces de l'ordre, tout en assurant la sécurité de la personne qui présente une demande dans le cadre du processus « drapeau rouge », notamment en protégeant son identité. De plus, le gouvernement investira 6,6 millions de dollars pour mieux faire connaître cette nouvelle loi et aider les groupes vulnérables et marginalisés à en consulter les dispositions; et*
- *Exiger la modification des chargeurs d'armes d'épaule pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches; la vente des chargeurs à plus grande capacité serait interdite.*

Pratiquement tous les participants ont réagi positivement à ces initiatives. La plupart ont estimé intuitivement qu'elles étaient sensées et qu'elles se révéleraient probablement efficaces pour résoudre

un certain nombre de problèmes liés aux armes à feu. Certains ont mentionné spécifiquement les aspects de cette législation liés à la violence entre conjoints et à la violence fondée sur le sexe, estimant qu'ils pourraient avoir un impact considérable sur la protection des femmes et d'autres personnes vulnérables à ce type de violence. Interrogés sur le gel des armes de poing en particulier, les participants ont généralement mentionné qu'il n'aurait pas d'impact significatif sur leurs collectivités, la possession d'armes de poing dans le Nord étant rare. Lors de discussions sur les mesures supplémentaires qui pourraient être mises en œuvre dans l'avenir, certains ont souligné que toutes les armes à feu devraient être enregistrées, quel que soit leur type ou leur usage. Un plus petit nombre estimait que des mesures supplémentaires n'étaient pas nécessaires, croyant que la législation proposée était suffisante.

Humeur du public (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, résidents du Canada atlantique)

Quatre groupes ont discuté de l'humeur de la population canadienne et ont répondu à la question à savoir si les Canadiens étaient plus divisés que jamais sur les enjeux importants auxquels le Canada doit faire face. À l'échelle régionale, alors que la plupart des participants de l'Ontario rural croyaient que les Canadiens étaient principalement unis, tous ceux dans le groupe des Prairies et la majorité à Calgary ont répondu que le pays était très divisé en ce moment. Dans le groupe du Canada atlantique, les avis étaient encore plus partagés. Les participants qui croyaient que les Canadiens étaient principalement unis étaient aussi nombreux que ceux qui estimaient que les divisions sociétales avaient pris de l'ampleur dans les dernières années.

Ceux qui croyaient que les Canadiens étaient principalement unis étaient généralement d'avis que même si les personnes ayant des points de vue extrêmes sur plusieurs enjeux étaient de plus en plus nombreuses, elles représentaient néanmoins une minorité de Canadiens. Certains étaient aussi d'avis que même si des divisions existent au Canada, elles ont sans doute toujours été là et ces divergences d'opinions sont tout simplement plus marquées maintenant en raison des réseaux sociaux et leur capacité d'amplifier les perspectives plus extrêmes. Plusieurs s'entendaient pour dire que la population était généralement du même avis sur des sujets importants comme l'abordabilité du logement, le coût de la vie, les services de garde, les soins de santé et le conflit en Ukraine, même si elle ne s'entendait pas nécessairement sur les solutions ou les mesures à prendre pour résoudre ces problèmes.

Parmi les participants qui croyaient que les divisions étaient plus marquées que jamais au Canada, plusieurs étaient d'avis que les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter avaient considérablement contribué à aggraver le problème. À leurs yeux, ces outils de communication avaient permis à ceux qui avaient des opinions extrêmes de rejoindre un auditoire plus vaste et de trouver des personnes partageant les mêmes points de vue, amplifiant ainsi leur message. Plusieurs participants avaient constaté que ces plateformes véhiculaient de fausses informations, en plus de jouer un rôle de premier plan en favorisant les divisions. Quelques-uns s'inquiétaient de voir qu'il y avait de moins en moins de

gens avec des opinions « médianes » sur un certain nombre de questions et que cette polarisation faisait en sorte qu'il était difficile pour les Canadiens de trouver un terrain d'entente. Plusieurs ont mentionné ce qu'ils croyaient être un manque de confiance des Canadiens envers les médias et les différents paliers de gouvernement et qui avait selon eux pris de l'ampleur durant la pandémie de COVID-19. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux sur lesquels les Canadiens étaient le plus divisés, les participants ont fourni des réponses variées, y compris la pandémie, les mesures de santé publique et l'obligation de vaccination, le changement climatique et l'environnement, de même que les questions liées à la reproduction, comme l'avortement.

Alors que plusieurs étaient préoccupés par ces divisions, la plupart n'étaient pas certains s'il y avait des mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour les réduire dans un proche avenir. Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement fédéral devrait faire quelque chose pour réduire les divisions en luttant contre la mésinformation ou la désinformation en ligne, quelques participants du Canada atlantique ont mentionné que les réseaux sociaux (y compris Facebook, Instagram et Twitter) avaient récemment commencé à marquer les publications soupçonnées d'être de la mésinformation, une mesure qui selon eux était un pas dans la bonne direction. Même si la plupart croyaient que ces entreprises étaient responsables de s'assurer de l'exactitude de l'information partagée sur leurs plateformes, très peu de participants étaient favorables à une intervention directe du gouvernement fédéral dans ce dossier.

Budget 2022 – Logement (résidents de l'Ontario rural, résidents de villes de taille moyenne des Prairies, locataires de Vancouver, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Dans quatre groupes, les participants ont discuté des initiatives et des annonces liées à l'abordabilité du logement dont il est question dans le récent budget fédéral de 2022 déposé le 7 avril dernier. Plusieurs étaient au courant du budget et la plupart avaient une impression positive de son contenu. Sur un autre sujet que l'abordabilité du logement, plusieurs ont exprimé leur enthousiasme envers l'annonce d'un programme national de soins dentaires et des efforts continus en vue d'en arriver à une réconciliation avec les peuples autochtones. Une faible proportion de participants étaient insatisfaits de ce qu'ils considéraient être une mesure insuffisante pour contrer la hausse des prix du logement dans leurs collectivités, et le coût de la vie en général.

Quant à l'abordabilité du logement plus particulièrement, presque tous les participants s'entendaient pour dire que le logement était un enjeu des plus importants et plusieurs ont même affirmé que c'était l'enjeu de l'heure au Canada. Plusieurs avaient l'impression que les logements étaient devenus de plus en plus inabordables dans les dernières années et s'inquiétaient pour leurs enfants, les jeunes Canadiens et les autres acheteurs potentiels d'une première maison qui devaient assumer des coûts exorbitants et des mises de fonds élevées. Plusieurs s'entendaient pour dire que l'augmentation des coûts des habitations était principalement due au manque de logements et que la seule solution pour

le gouvernement fédéral de s'attaquer au problème était d'augmenter le nombre de logements disponibles au Canada.

En creusant davantage le sujet, les participants ont fait plusieurs exercices pour évaluer les récentes annonces et initiatives contenues dans le budget, et devaient sélectionner celles qui seraient les plus efficaces pour régler le problème de l'abordabilité du logement. Pour commencer, nous leur avons présenté plusieurs initiatives visant à construire un nombre important de nouveaux logements au Canada, notamment :

- *Un nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements;*
- *Réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires;*
- *Investir 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements;*
- *Un investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale;*
- *Un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement qui contribue à créer de nouveaux logements ainsi qu'à réparer des logements existants pour les personnes à faible revenu;*
- *Des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits;*
- *Un investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts aux projets de coopératives d'habitation;*
- *Des fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord.*

L'annonce d'un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le Fonds national de co-investissement pour le logement a reçu un appui important dans tous les groupes. Plusieurs étaient d'avis que cette initiative représentait l'investissement le plus considérable du budget en matière de logement et qu'elle aiderait le plus grand nombre de gens. De nombreux participants ont accueilli favorablement l'idée d'offrir un financement pour réparer les logements existants, et ont mentionné qu'il s'agissait d'une grande priorité.

Le nouveau Fonds pour accélérer la construction de logements qui versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements au Canada a également plu à un grand nombre de participants qui ont qualifié cette initiative de prometteuse. Plusieurs ont réitéré que le manque de logements était la principale cause de la crise actuelle et ont ajouté que cette initiative pourrait grandement contribuer à résoudre le problème. Plusieurs avaient espoir que cette initiative

offre des options supplémentaires de logements abordables aux Canadiens et en particulier, aux personnes à faible ou moyen revenu qui peinent déjà à joindre les deux bouts.

De nombreux participants s'entendaient également pour dire que l'initiative qui vise à attribuer des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits était un élément prometteur de la stratégie du gouvernement fédéral en matière de logement. Au sujet de cette initiative, les participants ont bien accueilli l'idée de faire participer le secteur privé, ce que plusieurs considéraient comme nécessaire compte tenu de l'ampleur des problèmes liés au logement à l'heure actuelle. Quelques-uns craignaient de voir les prix revenir aux taux du marché après un certain temps et ont suggéré de mettre en place des balises et un système de surveillance pour s'assurer que ces logements demeurent abordables à long terme. Quelques-uns se sont demandé comment ces nouveaux logements locatifs seraient attribués puisqu'il y aurait probablement une forte demande à laquelle il faudrait répondre.

L'initiative qui vise l'investissement additionnel de 750 millions de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements a été bien accueillie par les participants. Plusieurs étaient d'avis que cette initiative encouragerait les villes et les collectivités à construire plus de logements tout en fournissant l'infrastructure nécessaire pour soutenir cette croissance. Quelques participants, en particulier dans le groupe de Vancouver, étaient d'avis que cette initiative pourrait contribuer à alléger la congestion sur les principaux axes routiers en offrant à plus de gens la possibilité d'utiliser le transport en commun pour leurs déplacements quotidiens.

Les initiatives ciblées, comme l'investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale ont aussi été qualifiées d'importantes par de nombreux participants, surtout dans les Prairies, les Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) et en Ontario. Certains étaient d'avis que le logement devrait être considéré comme un droit humain que devraient avoir tous les Canadiens, y compris les populations marginalisées. Il a été suggéré que s'ils avaient accès à des logements abordables, plusieurs de ces personnes pourraient profiter de cette stabilité pour affronter d'autres défis, comme les troubles de santé mentale ou les difficultés financières.

L'investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada a obtenu un appui limité dans la plupart des groupes, sauf dans les territoires du Nord. Dans ce dernier groupe, plusieurs participants s'entendaient pour dire que les coopératives d'habitation étaient une autre façon d'accéder à la propriété qui pourrait être utile pour les résidents du Nord et du reste du Canada. L'annonce de fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord a reçu un appui considérable des participants de cette région qui croyaient que cet argent leur permettrait d'avoir un meilleur accès à des logements abordables et bien entretenus. Dans les autres groupes, très peu de participants ont fait des commentaires, positifs ou négatifs, sur cette initiative.

Un nombre très restreint de participants ont trouvé particulièrement utile l'initiative visant à réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements

supplémentaires. Lorsque nous leur avons demandé pourquoi le gouvernement fédéral ne devrait pas mettre en place cette initiative, certains s'inquiétaient à l'idée qu'on réduise ou qu'on réaffecte les fonds destinés aux projets d'infrastructure qui pourraient avoir une importance capitale pour ces collectivités.

Les participants ont ensuite discuté d'une autre série de priorités concernant l'abordabilité du logement et la création de nouveaux moyens pour faciliter l'accès à la propriété pour les Canadiens. Nous leur avons présenté les initiatives suivantes :

- *Le Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition;*
- *Le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation qui double, passant de 5 000 \$ à 10 000 \$;*
- *Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable;*
- *L'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens et Canadiennes sans conjoint ou conjointe;*
- *Un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat;*
- *Un investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans.*

Parmi ces initiatives, celles qui concernaient les acheteurs d'une première maison ont reçu un fort appui dans la plupart des groupes. En ce qui concerne l'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, de nombreux participants étaient d'avis que cette initiative faciliterait l'accès à la propriété pour les célibataires. Ils s'entendaient également pour dire qu'à l'heure actuelle, il est extrêmement difficile d'acquérir une propriété à moins d'avoir deux salaires et qu'une aide supplémentaire était requise pour aider les célibataires canadiens qui souhaitent acheter leur première maison. Plusieurs croyaient que ce programme aiderait particulièrement les jeunes canadiens qui sont nombreux à avoir de la difficulté à accéder au marché du logement.

L'annonce du nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition a aussi suscité des réactions favorables chez les participants. Plusieurs avaient l'impression que cette initiative pourrait être particulièrement utile pour les jeunes qui ont un horizon de placement plus long en leur fournissant un moyen additionnel d'épargner le montant de la mise de fonds pour l'achat d'une première maison. D'autres craignaient par contre que ce programme contribue à une hausse additionnelle des prix des logements si la question de l'offre demeurait sans réponse.

Dans tous les groupes, quelques participants étaient favorables à la proposition qui vise à doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$. Dans le

groupe composé de locataires à Vancouver, plusieurs appuyaient fortement ce programme, et certains s'attendaient à ce qu'il leur soit personnellement très utile.

La proposition d'affecter un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat a également reçu un appui considérable, particulièrement en Ontario. Les participants étaient généralement enthousiastes envers le concept de location avec option d'achat qui selon eux représente un autre moyen d'acquérir une propriété en permettant aux Canadiens de se constituer un avoir sans qu'il soit nécessaire de verser une grosse mise de fonds. Certains avaient l'impression que pour plusieurs, le prix du loyer était trop élevé pour leur permettre d'épargner en vue de la mise de fonds, et que ce programme permettrait de réduire la pression financière exercée sur eux. Dans tous les groupes, de nombreux participants ont mentionné qu'ils pourraient éventuellement se prévaloir du programme de location avec option d'achat.

Même si plusieurs s'entendaient pour dire que l'investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans constituait des initiatives valables, quelques-uns étaient d'avis que ces questions étaient les plus pressantes à l'heure actuelle. Bien que quelques-uns doutaient de la valeur économique d'un tel programme, l'ensemble des participants croyaient que c'était la bonne chose à faire.

La proposition visant à verser un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable a reçu un appui très limité, plusieurs participants s'entendant pour dire qu'elle n'aurait probablement aucun impact tangible, ou très peu. Plusieurs ont parlé négativement de cette initiative puisque selon eux, le montant était nettement insuffisant pour résoudre le problème des coûts élevés du logement pour les Canadiens.

Les participants ont ensuite évalué une troisième série d'initiatives liées cette fois à la protection des Canadiens sur le marché du logement. Les initiatives qui leur ont été présentées étaient les suivantes :

- *Mettre fin aux offres à l'aveugle (les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres);*
- *Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures);*
- *Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans;*
- *De nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier);*
- *Rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes (une cession de contrat de vente est une opération par laquelle un vendeur vend ses intérêts dans une propriété avant d'en prendre possession).*

Dans l'ensemble, toutes les initiatives ont reçu un appui considérable, plusieurs participants s'accordaient pour dire qu'elles auraient sans doute un impact positif sur les Canadiens et sur le

marché du logement. De plus, lorsque nous leur avons demandé s'il conviendrait de laisser tomber l'une ou l'autre, les participants ont exprimé leur appui pour les cinq propositions qui, selon eux, étaient toutes importantes.

Plusieurs ont particulièrement bien accueilli l'initiative qui vise à rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés à des fins d'investissements plutôt que d'habitations résidentielles. Certains participants trouvaient inacceptable que des maisons soient laissées vacantes alors que de nombreux Canadiens vivaient des situations de précarité du logement ou d'itinérance. D'autres ont ajouté que cette initiative empêcherait les spéculateurs d'utiliser le marché canadien de l'habitation comme véhicule de placement. Selon eux, il s'agit de la principale cause de la hausse des prix du logement dans plusieurs régions du pays.

Plusieurs ont réagi favorablement à l'idée de créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-éviictions ». Dans presque tous les groupes, les participants étaient au courant de cette pratique. Certains en avaient déjà fait les frais alors que plusieurs autres connaissaient quelqu'un qui en avait été victime. Plusieurs croyaient que cette pratique était de plus en plus répandue et représentait un problème de taille dans leurs collectivités, et qu'en allant de l'avant avec cette initiative, le gouvernement fédéral assurerait aux locataires une plus grande stabilité, tout en les aidant à se créer un plan de logement à long terme.

Les participants étaient généralement partagés quant à la décision du gouvernement du Canada d'interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans. À l'échelle régionale, même si elle a obtenu un appui considérable de la part des résidents de Vancouver, cette initiative a connu moins de succès dans les autres groupes. Ceux en faveur de cette interdiction croyaient que dans plusieurs cas, les acheteurs étrangers profitaient du marché canadien du logement pour acheter des propriétés à des fins de placement plutôt que de logement résidentiel. Plusieurs autres avaient l'impression que la plupart de ces acheteurs étrangers utilisaient ces propriétés pour de la location à court terme ou les laissaient carrément vacants. Bien qu'en accord avec cette initiative, quelques participants étaient également d'avis qu'il s'agissait uniquement d'une solution temporaire et qu'une interdiction permanente serait souhaitable. Un certain nombre de participants voyaient cette initiative d'un mauvais œil, certains craignaient qu'elle crée de la discrimination à l'égard des acheteurs étrangers et qu'on l'utilise pour alimenter le sentiment populiste des Canadiens envers les immigrants et autres nouveaux arrivants. Un petit nombre était également préoccupé par les implications d'une telle politique à l'égard des personnes racialisées qui pourraient être touchées de façon disproportionnée par cette interdiction.

Un grand nombre de participants étaient également en faveur de la proposition qui vise à mettre fin aux offres à l'aveugle, une pratique qui, selon eux, était souvent utilisée pour gonfler artificiellement les prix de l'immobilier. Plusieurs y voyaient un problème et quelques-uns se rappelaient d'avoir vu récemment dans leurs quartiers des propriétés vendues à un prix beaucoup plus élevé que celui demandé. D'autres ont ajouté que la pratique des offres à l'aveugle était potentiellement dangereuse puisqu'elle encourage les gens à prendre de plus grands risques et à présenter des offres au-delà de leur fourchette de prix afin d'encherir sur les autres acheteurs potentiels.

Bien que généralement moins populaire, l'initiative qui consiste à introduire de nouvelles règles fiscales pour décourager les flips immobiliers a aussi reçu l'appui des participants. Certains se rappelaient d'avoir vu des propriétés réinscrites à de multiples reprises, à un prix plus élevé chaque fois, et croyaient que cela avait pour effet d'augmenter les prix des autres propriétés dans le même quartier.

Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient de l'ensemble de ces initiatives, quelques participants sont demeurés ambivalents. Même si plusieurs étaient enthousiastes à l'idée que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour s'attaquer à l'abordabilité du logement, d'autres croyaient que ce ne serait pas suffisant pour résoudre les problèmes de logement auxquels sont confrontés les Canadiens. Certains étaient d'avis que bien qu'elles puissent être utiles, ces initiatives auraient dû être mises en œuvre bien avant. De nombreux participants s'entendaient pour dire qu'elles n'allaient pas assez loin et qu'il faudrait redoubler d'efforts pour accroître le nombre de logements disponibles. Quelques-uns, en particulier à Vancouver, étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait en faire plus pour décourager d'utiliser ces propriétés comme véhicules de placement plutôt qu'en logements résidentiels. Certains ont fait valoir que si le problème n'était pas réglé, les prix de l'immobilier demeureraient sans doute élevés dans un avenir prévisible. Quelques résidents des régions rurales craignaient que ces initiatives aient un impact limité sur la situation du logement dans leurs collectivités et que les grands centres soient probablement les principaux bénéficiaires de ces nouvelles politiques.

À la question à savoir s'il était réaliste de croire que le gouvernement du Canada serait en mesure de mettre en œuvre toutes ces initiatives, plusieurs participants étaient pessimistes. De plus, certains avaient l'impression qu'on avait déjà pris des engagements similaires en matière de logement abordable dans le passé et que peu d'efforts avaient été faits pour améliorer la situation. Plusieurs se sont demandé si ces initiatives réussiraient à remédier aux problèmes de logement à court terme et croyaient que des mesures plus urgentes s'imposaient. D'autres ont suggéré une approche à plusieurs niveaux, de manière à ce que le gouvernement fédéral travaille avec ses homologues provinciaux et territoriaux pour élaborer des stratégies visant à mettre en œuvre ces nouvelles initiatives dans les plus brefs délais.

Priorités en matière de langues officielles (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, résidents de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal [excepté Montréal])

Deux groupes composés de francophones résidant au Québec ont passé en revue un certain nombre de priorités en matière de langues officielles que le gouvernement fédéral pourrait établir pour mieux soutenir les collectivités francophones du Canada et en ont discuté.

Pour commencer, la liste de priorités qui suit a été présentée aux participants et nous leur avons demandé de préciser ce sur quoi le gouvernement du Canada devait se concentrer, selon eux :

- *Créer une stratégie pour soutenir les entrepreneurs au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire;*
- *S'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal;*
- *S'assurer que le secteur privé offre des services dans la langue officielle de choix des Canadiennes et des Canadiens;*
- *Garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada;*
- *Augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec;*
- *Investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion française et de français langue seconde dans tout le pays.*

Les participants se sont concentrés sur deux priorités en particulier. Tout d'abord, nombre d'entre eux étaient fermement convaincus qu'il était important de veiller à ce que tous les Canadiens aient la possibilité d'être entendus et compris par un juge dans la langue officielle de leur choix s'ils se trouvaient mêlés à une procédure judiciaire. Les participants ont estimé que, compte tenu de l'importance de toute question juridique (en particulier celles qui sont soumises aux tribunaux), les Canadiens devraient pouvoir communiquer dans la langue officielle avec laquelle ils sont le plus à l'aise. Certains ont exprimé des inquiétudes quant au fait que, dans de telles circonstances, toute discussion menée dans une langue que les parties en cause ne maîtrisent pas pourrait compromettre sérieusement leur capacité à présenter les éléments factuels pertinents. Dans un contexte plus large, les participants ont soulevé des questions concernant les immigrants qui ne parlent pas couramment l'une ou l'autre des langues officielles, formulant des commentaires sur le degré de stress subi par ceux qui doivent se présenter devant un tribunal. De même, certains participants étaient d'avis que les plaideurs autochtones avaient également le droit fondamental de s'attendre à ce que les procédures judiciaires soient effectuées dans leur propre langue.

Garantir l'égalité des langues anglaise et française au Canada a également été identifié comme une priorité par de nombreux participants. Dans les deux groupes, ils ont parlé de la prédominance de l'anglais dans plusieurs du Canada, y compris à Montréal. Certains ont fait remarquer que les francophones sont souvent priés de s'exprimer en anglais, alors que l'inverse ne se produit généralement pas. On a également estimé qu'à tout le moins, les organismes gouvernementaux de tous les niveaux devraient être prêts à offrir des services dans les deux langues officielles, partout au Canada. Parallèlement à cela, plusieurs ont affirmé que le fait de garantir l'égalité de la langue française à l'extérieur du Québec pourrait s'avérer un défi, étant donné la proportion relativement importante d'anglophones dans l'ensemble de la population canadienne.

Les autres priorités ont reçu beaucoup moins d'attention de la part des participants. Ceux qui ont indiqué qu'il était important d'investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion française et de français langue seconde partout au pays estimaient qu'une telle initiative contribuait à favoriser une plus grande égalité entre les deux langues officielles, particulièrement à l'extérieur du Québec. Les participants ont souligné que de nombreux francophones parlent un anglais adéquat ou passable,

mais qu'on ne pouvait pas en dire autant de la plupart des anglophones en ce qui concerne leur maîtrise du français. À ce chapitre, ils étaient également favorables à ce qu'une meilleure formation en langue française soit offerte aux enfants et aux adultes. Le sentiment était que des investissements de cette nature étaient essentiels à la conservation de la langue et de la culture françaises.

Pour conclure ces discussions, nous avons demandé aux participants s'ils étaient d'avis qu'il manquait quelque chose à cette liste et si le gouvernement du Canada pouvait en faire davantage pour protéger ou promouvoir la langue française au pays. Peu de commentaires supplémentaires ont été formulés, bien que certains aient profité de l'occasion pour réitérer le besoin de renforcer l'enseignement du français dans les écoles et de faciliter l'accès à un éventail de cours offerts en français. Certains participants ont estimé que tous les Canadiens devraient, à un moment donné de leur vie, être tenus de suivre au moins un cours d'écriture en anglais ou en français et que cela leur permettrait de connaître au moins les fondements de l'une des deux langues officielles et d'améliorer leur compréhension de ces langues. Cette suggestion a été présentée comme une solution de rechange à l'immersion totale qui, selon quelques participants, pourrait représenter un trop grand défi pour certains Canadiens.

Changements climatiques et environnement (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement, résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Ce groupe de participants, identifié comme étant préoccupé par les répercussions potentielles des changements climatiques, a discuté d'un certain nombre de questions liées à l'environnement. Il s'agissait notamment d'initiatives et d'annonces axées sur la réduction des émissions de carbone et les technologies vertes, comme les véhicules à zéro émission (VZE).

Émissions de carbone (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement)

Pour lancer ces conversations, nous avons demandé aux participants s'ils avaient déjà entendu parler des technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone, notamment de leur fonctionnement et de leur utilisation possible. Aucun participant n'en avait entendu parler, mais un petit nombre pensait que ces technologies pourraient être liées à la récente promesse du gouvernement du Canada d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Pour plus de clarté, nous avons présenté aux participants les informations suivantes :

Le CUSC (captage, utilisation et stockage du carbone) est un ensemble de technologies qui captent le dioxyde de carbone (CO₂). Une fois capté, le CO₂ est ensuite comprimé et transporté pour être stocké de manière permanente dans des formations géologiques souterraines (par exemple, des aquifères salins, des réservoirs de pétrole), ou utilisé pour créer des produits tels que du béton et des carburants

synthétiques à faible teneur en carbone. Les technologies de CUSC peuvent atteindre des « émissions négatives » en retirant le CO₂ de l'air (captage direct dans l'air) ou de sources d'énergie tirées de la biomasse, en stockant ensuite le CO₂.

À la question de savoir quels impacts, le cas échéant, ces projets pourraient avoir au Canada, les participants ont exprimé diverses opinions. Alors que certains estimaient que cette technologie pourrait s'avérer utile pour atténuer les effets des émissions de gaz à effet de serre, quelques-uns pensaient qu'il fallait se concentrer davantage sur la réduction totale de ces émissions plutôt que sur les moyens de limiter leur impact. Certains ont également mentionné les avantages potentiels des technologies de CUSC pour l'industrie de la construction, dont le fait de contribuer à la création de matériaux de construction comme le béton, pour lesquels il existerait une forte demande à l'heure actuelle. Plusieurs ont également souligné que l'utilisation généralisée de ces technologies positionnerait le Canada comme un leader parmi ses pairs internationaux en matière de durabilité et d'innovation environnementales. D'autres étaient plus sceptiques, croyant que ces projets ne permettraient pas de remédier aux dommages généralisés causés par les émissions de carbone et qu'une réduction radicale était nécessaire à cet égard pour que des progrès soient réalisés. Quant à savoir si le gouvernement du Canada devrait encourager un plus grand nombre de projets de ce type, la plupart étaient incertains, estimant qu'ils ne connaissaient pas suffisamment la technologie pour déterminer si cela constituerait une utilisation efficace des ressources fédérales. Personne n'était au courant de mesures fédérales récentes visant à promouvoir les projets de captage et de stockage du carbone.

En ce qui a trait au récent budget fédéral de 2022, les participants ont été informés que le gouvernement du Canada avait annoncé l'introduction d'un crédit d'impôt remboursable pour compenser les coûts des entreprises qui achètent et installent des équipements pour le captage, le transport et le stockage du carbone. Ce crédit d'impôt fournira un montant estimé à 2,6 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, et à 1,5 milliard de dollars chaque année par la suite, jusqu'en 2030. Par ailleurs, les participants ont appris que les projets visant à capter les émissions, mais à extraire ensuite davantage de pétrole du sol ne seraient pas admissibles à ce programme. Bien que certains aient demandé des informations supplémentaires, plusieurs ont estimé qu'il s'agissait d'une initiative positive à première vue, dans la mesure où la majorité des mesures incitatives était destinée aux entreprises établies au Canada. Quelques-uns étaient d'avis qu'il faudrait faire davantage pour promouvoir cette initiative, croyant que la plupart des Canadiens ne sont pas au courant. De plus, certains ont indiqué que des incitatifs financiers similaires devraient également être offerts aux petites entreprises et aux ménages qui investissent dans les technologies vertes et les rénovations, estimant que cela représente également des coûts importants qui devraient être subventionnés par le gouvernement fédéral.

Pour ce qui est du secteur pétrolier plus particulièrement, les participants ont été invités à dire quelle responsabilité, le cas échéant, les sociétés pétrolières et gazières devraient avoir en matière de réduction des émissions de carbone au Canada. La plupart ont indiqué qu'elles devraient être responsables de la réduction de l'impact de leurs activités sur l'environnement, mais selon l'avis de plusieurs, il était peu probable que les sociétés pétrolières et gazières prennent ces mesures

d'elles-mêmes, estimant qu'elles attendraient l'adoption d'une réglementation plus stricte par le gouvernement fédéral.

Peu de participants connaissaient les termes « pétrole carboneutre ». Pour faciliter la conversation, les participants ont été informés qu'il s'agit de projets de production pétrolière qui compensent toutes les émissions de gaz à effet de serre produites au cours du processus d'extraction. Cela peut être réalisé par la réduction des émissions ou la mise en œuvre de méthodes permettant d'absorber le dioxyde de carbone de l'atmosphère et de compenser les émissions restantes. Si la plupart des participants s'attendaient à ce qu'une transition vers des pratiques qui favorisent la carboneutralité des sociétés pétrolières et gazières aide le Canada à atteindre ses objectifs en matière d'émissions dans l'avenir, certains pensaient qu'il faudrait également s'attaquer à d'autres sources d'émissions (comme les industries et les automobiles) plutôt que de se limiter au processus d'extraction.

En discutant des récentes hausses substantielles du prix de l'essence au Canada, que l'on estime être dues en partie à la crise en Ukraine, nous avons demandé aux participants si les événements récents les avaient incités à revoir leur position sur la production pétrolière nationale. Plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient quelque peu changé d'avis, soulignant que, malgré le fait qu'une transition écologique demeure importante, le gouvernement fédéral devrait peut-être davantage accorder la priorité à la production de pétrole et de gaz au Canada. Certains ont estimé que le Canada devrait peut-être utiliser une plus grande partie de ses ressources nationales à court terme, notamment en reprenant les discussions avec les États-Unis concernant les projets de pipelines transnationaux comme Keystone XL. Un plus petit nombre était d'un autre avis, affirmant qu'au lieu de se concentrer sur des solutions comportant une augmentation de la production pétrolière, le gouvernement du Canada devrait se tourner vers le développement d'une plus grande infrastructure de transport public à l'échelle nationale. Les participants étaient d'avis que cela s'avérerait une solution éventuelle pour le transport collectif, tout en diminuant les émissions et la dépendance à l'égard des sources de carburant non renouvelables.

Véhicules zéro émission (résidents de villes de taille moyenne du Québec soucieux de l'environnement)

Les participants de ce groupe se sont également vu poser une série de questions relatives aux VZE. Tous connaissaient cette technologie, plusieurs ayant récemment vu ou lu quelque chose ou entendu parler de cette question dans des communications du gouvernement fédéral ainsi que dans les médias. Certains ont formulé des commentaires négatifs sur ce qu'ils considéraient comme le prix élevé de ces véhicules, estimant que leur coût est prohibitif pour de nombreux Canadiens. Quelques-uns avaient également entendu dire qu'il y avait actuellement une pénurie de matériaux utilisés pour la fabrication des batteries de VZE et que cela contribuait à l'augmentation du coût de ces véhicules. Si les participants connaissaient le soutien du gouvernement fédéral aux VZE en général, peu d'entre eux étaient au courant d'initiatives ou d'annonces précises liées à la fabrication de ces véhicules au Canada. Bien que peu d'entre eux aient entendu dire qu'il était prévu d'ouvrir une usine de VZE au Canada, la plupart avaient l'impression que ces véhicules étaient principalement fabriqués ailleurs. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant d'investissements fédéraux liés à la

construction d'une plus grande quantité de stations de recharge pour ces véhicules, personne n'était au courant. Certains participants ont indiqué qu'ils avaient remarqué une augmentation de ces stations dans leur collectivité au cours des dernières années, mais la plupart ne savaient pas dans quelle mesure le gouvernement fédéral avait participé au financement de cette infrastructure. Aucun participant n'était au courant d'initiatives récentes liées aux VZE annoncées dans le cadre du budget fédéral de 2022.

Bien qu'aucun participant n'ait été propriétaire d'un VZE (à l'heure actuelle ou dans le passé), la plupart ont indiqué qu'ils envisageraient d'en acheter un dans l'avenir. Pour eux, les avantages environnementaux et les économies de carburant constituaient les principales raisons de leur intérêt à acheter un VZE. Certaines préoccupations à l'égard de ces véhicules ont toutefois été soulevées et quelques participants ont rappelé le coût initial élevé que représente l'achat d'un VZE. En outre, certains pensaient que l'incapacité perçue de ces véhicules à atteindre les zones rurales et à faire face à des conditions météorologiques extrêmes devrait être résolue avant qu'ils investissent dans un VZE. Bien que la plupart des participants estimaient que les VZE représentaient un outil important dans la lutte contre les changements climatiques, un petit nombre d'entre eux a exprimé des inquiétudes quant à la capacité de se débarrasser en toute sécurité des batteries qui alimentent ces véhicules, affirmant que les déchets qui en résultent pourraient avoir un impact sérieux sur l'environnement. Cela étant dit, pratiquement tous les participants ont déclaré que le gouvernement du Canada devrait investir davantage dans les VZE, estimant que c'était probablement la direction vers laquelle l'industrie automobile se dirigeait. En discutant de la performance du gouvernement fédéral à ce jour sur ce front, la plupart ont déclaré qu'il était sur la bonne voie dans ses efforts pour accroître la fabrication de VZE au Canada et augmenter le nombre de bornes de recharge pour ces véhicules. Presque tous les participants étaient d'avis qu'il faudrait en faire davantage pour rendre ces véhicules plus abordables si l'on veut que la transition vers les VZE se fasse à grande échelle.

Les pêches (résidents du Canada atlantique)

Les participants du groupe du Canada atlantique ont discuté brièvement des enjeux liés à l'industrie de la pêche dans la région. Certains participants avaient entendu parler de la possibilité qu'un gel soit imposé à la pêche de certains stocks de poissons, mais peu d'entre eux étaient au courant des réductions proposées des quotas de pêche au hareng par Pêches et Océans Canada (MPO). En ce qui concerne leurs réactions à ces potentielles réductions, les participants avaient généralement des avis partagés. Alors que beaucoup pensaient que ces réductions étaient nécessaires pour favoriser la durabilité à long terme du stock, un nombre considérable ont également insisté sur l'importance que revêt le secteur pour l'économie du Canada atlantique et recommandaient au gouvernement fédéral d'offrir des soutiens financiers aux personnes dont le gagne-pain risquait d'être compromis par ces possibles réductions de quotas. Devant les préoccupations liées à la surpêche et aux dommages environnementaux à long terme, ils étaient nombreux à penser qu'une réduction des quotas de pêche était inévitable, mais estimaient qu'il était possible d'atténuer les conséquences économiques d'une telle décision en offrant des possibilités d'emploi ou de formation axée sur des compétences aux travailleurs du secteur.

Invités à décrire la performance du gouvernement du Canada pour ce qui est de soutenir l'industrie de la pêche, de nombreux participants hésitaient à se prononcer, estimant ne pas connaître suffisamment le secteur ou les soutiens en place pour bien évaluer cet aspect. Selon plusieurs participants, il existait des programmes fédéraux pour aider à soutenir l'industrie, mais aucun d'entre eux n'en connaissait les mesures ou les initiatives. À la question visant à savoir ce qu'ils souhaitaient que le gouvernement du Canada fasse pour mieux soutenir l'industrie de la pêche, les participants ont formulé peu de suggestions. Quelques-uns ont toutefois proposé d'affecter des ressources supplémentaires à la recherche et à l'innovation en matière de pratiques de pêche durables. Cela allait aider selon eux à créer une voie viable pour l'avenir de l'industrie, qui s'harmoniserait avec des objectifs plus vastes de durabilité à long terme.

La relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de la grande région de Vancouver [excepté Vancouver])

Ce groupe, formé de membres de la diaspora chinoise canadienne, a pris part à une discussion sur la relation du gouvernement du Canada avec la Chine. Invités à décrire la relation actuelle entre les deux pays, beaucoup pensaient qu'elle était surtout négative, la jugeant tendue et distante depuis quelques années. Questionnés sur les facteurs ayant fait en sorte que la relation avait changé, de nombreux participants ont nommé les événements entourant l'extradition de la directrice financière de Huawei Technologies comme principale cause de détérioration de la relation sino-canadienne. Les participants ont ajouté que la dégradation des relations entre la Chine et d'autres pays, dont les États-Unis, avait peut-être contribué à la perception de tensions grandissantes. Quelques participants croyaient que l'interdiction d'utiliser du matériel du fabricant chinois Huawei Technologies dans les réseaux 5G du Canada avait dégradé encore plus les relations avec la Chine.

Compte tenu de ces difficultés, les participants espéraient que les deux pays finiraient par régler leurs différends et se rapprocher. Interrogés à savoir si le gouvernement du Canada devrait essayer de renforcer sa relation avec la Chine, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Beaucoup de participants souhaitaient l'établissement de liens plus étroits avec la Chine, plusieurs citant de possibles avantages économiques pour justifier leur position. Les participants savaient que la Chine est un partenaire commercial essentiel du Canada et croyaient que le renforcement de la relation se traduirait probablement par une plus grande prospérité économique pour la population canadienne.

Malgré leur enthousiasme à l'idée d'essayer de tisser des liens plus étroits avec la Chine, les participants pensaient également que la relation avec les États-Unis était très importante et devait être prise en compte. De l'avis de certains, toute tentative visant à consolider les liens avec la Chine pouvait susciter des craintes chez les dirigeants américains et les efforts en ce sens ne devaient pas se faire au détriment des relations existantes entre le Canada et les États-Unis. Préoccupés par la situation des droits de la personne en Chine, quelques participants ont souligné à quel point il était important que le gouvernement du Canada prenne position dans ce dossier, même si cela risquait d'envenimer encore plus la relation.

Personnes vivant avec un handicap

(personnes handicapées de Windsor)

Les problèmes auxquels sont confrontées les personnes handicapées au Canada ont été abordés dans un groupe formé de gens vivant avec un handicap. Les participants ont parlé de certains des défis les plus fréquents auxquels ils font face et de l'impact qu'ils ont sur leurs activités quotidiennes. Voici certains des enjeux qu'ils ont mentionnés :

- L'accessibilité – De nombreux participants, à commencer par ceux en fauteuil roulant, éprouvaient de la difficulté à circuler dans les environnements urbains. Certains jugeaient préoccupant le fait que les personnes vivant avec un handicap avaient souvent difficilement accès aux espaces publics et aux bâtiments, même dans les quartiers et immeubles qui se conformaient aux normes d'accessibilité municipales en vigueur. D'après des participants, il était impératif de revoir ces normes d'admissibilité et de les renforcer, car les promoteurs n'en respectaient souvent que les exigences minimales et faisaient généralement piètre figure quand venait le temps de répondre aux besoins particuliers de nombreuses personnes en situation de handicap. Ce problème touchait autant les entreprises du secteur public que les logements privés (y compris ceux conçus pour les personnes handicapées). Aux yeux de plusieurs participants, ces difficultés nuisaient à leur capacité de mener leurs activités quotidiennes. Aussi, ils étaient nombreux à enjoindre au gouvernement fédéral d'en faire plus pour établir des normes d'accessibilité nationales mieux adaptées aux besoins des personnes vivant avec un handicap;
- La difficulté à se déplacer – Les problèmes de mobilité de certains empiraient en hiver, surtout après d'importantes chutes de neige. Les municipalités devraient en faire plus à leur avis pour déneiger et déglacer fréquemment les rues et les trottoirs des villes, par déférence pour les personnes qui utilisent des aides à la mobilité, comme un déambulateur ou un fauteuil roulant;
- La gestion de la douleur et les problèmes sensoriels – Des personnes ont parlé des effets néfastes de la douleur chronique et de la fatigue, entre autres, sur leur capacité à travailler, à socialiser et à vaquer à leurs activités quotidiennes. Quelques-unes d'entre elles les ressentaient tous les jours et celles qui en souffraient à une fréquence moins prévisible ont mentionné que certaines journées étaient meilleures que d'autres. De rares participants ont fait état des effets débilissants sur leur santé de la pollution acoustique en ville, notamment celle causée par la circulation, les travaux de construction et les alertes en cas d'incendie.

De manière plus générale, bon nombre des participants souhaitaient qu'on s'attaque davantage aux problèmes vécus par les personnes en situation de handicap dans une optique individuelle, car les difficultés tendent à varier fortement d'une personne à l'autre. À leur avis, une « approche universelle » en la matière était habituellement insuffisante et ils invitaient les décideurs et les urbanistes à tâcher de mieux comprendre la nature unique des enjeux propres aux personnes vivant avec un handicap. Pour plusieurs, une approche plus individualisée aiderait davantage les personnes handicapées à devenir autonomes, de sorte qu'elles pourraient mieux mettre à profit leurs compétences et contribuer de manière plus enrichissante à leurs communautés.

Invités à décrire leur état actuel de bien-être et leur qualité de vie, plusieurs ont dit avoir éprouvé des difficultés financières, particulièrement dans la foulée de la pandémie de COVID-19. Questionnés plus longuement à ce sujet, les participants disaient avoir eu à assumer des coûts supplémentaires pour obtenir des soins ou un traitement adaptés à leur situation de handicap durant la pandémie, alors que certains avaient aussi été touchés par le ralentissement économique et la rareté des emplois qu'elle avait occasionnés. Il leur semblait que les personnes vivant avec un handicap avaient été plus durement touchées par ces enjeux. Bon nombre ont dit dépendre grandement du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH), mais plusieurs d'entre eux estimaient qu'il était insuffisant pour combler leurs besoins financiers. Une forte proportion de participants ont soulevé la difficulté à avoir un logement abordable. Certains cohabitaient toujours avec leurs parents faute d'avoir trouvé un logement accessible convenant à leur budget. Plusieurs craignaient que ces problèmes ne continuent de s'aggraver dans l'avenir si rien n'était fait pour y remédier. À cet effet, certains proposaient au gouvernement fédéral d'envisager la mise sur pied d'un programme de « salaire vital » pour les personnes en situation de handicap qui offrirait à ces dernières un revenu de base garanti. Ainsi, les personnes handicapées disposeraient d'une plus grande autonomie et d'une certaine sécurité financière.

Appelés à préciser les plus grands défis auxquels sont confrontés les Canadiens en situation de handicap, de nombreux participants sont revenus sur les enjeux abordés plus tôt durant la discussion, dont les suivants : un moins grand nombre de possibilités d'emploi, des soutiens financiers limités, des problèmes d'accessibilité et l'isolement social. Peu d'entre eux se souvenaient de mesures prises récemment par le gouvernement fédéral pour s'attaquer à ces enjeux. Certains ont profité de l'occasion pour s'exprimer sur les programmes et initiatives actuels ciblant les personnes en situation de handicap, notamment pour dire que les critères d'admissibilité de ces mesures étaient souvent trop restrictifs, de sorte qu'elles ne pouvaient s'en prévaloir.

Quelques-uns jugeaient encourageante la récente nomination de la première dirigeante principale de l'accessibilité (DPA) du Canada, mais, dans l'ensemble, les participants ne pouvaient affirmer sans l'ombre d'un doute que le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie pour ce qui est de répondre aux besoins des personnes vivant avec un handicap. Plusieurs ont une fois de plus dit souhaiter que le gouvernement fédéral adopte une approche plus individualisée ou personnalisée quant aux soins et aux traitements offerts et qu'une importance accrue soit accordée aux initiatives qui favorisent l'autosuffisance et l'autonomie des personnes en situation de handicap, y compris le versement d'un revenu vital de base. Par ailleurs, certains enjoignaient au gouvernement fédéral de s'efforcer davantage de faire respecter l'obligation de prendre des mesures d'adaptation prévue par la *Loi canadienne sur les droits de la personne (LCDP)*, en vertu de laquelle les employeurs doivent prendre les mesures d'adaptation nécessaires pour les personnes handicapées afin de garantir leur pleine participation dans leur lieu de travail. Il leur semblait que de nombreux employeurs manquaient à cette obligation. Des participants étaient également en faveur d'une approche à plusieurs niveaux pour répondre aux besoins des personnes vivant avec un handicap, estimant que le gouvernement fédéral devrait travailler avec les provinces et les territoires à définir des normes d'accessibilité nationales pour mieux soutenir ces personnes et leur offrir de meilleurs soins. Cela permettrait de s'attaquer à la perception voulant que ces programmes et services soient très cloisonnés à l'heure actuelle et diffèrent grandement selon la province ou le territoire de résidence.

À la question visant à savoir si le gouvernement fédéral devait se concentrer davantage sur les politiques qui éliminent les obstacles ou sur celles qui assurent l'égalité des chances, tous les participants estimaient que ces objectifs étaient étroitement liés et ne devaient pas être considérés comme mutuellement exclusifs. De l'avis général, l'élimination des obstacles garantirait une égalité des chances aux personnes en situation de handicap. Interrogés sur ce à quoi ils s'attendraient de la part d'un gouvernement résolu à éliminer les obstacles pour les personnes en situation de handicap, les participants ont formulé un éventail de réponses, dont les suivantes :

- Une autonomie et une autosuffisance accrues – De nombreux participants sont revenus sur l'importance d'offrir des soutiens qu'ils qualifiaient d'essentiels, notamment un salaire vital ou un plus grand nombre de possibilités d'emploi, y voyant la meilleure voie à suivre pour favoriser l'indépendance des personnes en situation de handicap. Plusieurs ont ajouté qu'idéalement, les personnes handicapées ne nécessiteraient qu'une aide financière minimale de la part des gouvernements, tous ordres confondus, ou n'en auraient plus besoin. À ce sujet, un certain nombre de participants souhaitaient que le gouvernement du Canada consacre des efforts supplémentaires pour permettre aux personnes handicapées de disposer des ressources financières dont elles ont besoin pour prendre davantage en charge les soins qu'elles reçoivent. Autrement dit, pour qu'elles aient la capacité de trouver les programmes et services les mieux adaptés à leur situation particulière et d'y avoir accès;
- Une plus grande implication des personnes handicapées – Des participants recommandaient au gouvernement du Canada de veiller à consulter les personnes en situation de handicap lors de l'élaboration des politiques et des initiatives portant sur des enjeux qui les concernent et à les faire participer à ce processus. Il était primordial selon eux d'intégrer les points de vue des personnes vivant avec un handicap durant ce processus;
- Équité en matière d'emploi – Plusieurs participants jugeraient nécessaire d'offrir plus de possibilités d'emploi aux personnes en situation de handicap. Par exemple, le gouvernement fédéral pourrait travailler plus étroitement avec les personnes handicapées et communiquer personnellement avec chacune d'elles pour déterminer les types d'emplois ou de secteurs dans lesquels elles pourraient exceller, y compris où et comment mettre leurs compétences à profit. Quelques participants disaient qu'il fallait offrir des possibilités de promotion aux personnes handicapées, estimant qu'elles étaient souvent appelées à occuper des postes au bas de l'échelle laissant peu de place à l'avancement.

De façon plus générale, les participants pensaient que le gouvernement du Canada devrait en faire plus pour informer la population canadienne à propos des défis auxquels font face les personnes en situation de handicap. Plusieurs ont mentionné que le manque de compréhension au sein de la population générale donnait lieu à des perceptions erronées et à des préjugés au sujet des personnes handicapées, de sorte que ces dernières étaient confrontées à des obstacles supplémentaires. Une meilleure connaissance des personnes handicapées pouvait aider à remédier à cette situation.

Lors d'une discussion sur la performance du gouvernement fédéral en matière d'égalité des chances pour les personnes en situation de handicap, très peu de participants estimaient que des progrès concrets avaient été réalisés. L'idée que les soutiens fédéraux, provinciaux et territoriaux en place actuellement n'étaient que des solutions à court terme qui ne tenaient pas compte de tous les besoins

des personnes vivant avec un handicap faisait consensus. Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour mieux soutenir les personnes en situation de handicap à long terme, beaucoup jugeaient qu'il fallait leur offrir plus d'options de logements accessibles et abordables. Plusieurs avaient l'impression que les prix des logements avaient explosé, tant sur le marché des propriétés résidentielles que le marché locatif, et que les personnes vivant avec un handicap avaient encore moins de choix en raison de leurs besoins particuliers. Outre le logement, certains pensaient qu'il fallait s'efforcer d'accroître la représentation des personnes en situation de handicap sur le marché du travail et dans tous les ordres de gouvernement.

Appelés à dire ce que signifiait pour eux « l'accessibilité », la plupart assimilaient ce terme à l'inclusion universelle, qui veille à faire en sorte que toutes les personnes sentent qu'elles font partie de tous les aspects de la société, quelles que soient leurs capacités. Selon plusieurs, les conditions propices à une accessibilité complète seraient remplies seulement quand tout le monde aurait accès à n'importe quel service, immeuble ou activité essentielle sans faire face à des difficultés. Concernant l'expression « l'inclusion des personnes en situation de handicap », un certain nombre de participants ont exprimé des réserves à propos de la référence à une « situation de handicap », préférant que l'accent soit mis sur l'inclusion en général, plutôt que sur celle des personnes handicapées. À leur avis, cela ne faisait que séparer les personnes vivant avec un handicap du reste de la société et nuisait à l'atteinte de l'objectif global d'inclusion. Tous les participants considéraient que l'accessibilité et l'inclusion étaient des priorités importantes du gouvernement fédéral.

Les participants n'avaient pas eu connaissance d'annonces récentes concernant le projet de prestation canadienne pour les personnes en situation de handicap. Pour faciliter la discussion à cet égard, nous avons informé les participants que ce programme serait modelé sur le Supplément de revenu garanti pour les aînés et fournirait un supplément permanent à long terme aux autres aides provinciales ou territoriales et s'apparenterait à un revenu de base universel. Bien que la plupart des participants y voyaient une évolution positive qui serait utile, beaucoup doutaient que le programme soit mis en œuvre tel que présenté, car des initiatives analogues proposées par le passé n'avaient jamais vu le jour. Certains craignaient que les critères du programme soient trop restrictifs, de sorte qu'il serait difficile pour de nombreuses personnes handicapées de bénéficier de ces soutiens. Plusieurs doutaient par ailleurs que le financement alloué au programme soit suffisant et croyaient que les fonctionnaires fédéraux sous-estimaient peut-être ce qu'il en coûte réellement pour répondre aux besoins des personnes handicapées. Les participants étaient rares à penser que le programme allait être mis en place d'ici quelques années, bon nombre croyant que sa mise en œuvre prendrait plus de temps ou n'aurait tout simplement pas lieu. Tout en reconnaissant que la prestation canadienne pour les personnes en situation de handicap serait probablement utile sur le plan financier, un certain nombre de participants pensaient qu'il fallait en faire davantage pour résoudre d'autres problèmes auxquels sont confrontées les personnes vivant avec un handicap, notamment le peu de liens tissés en général avec les communautés dans lesquelles elles vivent. Sur ce plan, quelques-uns s'attendaient à ce que le gouvernement fédéral travaille en étroite collaboration avec les municipalités à faire en sorte que les personnes handicapées puissent s'impliquer dans leur collectivité et y jouer un rôle actif.

De rares participants connaissaient d'autres soutiens financiers que le Gouvernement fédéral offre actuellement aux personnes en situation de handicap, tels que le crédit d'impôt pour personnes

handicapées (CIPH) et les prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada (RPC). Questionnés sur d'autres soutiens financiers que le gouvernement du Canada pourrait fournir, certains ont proposé des initiatives comme un remboursement à l'achat d'un véhicule accessible ou pour la modification d'un véhicule afin de le rendre accessible ou encore des subventions pour les personnes comptant rénover leur maison afin de mieux l'adapter à leurs besoins.

Tous les participants estimaient que le gouvernement fédéral devrait augmenter les soutiens financiers destinés aux personnes en situation de handicap pour les aider à mettre la main sur des logements abordables et accessibles. À ce sujet, plusieurs ont mentionné de nouveau à quel point les personnes vivant avec un handicap ont souvent de la difficulté à trouver un logement adéquat, car peu de choix s'offraient à elles en général et l'accessibilité et la sécurité du petit nombre de logements disponibles laissaient à désirer. Quelques-uns recommandaient au gouvernement fédéral de travailler avec des courtiers immobiliers et des sociétés immobilières afin de trouver des options de logement abordable, qui pourraient par exemple améliorer ou rénover les logements disponibles pour les rendre plus accessibles. Enfin, nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant d'annonces récentes du gouvernement du Canada relatives à des soutiens pour aider les personnes en situation de handicap à accéder à des logements abordables, mais aucun d'entre eux n'en avait eu vent.

Évaluation d'une publicité de santé publique (résidents de villes de taille moyenne des Prairies)

Dans un groupe composé de résident des Prairies, nous avons montré aux participants le concept d'une brève vidéo sur le système de santé publique que le gouvernement fédéral était en train d'élaborer. Les participants ont examiné le concept sous forme de scénarimage (montré ci-dessous). Nous leur avons dit que les illustrations graphiques, accompagnées d'une narration, avaient été produites au début du processus de création et visaient seulement à leur donner une idée de ce à quoi la vidéo ressemblerait dans sa version définitive, à savoir une vidéo de qualité professionnelle pour les médias sociaux et les plateformes numériques.

« La santé publique a une portée plus vaste que vous le pensez! Voici un aperçu de la santé publique en action et de certains des rôles qu'elle joue pour favoriser la santé de nos collectivités! »



Narr. : Nous voulons tous être en bonne santé autant que possible! La pandémie de COVID-19 nous a montré à quel point

Actions : Une personne circule à vélo devant un parc, un hôpital, des commerces, puis de nouveau devant un parc.



Narr. : notre propre santé dépend de la santé des communautés dans lesquelles nous vivons, apprenons, travaillons et jouons.

Actions : Gros plan d'une cycliste circulant tout droit à vélo.



Narr. : Même si notre système de santé prend soin de nous lorsque nous sommes blessés ou malades,

Actions : La cycliste (sans casque) ne peut éviter un nid-de-poule dans la chaussée mal entretenue et est projetée dans les airs.



Narr. : Trame musicale

Actions : Dans la prochaine séquence, on voit la cycliste blessée, dans un lit d'hôpital.



Narr. : nous avons aussi un système qui s'efforce à prévenir ces situations et à protéger la santé de notre communauté.

Actions : La séquence revient à la cycliste sur son vélo qui porte maintenant un casque et des accessoires de protection.



Narr. : C'est le rôle de la SANTÉ PUBLIQUE qui travaille fort dans les coulisses pour améliorer la santé de nos collectivités et veiller à ce que

Actions : La cycliste circule en toute sécurité dans la piste cyclable. La séquence montre la communauté diversifiée qui l'entoure.

01



Narr. : tous aient les mêmes chances d'atteindre leur meilleur état de santé.

Actions : Zoom vers plan général de la cycliste qui circule devant divers endroits du quartier. Plan en plongée de la communauté en dessous.



Narr. : Pour y parvenir, le système de santé publique du Canada s'appuie sur de nombreuses personnes dévouées, travaillant en partenariat avec chaque niveau de gouvernement et d'autres secteurs.

Actions : Trois secteurs sont illustrés, désignés par un encadré coloré.



Narr. : Les volontaires Sundar et Fatima ont utilisé des fonds et conseils de la Santé publique pour aménager un jardin communautaire local.

Actions : Fatima arrose un côté du jardin pendant que Sundar cueille quelques laitues.



Narr. : Leur jardin présente plusieurs bienfaits pour la santé, y compris des espaces verts et des produits locaux frais pour leur communauté!

Actions : Gros plan des pommes de laitue destinées à un restaurant.



Narr. : Au bistro local, Gustavo, inspecteur de la sécurité alimentaire, effectue une visite sur place.

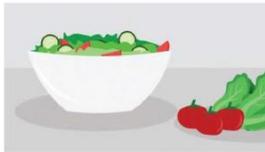
Actions : Dans la cuisine d'un restaurant, les laitues du jardin communautaire sont bien visibles dans le réfrigérateur.



Narr. : et veille au respect des pratiques de santé publique qui visent à prévenir les maladies d'origine alimentaire.

Actions : Planchette à pince à la main, Gustavo vérifie la température du réfrigérateur.

02



Narr. : Trame musicale

Actions : Gros plan de laitue et l'arrière-plan n'est plus visible. La laitue fait place à une salade.

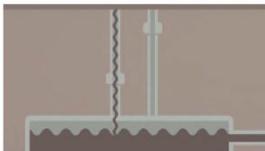


Narr. : Bon appétit, Malcolm!

Actions : Le champ s'élargit et on voit Malcolm qui mange sa salade, attablé au restaurant.



Narr. : Saviez-vous qu'en allant aux toilettes, vous fournissez des informations utiles à la santé publique?
Actions : Vue d'une porte menant à deux toilettes; Malcolm, marchant, devient visible dans le cadre.



Narr. : Trame musicale

Actions : Panorama vers le bas pour révéler la tuyauterie, puis vers la droite.



Narr. : Trame musicale

Actions : La séquence fait place à une installation de traitement des eaux usées.



Narr. : La surveillance des eaux usées implique l'échantillonnage et l'analyse des eaux usées afin de suivre les menaces pour la santé de la communauté.
Actions : De l'installation de traitement, on passe à la technicienne de laboratoire et ses échantillons.

03



Narr. : Trame musicale

Actions : Zoom avant sur l'échantillon, puis vue rapprochée des bactéries.



Narr. : Trame musicale

Actions : Gros plan des bactéries



Narr. : Épidémiologiste de la santé publique, Danika se sert des données de surveillance des eaux usées pour suivre la propagation communautaire de différentes maladies infectieuses, dont la COVID-19.
Actions : Une épidémiologiste devant un ordinateur.



Narr. : De retour à sa maison de retraite, Malcolm reçoit la visite d'Eric, un infirmier de la santé publique. Eric lui donne son vaccin annuel contre la grippe.
Actions : De retour à sa maison de retraite avec son déambulateur, Malcolm se fait vacciner contre la grippe par Eric.



Narr. : et vérifie s'il y a des risques pour la sécurité.

Actions : Eric parcourt la pièce du regard pour voir s'il y a des risques pour la sécurité. Panorama vers gros plan du plancher.



Narr. : Trame musicale

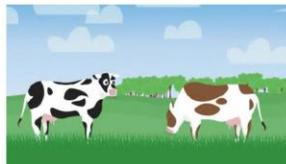
Actions : Il aperçoit une fisurine de vache sur le plancher, se penche pour la ramasser, puis la dépose sur la table de salon.

04



Narr. : Trame musicale

Actions : Zoom avant sur la figurine de vache, posée sur la table de salon.



Narr. : À des kilomètres de là, Olivia, vétérinaire de santé publique, aide à assurer la salubrité de nos aliments.

Actions : La séquence fait place à des vaches broutant dans un champ.



Narr. : Trame musicale

Actions : Zoom arrière pour révéler une étable rouge. Zoom avant vers l'intérieur de l'étable.



Narr. : Olivia travaille à assurer une utilisation responsable des antimicrobiens ou antibiotiques, pour aider à réduire la prolifération de bactéries résistantes et à prévenir les maladies chez les animaux et les humains.

Actions : Olivia discute avec Rick et passe en revue le document sur sa planchette à pince.



Narr. : Voilà quelques exemples de la santé publique en action au Canada!

Actions : Tous les exemples sont désignés par des encadrés colorés.



Narr. : Trame musicale

Actions : Logo de la santé publique, suivi du mot-symbole du gouvernement du Canada. FIN

05

On peut voir ci-dessus un scénarimage pour une campagne publicitaire sur la santé publique qui est composé de 30 séquences animées. 1) : On voit d'abord une personne qui circule à vélo devant un parc, un hôpital, quelques commerces, puis de nouveau devant un parc. Narr. : *Nous voulons tous être en bonne santé autant que possible! La pandémie de COVID-19 nous a montré à quel point* 2) : On voit en gros plan une cycliste circulant tout droit à vélo. Narr. : *notre propre santé dépend de la santé des communautés dans lesquels nous vivons, apprenons, travaillons et jouons.* 3) : La cycliste (sans casque) ne peut éviter un nid-de-poule dans la chaussée mal entretenue et est projetée dans les airs. Narr. : *Même si notre système de santé prend soin de nous lorsque nous sommes blessés ou malades,* 4) : On la voit ensuite dans un lit d'hôpital, blessée; une trame musicale se fait entendre. 5) : On retourne en arrière et on peut voir la cycliste qui porte maintenant un casque et des accessoires de protection. Narr. : *nous avons aussi un système qui s'efforce à prévenir ces situations et à protéger la santé de notre communauté.* 6) : La cycliste circule en toute sécurité dans la piste cyclable. On peut voir une communauté diversifiée dans le quartier où elle fait du vélo. Narr. : *C'est le rôle de la SANTÉ PUBLIQUE, qui travaille fort dans les coulisses pour améliorer la santé de nos collectivités et veiller à ce que* 7) : On s'éloigne de la cycliste qui fait du vélo dans son quartier. On voit un plan en plongée de la communauté. Narr. : *– tous aient les mêmes chances d'atteindre leur meilleur état de santé.* 8) : Trois secteurs (agriculture, transports et environnement) sont illustrés, désignés par un encadré coloré. Narr. : *Pour y parvenir, le système de santé publique du Canada s'appuie sur de nombreuses personnes dévouées, travaillant en partenariat avec chaque niveau de gouvernement et d'autres secteurs.* 9) : Une femme (Fatima) arrose un côté du jardin pendant qu'un homme (Sundar) cueille quelques laitues. Narr. : *Les volontaires Sundar et Fatima ont utilisé des fonds de la santé publique pour aménager un jardin communautaire local.* 10) : On voit en gros plan des pommes de laitue destinées à un restaurant. Narr. : *Leur jardin présente plusieurs bienfaits pour la santé, y compris des espaces verts et des produits locaux frais pour leur communauté!* 11) : On voit maintenant la cuisine d'un restaurant et les laitues du jardin communautaire, bien visibles dans le réfrigérateur. On voit un homme tenant une planchette à pince qui les examine. Narr. : *Au bistro local, Gustavo, inspecteur de la sécurité alimentaire, effectue une visite sur place* 12) : Planchette à pince à la main, Gustavo vérifie la température du réfrigérateur. Narr. : *– et veille au respect des pratiques de santé publique qui visent à prévenir les maladies d'origine alimentaire.* 13) : Tandis que la trame musicale se fait entendre, on voit un gros plan d'une laitue, puis l'arrière-plan disparaît. La laitue fait place à une belle salade composée. 14) : Le champ s'élargit et on voit un homme, Malcolm, qui s'apprête à manger la salade. Narr. : *Bon appétit, Malcolm!* 15) : On voit ensuite la porte menant à deux toilettes publiques. Malcolm, marchant, devient visible dans le cadre. Narr. : *Saviez-vous qu'en allant aux toilettes, vous fournissez des*

informations utiles à la santé publique? 16) : Un panorama vers le bas révèle la tuyauterie et est suivi d'un panorama vers la droite. On entend toujours la trame musicale. 17) : La séquence fait place à une installation de traitement des eaux usées. 18) : On passe à l'intérieur de l'installation de traitement des eaux usées, où une technicienne en laboratoire examine des échantillons. Narr. : *La surveillance des eaux usées implique l'échantillonnage et l'analyse des eaux usées afin de suivre les menaces pour la santé de la communauté.* 19) : On voit de plus près l'échantillon, puis une vue rapprochée des bactéries. 20) : On peut voir un gros plan des bactéries. 21) : On voit une épidémiologiste devant un ordinateur. Narr. : *Épidémiologiste de la santé publique, Danika se sert des données de surveillance des eaux usées pour suivre la propagation communautaire de différentes maladies infectieuses, dont la COVID-19.* 22) : Malcolm est de retour à sa maison de retraite avec son déambulateur et il se fait vacciner contre la grippe par Eric. Narr. : *De retour à sa maison de retraite, Malcolm reçoit la visite d'Eric, un infirmier de la santé publique. Eric lui donne son vaccin annuel contre la grippe* 23) : Eric parcourt la pièce du regard pour voir s'il y a des risques pour la sécurité. On voit graduellement le plancher en plan rapproché. Narr. : *– et vérifie s'il y a des risques pour la sécurité.* 24) : Eric aperçoit une figurine de vache sur le plancher, se penche pour la ramasser, puis la dépose sur la table de salon. 25) : Le plan se rapproche de la figurine de vache, qui est maintenant sur la table de salon. 26) : La séquence fait place à des vaches broutant dans un champ. Narr. : *À des kilomètres de là, Olivia, vétérinaire de santé publique, aide à assurer la salubrité de nos aliments.* 27) : Après un zoom arrière, on peut voir une ferme bucolique et une étable rouge. On voit ensuite l'intérieur de l'étable. 28) : Olivia discute avec l'agriculteur Rick, tout en passant en revue le document sur sa planchette à pince. Narr. : *Olivia travaille à assurer une utilisation responsable des antimicrobiens ou antibiotiques, pour aider à réduire la prolifération de bactéries résistantes et à prévenir les maladies chez les animaux et les humains.* 29) : Après un fondu, on peut voir tous les différents exemples (de gauche à droite) : le jardinier Sundar, l'inspectrice d'établissements agricoles Olivia, la technicienne en surveillance des eaux usées, l'inspecteur de la sécurité alimentaire Gustavo et l'infirmier de santé publique Eric). Narr. : *Voilà quelques exemples de la santé publique en action au Canada!* 30) : À la fin, on peut voir le logo de la santé publique, qui fait place au mot-symbole du gouvernement du Canada.

Après avoir examiné le concept, les participants ont brièvement fait part de leurs réactions et de leurs impressions sur le système de santé publique du Canada, en se basant sur ce qu'ils venaient de voir. Les premières impressions du concept étaient pour la plupart positives. Plusieurs trouvaient le contenu intéressant et informatif. Il donnait à leur avis une bonne idée de ce que les responsables de la santé publique font pour protéger les Canadiens, en particulier, et la société canadienne dans son ensemble. À cet égard, les participants pensaient que le concept offrait une vision plus globale du système de santé publique du Canada et aidait à comprendre comment il veille à assurer la santé et la sécurité des Canadiens. D'autres avaient une opinion différente et se sont montrés assez critiques, qualifiant le concept d'inintéressant et de très ordinaire. Certains auraient aimé que le concept traite davantage des liens entre la santé publique et l'environnement.

De l'avis général, le message principal du concept s'articulait autour de la promotion de la santé et de la sécurité au sein des communautés, surtout dans une période postpandémique, et de modes de vie plus sains chez les Canadiens. Quelques-uns ont prêté attention aux messages portant sur diverses facettes du système de santé publique, comme la surveillance des eaux usées, et remettaient en question l'utilité de ce type d'activités. Dans l'ensemble, la plupart jugeaient que le message axé sur la « sécurité » était important et arrivait à point nommé pour rappeler que la santé publique et la sécurité demeuraient des priorités du gouvernement du Canada.

Même si certains ont dit que le concept n'avait pas vraiment eu d'effet sur leur niveau de connaissance ou leurs impressions de la santé publique au Canada, d'autres estimaient qu'il les avait aidés à parfaire leur compréhension, notamment en soulignant les liens entre la santé à l'échelle individuelle, de la communauté et de la société. Plusieurs ont salué la nature variée et la vaste portée des activités de santé publique et le rôle important qu'elles jouent pour favoriser la santé de l'ensemble de la collectivité.

Certains participants avaient l'impression que l'information et les messages véhiculés par le concept seraient particulièrement utiles aux nouveaux arrivants au Canada, à commencer par ceux qui émigrent de pays où les systèmes de santé publique ne sont peut-être pas aussi bien rodés. Poussant la réflexion plus loin, quelques-uns pensaient que le concept gagnerait à être plus inclusif et diversifié. Questionnés à propos de ce qui pourrait rendre la vidéo plus efficace, des participants ont recommandé d'ajouter des images représentant toutes les régions du Canada (y compris l'Est, l'Ouest et le Nord), car, aux dires de certains, les images faisaient surtout penser à l'Ontario.

Enjeux touchant les Métis (Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)

Les participants du groupe formé de personnes d'ascendance métisse ont discuté de divers enjeux propres à la communauté métisse. Invités à préciser les enjeux importants auxquels les Métis sont confrontés qui exigent une attention accrue de la part du gouvernement du Canada, les participants ont fait une foule de suggestions. Ils étaient nombreux à penser que le gouvernement fédéral devait en faire beaucoup plus pour aborder des enjeux tels que le racisme systémique, les traumatismes intergénérationnels et l'appropriation culturelle, compte tenu des répercussions négatives qu'ils avaient sur leurs communautés à l'heure actuelle. Développant cette idée, un certain nombre de participants ont exprimé le souhait que le gouvernement fédéral présente des excuses officielles aux personnes métisses du Canada pour les mauvais traitements historiques qu'elles ont subis. Certains croyaient par ailleurs qu'il fallait affecter des ressources supplémentaires au dossier des femmes autochtones disparues et assassinées, et déploraient le peu de progrès réalisés sur ce plan.

Appelés à se prononcer sur le niveau d'engagement montré par le gouvernement du Canada à l'égard des enjeux qui touchent les Métis, tous les participants estimaient qu'il ne leur accordait pas suffisamment d'attention. Quelques-uns doutaient que les mesures actuelles en vue d'une réconciliation avec les Métis et les autres peuples autochtones portent des fruits, car le gouvernement du Canada demeurerait à la source de nombreuses difficultés auxquelles la communauté métisse est confrontée aujourd'hui. Dans le même ordre d'idées, des participants proposaient d'élaborer une approche plus consultative en matière de réconciliation, certains ayant l'impression que le gouvernement fédéral préconisait surtout un processus « descendant » en ce moment. Plusieurs étaient déçus du manque d'engagement des dirigeants fédéraux envers la réconciliation, et ont donné en exemple l'absence de hauts fonctionnaires (dont le premier ministre) à l'occasion de la première Journée nationale de la vérité et de la réconciliation le 30 septembre 2021.

Insatisfaits jusqu'à maintenant du processus de réconciliation, tous les participants considéraient toujours cet enjeu comme une priorité importante sur laquelle le gouvernement devait mettre l'accent. Ils étaient nombreux à éprouver de la méfiance à l'égard du gouvernement fédéral. L'impression qu'il n'avait pas fait grand-chose pour régler les problèmes les plus importants des Autochtones expliquait en partie ce manque de confiance. Selon certains, les hauts fonctionnaires devraient visiter plus souvent les réserves autochtones et les collectivités autochtones nordiques et éloignées. En se rendant en personne dans ces communautés, les fonctionnaires fédéraux seraient mieux à même de comprendre les difficultés auxquelles elles font face. Questionnés sur les aspects dans lesquels le

gouvernement fédéral avait réussi à faire avancer la réconciliation, quelques participants ont salué la récente nomination d'une première femme autochtone comme gouverneure générale du Canada, mais la plupart pensaient que peu de progrès concrets avaient été réalisés en la matière.

Lorsque nous leur avons demandé de préciser les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour illustrer son engagement envers la réconciliation avec les peuples autochtones, les participants n'ont pas été avares de suggestions. La mise en œuvre d'initiatives à l'échelle locale pour aider à enrayer les problèmes de santé mentale et de dépendances chez les Métis et dans les autres collectivités autochtones ainsi qu'une réforme systémique du régime parlementaire canadien et de la *Loi sur les indiens* figuraient au nombre de leurs propositions. Selon plusieurs participants, il fallait consacrer des ressources supplémentaires au traitement des problèmes de santé mentale et de dépendances dans les collectivités autochtones, afin que les personnes qui en souffrent puissent recevoir des soins dans leur région et n'aient plus à parcourir de longues distances pour se faire traiter. Certains proposaient des mesures pour accroître la visibilité de la communauté métisse au Canada, notamment la bonification de la programmation culturelle et des activités visant à promouvoir et à reconnaître davantage la contribution à l'histoire de Métis comme Louis Riel. Un petit nombre de participants ont recommandé d'augmenter le nombre de sièges au Parlement et de les réserver à des Autochtones, car cela contribuerait grandement à assurer une plus grande représentation de ces collectivités lors de l'élaboration des politiques.

Le NORAD (résidents des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants du groupe des Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion sur le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Quelques participants seulement avaient entendu parler de l'organisation et ils étaient peu familiers avec ses principaux objectifs. Après avoir été informés que le NORAD était essentiellement responsable de la surveillance et de la protection de l'espace aérien nord-américain, beaucoup de participants jugeaient ces rôles importants, notamment pour protéger les Canadiens et déjouer les menaces potentielles. Certains pensaient qu'en plus de protéger les Canadiens, le NORAD permettait de collaborer en permanence avec les États-Unis et, par le fait même, de continuer à solidifier cette alliance.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada devrait envisager des changements quant à la façon de gérer la défense aérienne dans le contexte géopolitique actuel, de nombreux participants jugeaient satisfaisante la gestion actuelle. La plupart avaient confiance en la capacité du NORAD à identifier et à contrer toute menace aérienne pour les Canadiens et à les préserver de dangers potentiels. Craignant que le conflit en cours entre l'Ukraine et la Russie ne dégénère, de rares participants pensaient qu'il fallait en faire plus pour assurer la sécurité du Nord canadien, en raison de sa proximité géographique avec la Russie.

Enjeux locaux (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, locataires de Vancouver)

Les participants de trois groupes se sont penchés sur des enjeux propres à leurs collectivités locales ou régions. Dans tous les groupes, une proportion considérable de participants ont cité l'abordabilité du logement, les pénuries de personnel dans le secteur de la santé, les ressources insuffisantes en santé mentale et la perception que le coût de la vie augmentait partout au pays parmi les enjeux les plus pressants au sein de leurs collectivités.

Résidents des Cantons-de-l'Est (travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est)

Les participants des Cantons-de-l'Est ont traité d'enjeux touchant leurs collectivités locales, dont le logement, les pénuries perçues de main-d'œuvre dans la région et les infrastructures, de manière plus générale.

Invités à préciser les défis les plus pressants à l'heure actuelle, un grand nombre de participants considéraient le logement abordable comme une préoccupation importante dans leur région. Ils avaient l'impression qu'à cause de la flambée des prix des logements, beaucoup de gens peinaient à entrer sur le marché de l'habitation et à trouver des logements abordables dans le marché locatif de leur région. Quelques participants avaient entendu parler de l'élargissement de l'admissibilité au crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, mais peu étaient au fait de mesures prises récemment par le gouvernement fédéral pour améliorer la situation du logement. Pratiquement tous les participants jugeaient que le gouvernement du Canada pouvait en faire plus pour régler ce problème. À cette fin, ils étaient nombreux à lui suggérer de consacrer plus d'efforts à la création d'options de logement abordable et à l'adoption d'une réglementation visant à décourager des pratiques comme les opérations immobilières de vente-achat, qui ont pour effet de faire grimper encore plus les prix des maisons.

Outre le logement, un certain nombre de participants avaient l'impression que leurs collectivités locales faisaient face à des pénuries de travailleurs et que ce problème prenait de l'ampleur dans plusieurs secteurs. Quelques-uns attribuaient cette situation principalement à des salaires trop bas, car, pour beaucoup de gens, ça ne valait pas la peine de continuer à travailler pour gagner si peu. D'autres enjoignaient au gouvernement du Canada d'en faire plus pour accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences que doivent suivre les étrangers qui s'établissent au Canada. Il leur semblait que beaucoup de travailleurs étrangers hautement qualifiés ne parvenaient pas à trouver un emploi dans leur domaine en ce moment et qu'une telle situation nuisait à l'ensemble de l'économie canadienne.

Un petit nombre de participants a également cité le besoin d'augmenter le financement des infrastructures réservé à la réfection et l'entretien des routes essentielles de leurs régions et de consacrer plus d'efforts au nettoyage des mines abandonnées à proximité de leurs communautés.

À la question visant à savoir s'ils croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne les enjeux mentionnés précédemment, les participants avaient des avis partagés. Les participants ayant répondu que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie jugeaient insuffisantes les mesures prises pour s'attaquer à ces enjeux et l'invitaient à faire plus d'efforts pour travailler en ce sens avec les provinces, les territoires et les municipalités. Moins nombreux, les participants aux yeux desquels le gouvernement fédéral était sur la bonne voie pensaient qu'assez de ressources étaient affectées à ces enjeux pour le moment et que des progrès avaient été réalisés, malgré la persistance de certains de ces problèmes.

Résidents du Manitoba (Métis de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)

Les participants du groupe du Manitoba ont discuté brièvement des priorités dans leur région. Ils devaient d'abord préciser les industries et les secteurs qu'ils jugeaient les plus importants dans leurs communautés respectives. Les réponses se rapportaient généralement aux secteurs de la vente au détail et des services (y compris les restaurants), de la fabrication et de la construction ainsi qu'aux petites entreprises locales. À cet effet, plusieurs avaient l'impression que les petites et moyennes entreprises locales avaient été durement touchées par la pandémie de COVID-19, beaucoup d'entre elles ayant dû fermer pour de bon. De plus, certains ont mentionné le grand nombre d'entreprises et de ressources, dont les sites de consommation supervisée et les refuges pour sans-abri, mises sur pied dans les grandes villes comme Winnipeg pour aider les populations marginalisées. De telles initiatives présentaient des avantages à certains égards, mais les efforts pour s'attaquer aux causes profondes de ces enjeux, comme les problèmes de santé mentale et les traumatismes passés, laissaient à désirer selon les participants. Dans cette optique, quelques-uns se demandaient si de tels organismes n'avaient pas un effet contraire à l'objectif voulu, en ce sens qu'ils offraient un soutien continu aux personnes qui souffraient au lieu de les inciter à obtenir l'aide dont elles ont besoin. Discutant de ce que le gouvernement du Canada pouvait faire pour remédier à ces problèmes, les participants souhaitaient qu'il prête une attention accrue à l'abordabilité du logement et à l'itinérance, notamment à la suite de la pandémie de COVID-19. Beaucoup de participants étaient d'avis que l'accès à un logement sécuritaire et fiable aurait des répercussions positives et pouvait améliorer considérablement le bien-être socioéconomique des personnes marginalisées.

Questionnés sur les industries et les secteurs de l'économie locale qui avaient le plus besoin d'aide, beaucoup de participants ont réitéré l'importance d'accroître le soutien offert aux entreprises locales et aux petits commerçants, compte tenu des difficultés qu'ils ont dû surmonter ces deux dernières années. Beaucoup de participants croyaient également que les secteurs du tourisme et des voyages avaient été touchés de manière disproportionnée par la pandémie et avaient besoin d'une aide financière considérable pour poursuivre leurs activités. Certains proposaient aussi de fournir une aide supplémentaire aux étudiants de niveau postsecondaire, car étudier coûtait de plus en plus cher et plusieurs avaient de la difficulté à joindre les deux bouts. Concernant les récentes initiatives ou

mesures mises de l'avant par le gouvernement pour s'attaquer à ces enjeux, de rares participants se sont souvenus des soutiens offerts aux petites entreprises pendant la pandémie, dont ceux visant à aider les employeurs à rémunérer leur personnel, comme la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC). À propos des frais d'études postsecondaires, quelques participants avaient eu vent de discussions sur l'exonération de remboursement des prêts d'études fédéraux et l'augmentation du soutien financier offert aux étudiants de niveau postsecondaire, mais aucun d'entre eux n'a pu donner des précisions à ce sujet.

Quant aux problèmes les plus répandus dans leurs collectivités locales, certains ont répété leurs préoccupations relatives à l'abordabilité du logement et au nombre de personnes vivant dans la pauvreté ou en situation d'itinérance. Certains s'inquiétaient particulièrement au sujet des crimes violents. À cet effet, plusieurs avaient l'impression que le taux d'homicides à Winnipeg était nettement plus élevé que celui de grandes villes comparables du reste du Canada. Dans la même veine, quelques-uns croyaient qu'une proportion disproportionnée d'Autochtones étaient victimes de ces crimes et que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour lutter contre les crimes à caractère raciste, fréquents dans leur région.

Résidents de Vancouver (locataires de Vancouver)

Un groupe formé de locataires résidant à Vancouver s'est penché sur divers enjeux qui touchaient la collectivité locale de même que sur les mesures et les initiatives que le gouvernement du Canada pouvait mettre de l'avant pour mieux soutenir les habitants de la région. Invités à préciser les problèmes les plus pressants auxquels Vancouver était confrontée à l'heure actuelle, les participants ont fait état de plusieurs enjeux, dont les suivants :

- Les soins de santé – Plusieurs croyaient qu'il existait actuellement une importante pénurie de médecins généralistes et de médecins de famille et que le secteur de la santé de la province était sous-financé par le gouvernement fédéral. Certains pensaient que le problème s'était aggravé et avaient l'impression que de nombreux professionnels de la santé quittaient présentement Vancouver pour aller exercer dans d'autres régions du pays, voire à l'étranger, en contrepartie d'une meilleure rémunération.
- Le logement abordable – Il s'agissait d'un problème de plus en plus pressant de l'avis de plusieurs, qui ont souligné les prix moyens élevés des habitations et des loyers à Vancouver, même pour les logements à une ou deux chambres à coucher. Il leur semblait que beaucoup de personnes avaient quitté la métropole pour s'établir dans une banlieue avoisinante un peu plus abordable. Cela étant dit, se loger coûtait de plus en plus cher dans la province et il était difficile pour de nombreux résidents de la Colombie-Britannique de trouver un logement sécuritaire et abordable;
- La discrimination raciale – Des participants ont cité des enjeux liés à la discrimination envers les populations racialisées, en particulier à l'endroit des personnes d'origine asiatique. Celle-ci avait été particulièrement fréquente durant la pandémie de COVID-19, alors qu'on avait assisté à une recrudescence du nombre d'agressions physiques et verbales visant des personnes racialisées établies à Vancouver. Les participants pensaient qu'il fallait en faire plus pour

sensibiliser la population à l'augmentation des comportements discriminatoires et favoriser un dialogue ouvert en la matière.

Ils ont aussi mentionné les changements climatiques et l'environnement, un meilleur accès aux services sociaux, la hausse du coût des biens et services essentiels (comme l'épicerie et l'essence) et le besoin de mieux rémunérer les éducateurs de la province.

Sur ce qui pouvait être fait pour remédier à ces enjeux, plusieurs participants proposaient de consacrer plus d'efforts à la création d'options de logement abordable, qui devraient être beaucoup plus accessibles à leur avis. Il semblait à certains que les logements abordables faisaient désormais l'objet d'une stigmatisation, car on les associait aux populations marginalisées et à faible revenu. Pour remédier à cette situation, les participants proposaient de construire des logements abordables un peu partout dans Vancouver, au lieu de les centraliser dans quelques quartiers. Cela pouvait selon eux réduire les préjugés entourant les logements abordables tout en offrant un plus grand nombre d'options en la matière aux personnes qui en ont besoin.

En ce qui concerne les crimes violents (y compris les agressions à caractère raciste), de nombreux participants attribuaient cette violence aux gangs à l'œuvre dans les collectivités, notamment à Surrey. Ils avaient l'impression que la plupart de ces crimes étaient perpétrés par des jeunes qui étaient devenus membres de ces gangs en raison de leur omniprésence dans leurs quartiers. Il était nécessaire d'en faire plus à leur avis pour mettre sur pied des programmes d'activités communautaires et de loisirs pour les jeunes et leur offrir d'autres options que grossir les rangs d'une gang. De rares participants pensaient que les forces de l'ordre devaient déployer des efforts supplémentaires pour s'attaquer à ce problème, par exemple, en imposant des sanctions plus lourdes aux membres des gangs.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne ces problèmes, pratiquement tous les participants pensaient qu'il faisait fausse route. Au sujet du problème du logement, plusieurs regrettaient que des mesures pour y remédier telles que la hausse des taux d'intérêt par la Banque du Canada n'aient pas été prises plus tôt. Interrogés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour se mettre sur la bonne voie, les participants se sont surtout attardés aux enjeux touchant le secteur de la santé. Ils ont proposé des mesures pour pallier les pénuries de personnel de la santé, les longs temps d'attente, le peu de rendez-vous disponibles, les retards dans les rendez-vous et les chirurgies reportés à cause de la pandémie et le manque d'accès à des ressources en santé mentale et en traitement des dépendances. Les participants s'entendaient également pour dire qu'il fallait en faire davantage pour conserver les travailleurs de la santé et les inciter à continuer d'exercer dans la province et proposaient à ces fins de leur offrir de meilleurs salaires, des avantages accrus et des conditions de travail plus raisonnables.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – May 2022 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 6 participants for Group 2. Recruit 8 participants for all other groups.
- Incentives will be \$100 per person (and \$25 for caregivers in Group 2) and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

| GROUP | DATE | TIME (EDT) | TIME (LOCAL) | LOCATION | COMPOSITION | MODERATOR |
|-------|------------------------------|------------|------------------------------------|--|---|-----------|
| 1 | Tues., May 3 rd | 6:00-8:00 | 6:00-8:00 (EDT) | Rural Ontario | General Population | TBW |
| 2 | Wed., May 4 th | 6:00-8:00 | 6:00-8:00 (EDT) | Windsor | Disabled Persons | DN |
| 3 | Thurs., May 5 th | 8:00-10:00 | 6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (CDT) | Mid-size Centres Prairies | General Population | TBW |
| 5 | Wed., May 11 th | 8:00-10:00 | 6:00-8:00 (MDT) | Calgary | Heavy Social Media Users, aged 18-24 | TBW |
| 6 | Thurs., May 12 th | 5:00-7:00 | 6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT) | Atlantic Canada | General Population | DN |
| 8 | Wed., May 18 th | 9:00-11:00 | 6:00-8:00 (PDT) | Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) | Chinese Diaspora | DN |
| 9 | Tues., May 24 th | 7:00-9:00 | 6:00-8:00 (CDT) | Mid-size and Major Centres Manitoba | Métis Nation | DN |
| 11 | Thurs., May 26 th | 9:00-11:00 | 6:00-8:00 (PDT) | City of Vancouver | Renters | DN |
| 12 | Tues., May 31 st | 8:00-10:00 | 6:00-8:00 (MDT) | Northwest Territories | General Population | TBW |

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

| | |
|--|----------------------|
| A market research firm | THANK AND END |
| A marketing, branding or advertising agency | THANK AND END |
| A magazine or newspaper | THANK AND END |
| A federal/provincial/territorial government department or agency | THANK AND END |
| A political party | THANK AND END |
| In public/media relations | THANK AND END |
| In radio/television | THANK AND END |

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

| LOCATION | CITIES | |
|------------------------------|---|---------------------------|
| Rural Ontario | Population = <30,000 Cities could include (but are not limited to): Innisfil, Timmins, Keswick-Elmhurst Beach, Bolton, Midland, Alliston, Fergus, Collingwood, Lindsay, Owen Sound, Brockville, Wasaga Beach, Cobourg, Tillsonburg, Valley East, Pembroke, Simcoe, Strathroy, Port Colborne, Fort Erie, Amherstburg. MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. | CONTINUE – GROUP 1 |
| Windsor | City includes: Windsor. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE- NOTED CENTER PROPER. | CONTINUE – GROUP 2 |
| Mid-size Centres Prairies | Cities include: <u>Manitoba:</u> Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson. <u>Saskatchewan:</u> Prince Albert, Moose Jaw. ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. | CONTINUE – GROUP 3 |
| Calgary | City includes: Calgary. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE- NOTED CENTER PROPER. | CONTINUE – GROUP 5 |
| Atlantic Canada | Cities could include (but are not limited to): <u>NS:</u> Halifax, Dartmouth, Cape Breton-Sydney. <u>NB:</u> Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston. <u>PEI:</u> Charlottetown, Summerside. <u>N&L:</u> St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook. | CONTINUE – GROUP 6 |

| | | |
|--|---|----------------------------|
| | <p>ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES WITHIN EACH PROVINCE. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES. NO MORE THAN 1 PER CITY.</p> | |
| Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) | <p>Cities could include (but are not limited to): West and North Vancouver, Burnaby, Richmond, Surrey, White Rock, Coquitlam, Delta, Langley, Maple Ridge, New Westminster, Pitt Meadows, Port Moody.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.</p> | CONTINUE – GROUP 8 |
| Mid-size and Major Centres Manitoba | <p>Cities include (but are not limited to): Winnipeg, Portage la Prairie, Brandon, Steinbach, Thompson, Winkler, Selkirk, Morden, Dauphin, The Pas, Flin Flon.</p> <p>NO MORE THAN FOUR FROM WINNIPEG. NO MORE THAN TWO PER OTHER CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</p> | CONTINUE – GROUP 9 |
| City of Vancouver | <p>City includes: City of Vancouver.</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</p> | CONTINUE – GROUP 11 |
| Northwest Territories | <p>Cities include (but not limited to): Yellowknife, Hay River, Inuvik, Fort Smith.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p> | CONTINUE – GROUP 12 |

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

| | |
|---------------------------------|----------------------|
| Less than two years | THANK AND END |
| Two years or more | CONTINUE |
| Don't know/Prefer not to answer | THANK AND END |

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 2** Do you identify as a person with a disability?
IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED: A person with a disability is a person who has a long-term or recurring impairment (such as vision, hearing, mobility, flexibility, dexterity, pain, learning, developmental,

memory or mental health-related) which limits their daily activities inside or outside the home (such as at school, work, or in the community in general).

Yes **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 2** How would you characterize your disability?

Vision (blindness) **CONTINUE**
 Hearing (deafness, deafened, or hard of hearing) **CONTINUE**
 Mobility **CONTINUE**
 Other visible disability, please specify: _____ **CONTINUE**
 Other invisible disability, please specify: _____ **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
NO MORE THAN 2 WITH HEARING IMPAIRMENT AND 2 WITH VISION IMPAIRMENT. ENSURE THOSE WITH HEARING OR OTHER DISABILITIES CAN HEAR/SPEAK TO PARTICIPATE IN GROUP. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF DISABILITY.

3b. **ASK ONLY IF GROUP 2** The online focus group discussion will require you to actively participate in a discussion through an online meeting software (such as Zoom). Given this, will you require any accommodations to participate?

Yes **RECORD REQUESTED ACCOMMODATIONS AND CONTINUE**
 No **CONTINUE**

3c. **ASK ONLY IF GROUP 2** Will you require a caregiver or other person to assist you in participating in the online focus group?

Yes **CONTINUE TO Q.3d**
 No **SKIP TO Q.8**

3d. **ASK ONLY IF GROUP 2** May I please have the name and contact information for the person that will be assisting you with participating in the online focus group? This will be used in the case that technical support needs to contact this person during the group.

RECORD NAME AND TELEPHONE NUMBER.
THIS INFORMATION CAN BE COLLECTED AFTER RECRUITED IF NOT YET CONFIRMED.

4. **ASK ONLY IF GROUP 5** Which of the following statements describe your relationship with social media?

I check my social media multiple times a day and post often **CONTINUE TO Q.4a**
 I check my social media multiple times a day and post occasionally **CONTINUE TO Q.4a**
 I regularly check my social media multiple times a day **CONTINUE TO Q.4a**
 I check my social media at least once a day **THANK AND END**
 I check my social media a few times a week **THANK AND END**
 I don't check my social media often **THANK AND END**

I don't have social media **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 5** How much time would you say you spend on social media everyday?

I usually spend more than 4 hours a day on social media **CONTINUE TO Q.4b**

I usually spend between 3-4 hours a day on social media **CONTINUE TO Q.4b**

I usually spend between 1-2 hours a day on social media **THANK AND END**

I usually spend less than 1 hour a day on social media **THANK AND END**

4b. **ASK ONLY IF GROUP 5** Which of the following statements best describes how others interact with your social media?

I have a large following on social media who often comment on or share my posts

I have a large following on social media who do not often comment on or share my posts

I have a small/moderate following on social media who often comment on or share my posts

I have a small/moderate following on social media who do not often comment on or share my posts

THANK AND END

I do not have much of/any following on social media **THANK AND END**

ENSURE A MIX OF PARTICIPANTS BASED ON THE AMOUNT OF TIME SPENT ON SOCIAL MEDIA, FREQUENCY OF POSTING AND TYPE OF FOLLOWING. SKEW TO THOSE WHO HAVE LARGE FOLLOWINGS.

5. **ASK ONLY IF GROUP 8** Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be Chinese?

Yes **CONTINUE TO 5a**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

5a. **ASK ONLY IF GROUP 8** Were you born in Canada?

Yes **SKIP TO Q.8= GROUP 8**

No **CONTINUE TO 5b**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

5b. **ASK ONLY IF GROUP 8** How many years have you lived in Canada?

| | |
|---------------------------------|---------------------------|
| Less than 5 years | CONTINUE – GROUP 8 |
| 5 to <10 years | |
| 10 to <20 years | |
| 20 to <30 years | |
| 30 or more years | |
| Don't know/Prefer not to answer | THANK AND END |

ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO WERE NOT BORN IN CANADA AND THOSE BORN IN CANADA. ENSURE A GOOD MIX OF TIME LIVED IN CANADA FOR THOSE NOT BORN IN CANADA.

6. **ASK ONLY IF GROUP 9** Do you identify as Indigenous?

- Yes **CONTINUE TO 6a**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6a. **ASK ONLY IF GROUP 9** Do you identify as...?

- First Nations **THANK AND END**
 Métis **CONTINUE**
 Inuit **THANK AND END**
 None of the above **THANK AND END**

7. **ASK ONLY IF GROUP 11** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

- Own **THANK AND END**
 Rent **CONTINUE**
VOLUNTEERED Living at home **THANK AND END**
VOLUNTEERED Other **THANK AND END**
VOLUNTEERED Don't know/not sure **THANK AND END**

8. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

| | |
|--|---|
| Under 18 years of age | IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END. |
| 18 – 24 | IF CALGARY = GROUP 5 ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE |
| 25 – 34 | IF CALGARY = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE |
| 35 – 44 | IF CALGARY = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE |
| 45 – 54 | IF CALGARY = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE |
| 55+ | IF CALGARY = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE |
| VOLUNTEERED Prefer not to answer | THANK AND END |

ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP WHERE APPLICABLE. GROUP 11 MAY SKEW YOUNGER.

9. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

| | |
|--------|-----------------|
| Male | CONTINUE |
| Female | CONTINUE |

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

10. **ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 8 & GROUP 9** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab
 Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 Korean or Japanese
 Indigenous
 Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

11. Which of the following best describes the industry sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services
 Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
 Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
 Arts, Entertainment and Recreation
 Construction
 Educational Services
 Finance and Insurance
 Health Care and Social Assistance
 Information and Cultural Industries
 Management of Companies and Enterprises
 Manufacturing
 Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
 Other Services (except Public Administration)
 Professional, Scientific and Technical Services
 Public Administration
 Real Estate and Rental and Leasing
 Retail Trade
 Transportation and Warehousing
 Utilities
 Wholesale Trade
 Unemployed
 Full Time Student
 Retired
 Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS. GROUP 2 MAY SKEW UNEMPLOYED.

12. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

13. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

14. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

15. **ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 2** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

16. **ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 2** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

17. **ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 2** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT’S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

18. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.22**

19. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

20. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

21. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

22. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

23. Which of the following categories best describes your total household income in 2021? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000
\$20,000 to just under \$40,000
\$40,000 to just under \$60,000
\$60,000 to just under \$80,000
\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

24. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes

CONTINUE

No

THANK AND END

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.



This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – mai 2022 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

| GROUPE | DATE | HEURE (HAE) | HEURE (LOCALE) | LIEU | COMPOSITION DU GROUPE | MODÉRATEUR |
|--------|--------|-------------|----------------|--|------------------------------|------------|
| 4 | 10 mai | 18 h-20 h | 18 h-20 h | Cantons de l'Est (Québec) | Travailleurs à faible revenu | M. Proulx |
| 7 | 17 mai | 18 h-20 h | 18 h-20 h | Villes de taille moyenne du Québec | Soucieux de l'environnement | M. Proulx |
| 11 | 25 mai | 18 h-20 h | 18 h-20 h | Rive-Nord/Rive-Sud – excluant la ville de Montréal | Population générale | M. Proulx |

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

REMERCIER ET CONCLURE

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

REMERCIER ET CONCLURE

Un magazine ou un journal

REMERCIER ET CONCLURE

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

REMERCIER ET CONCLURE

Un parti politique

REMERCIER ET CONCLURE

Dans les relations publiques ou les relations avec les médias

REMERCIER ET CONCLURE

Dans le milieu de la radio ou de la télévision

REMERCIER ET CONCLURE

Non, aucune de ces réponses

CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
 Français **CONTINUER**
 Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
 Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

| LIEU | VILLES | |
|--|---|------------------------------|
| Cantons de l'Est (Québec) | <p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Sherbrooke, Granby, Magog, Cowansville, Drummondville, Victoriaville, Thetford Mines, Saint-Jean-sur-Richelieu, Lac-Mégantic</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE.</p> | CONTINUER – GROUPE 4 |
| Villes de taille moyenne du Québec | <p>Ces villes peuvent notamment comprendre : Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jérôme, Chateauguay, Drummondville, Granby, Beloeil, Saint-Hyacinthe</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE.</p> | CONTINUER – GROUPE 7 |
| Rive-Nord/Rive-Sud – excluant la ville de Montréal | <p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p><u>Rive-Nord</u> : Blainville, Bois-des-Filion, Boisbriand, Charlemagne, l'Assomption, Mascouche. <u>Rive-Sud</u> : Boucherville, Varennes, Sainte-Julie, Beloeil, Chambly, Longueuil, Brossard, Saint-Hubert, Candiac.</p> | CONTINUER – GROUPE 11 |

| | | |
|---|---|------------------------------|
| | ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE. | |
| Autre lieu | - | REMERCIER ET CONCLURE |
| RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre | - | REMERCIER ET CONCLURE |

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

| | |
|-------------------------------------|------------------------------|
| Moins de deux ans | REMERCIER ET CONCLURE |
| Deux ans ou plus | CONTINUER |
| Ne sais pas/Préfère ne pas répondre | REMERCIER ET CONCLURE |

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 4** Combien de personnes de votre ménage ont plus de 18 ans?
 Une personne **PASSER À LA Q4a**
 Plus d'une personne **PASSER À LA Q4b**

4a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 4** Le revenu de votre ménage pour 2021 était-il supérieur ou inférieur à 25 000 \$?
 25 000 \$ ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**
 Moins de 25 000 \$ **CONTINUER = GROUPE 4**
 Refuse de répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

4b. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 4** Le revenu de votre ménage pour 2021 était-il supérieur ou inférieur à 40 000 \$?
 40 000 \$ ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**
 Moins de 40 000 \$ **CONTINUER = GROUPE 4**
 Refuse de répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 7** Parmi les enjeux suivants, sur lequel, selon vous, le gouvernement du Canada devrait-il se concentrer le plus, ou bien lequel est le plus important pour vous? Veuillez ne choisir qu'un seul enjeu.

Les enjeux environnementaux et les changements climatiques — **CONTINUER, GROUPE 7**
 Le coût de la vie — **REMERCIER ET CONCLURE**
 La garde des jeunes enfants — **REMERCIER ET CONCLURE**
 Les soins de santé et la santé publique — **REMERCIER ET CONCLURE**
 Les enjeux autochtones et la réconciliation — **REMERCIER ET CONCLURE**
 Les affaires étrangères — **REMERCIER ET CONCLURE**
 Autre — **REMERCIER ET CONCLURE**

6. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

| | |
|---|---|
| Moins de 18 ans | SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE. |
| 18 à 24 | CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE. |
| 25 à 34 | |
| 35 à 44 | |
| 45 à 54 | |
| 55 ans ou plus | |
| RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre | REMERCIER ET CONCLURE |

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

7. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

8. Êtes-vous un étudiant international?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **CONTINUER**

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

9. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail
 Services professionnels, scientifiques et techniques
 Services publics
 Soins de santé et assistance sociale
 Transport et entreposage
 Sans emploi **REMERCIER ET CONCLURE SI GROUPE 4**
 Aux études à temps plein **PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS. REMERCIER ET CONCLURE SI GROUPE 4**
 À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE. REMERCIER ET CONCLURE SI GROUPE 4**
 Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

10. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

11. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

12. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

13. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

14. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

15. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

16. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.20**

17. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

18. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

19. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

20. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)

Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

22. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$
20 000 \$ à moins de 40 000 \$
40 000 \$ à moins de 60 000 \$
60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$
150 000 \$ ou plus
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

23. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – May 2022 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-25 minutes) All Locations

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - **Rural Ontario** Has anyone heard anything about the “Rolling Thunder” motorcycle convoy that was in Ottawa this past weekend? If yes, what have you heard? What do you think?
- **Windsor Disabled Persons** Has anyone heard about the recent appointment of Canada’s first Chief Accessibility Officer?

Windsor Disabled Persons CLARIFY AS NEEDED:

Stephanie Cadieux was recently appointed as Canada’s first Chief Accessibility Officer (CAO). Over the course of Ms. Cadieux’s four-year term, she will serve as an independent special advisor to the Minister of Employment, Workforce Development and Disability Inclusion providing advice on a wide range of accessibility issues. As CAO, Ms. Cadieux will monitor and report on systemic and emerging accessibility issues, and will produce an annual report to the Minister detailing progress and outcomes achieved under the Accessible Canada Act.

- **Windsor Disabled Persons** How do you feel about this appointment?
- **Windsor Disabled Persons** What impacts do you expect this to have on accessibility in Canada?
- **Windsor Disabled Persons** Has anyone heard anything about the federal budget? What specific initiatives are in it?
- **Eastern Townships Low-Income Workers, Calgary Heavy Social Media Users** Have you heard anything about the initial draft majority opinion by the United States Supreme Court indicating it has voted to strike down the landmark Roe v. Wade decision?
 - Is this an issue that concerns you? What makes you say that?
 - Should the Government of Canada be doing more for abortion access in Canada?
 - IF YES: What would you like to see happen?

- **Calgary Heavy Social Media Users** Has anyone ever seen, read, or heard any news about the Government of Canada over social media platforms before? Do you remember what the news was and where you saw it?
- **Atlantic Canada** Have you heard anything recently about abortion access in Canada or the US? If yes, what have you heard?
 - IF NECESSARY: An initial draft opinion of the United States Supreme Court indicated it had voted to strike down the landmark Roe v. Wade decision.
 - What should the Government of Canada's response be?
- **Atlantic Canada** Have you heard anything about about recent developments related to the trade of PEI potatoes? If yes, what have you heard? What is the most recent information you have on the issue?

Atlantic Canada CLARIFY AS NECESSARY:

Last November, the United States instructed their border officials to deny entry of shipments of PEI potatoes, following detections of potato wart. In March 2022, the United States announced that imports of PEI potatoes could resume with conditions.

- **Atlantic Canada** Had anyone heard about the U.S. announcement?
 - How big of an issue is this today?
- **Atlantic Canada** Has anyone heard anything about the Bay du Nord oil and gas project in Newfoundland? If yes, what have you heard?

Atlantic Canada, North/South Shore of Montreal (excluding Montreal) CLARIFY AS NECESSARY:

Equinor proposed to install and operate a floating offshore oil and gas production facility east Newfoundland and Labrador. As proposed, the Bay du Nord Development Project would be in operation for approximately 30 years, with the potential for additional wells and tie-backs to the production facility. After an environmental assessment concluded it would not cause significant adverse environmental effects, the federal government approved the project.

- **Atlantic Canada** How do you feel about its approval? Do you think the Government of Canada was right to approve this project?
- **Atlantic Canada** What does this mean for the future of oil and gas projects in Canada?
- **Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) Chinese Diaspora, City of Vancouver Renters** Has anyone heard anything about drug decriminalization in British Columbia?

Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) Chinese Diaspora, City of Vancouver Renters
 PROMPT AS NECESSARY: B.C. has applied for an exemption request to decriminalize possession of small amounts of drugs, in an effort to reduce stigma associated with drug use and help save lives. Drug users who purchase above the threshold limit are at risk of arrest and having their drugs confiscated.

- **Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) Chinese Diaspora, City of Vancouver Renters** What are your reactions to this news?
 - What impacts do you expect this to have?
 - Should the federal government approve this request? Is this the right approach?
 - **Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) Chinese Diaspora** Do you mostly get news from English language sources or in another language? Which languages?
 - How often do you turn to sources in other languages?
 - **Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) Chinese Diaspora** Do you mostly get news from Canadian media or media from another country? Which countries?
 - How often do you turn to media from another country?
- **North/South Shore of Montreal (excluding Montreal)** What have you heard about the Bay du Nord project?
 - What are your reactions to the approval of this project?
 - Do you think it was the right choice? Why/why not?
 - What impacts do you think this project will have?
- **Northwest Territories** IF NOT MENTIONED: What about Prince Charles' visit?
 - What are your thoughts about this visit? What, if anything, were you hoping to see from this trip?

ECONOMY (20-30 minutes) **Rural Ontario, Mid-size Centres Prairies, Eastern Townships Low-Income Workers, Calgary Heavy Social Media Users, Atlantic Canada, North/South Shore of Montreal (excluding Montreal)**

Now we're going to talk about your local economies...

- To start, what are the biggest industries in your local communities? (IF NECESSARY: Does anyone's communities have agriculture, oil and gas, or mining as big local industries?)
 - Do you expect this industry will grow, shrink, or stay the same size over the next several years? What is causing or influencing this to happen?
 - What are some of the biggest challenges when it comes to economic growth in your community?
- When you think about the future of the Canadian economy, what industries do you expect will be prioritized?

- If these are prioritized, would that be good for your community? Would this bring new opportunities to your communities? Or, would it present new challenges?
- When you think about a “green economy” and “green jobs,” what comes to mind?
 - In the green economy of tomorrow, what might be the main jobs or sectors?
 - What about in rural communities?
 - Will investments in the green economy and green jobs help or hurt your community? Why?

Rural Ontario, Mid-size Centres Prairies, Eastern Townships Low-Income Workers, Atlantic Canada, North/South Shore of Montreal (excluding Montreal) **POLL:** We’re going to show you a short list of “green” sectors. Please select up to three that you think could lead to new opportunities in communities like yours if they were prioritized:

- Eco-recreational tourism
- Green energy
- Mining
- Nature protection
- Sustainable agriculture and food self-sufficiency
- Sustainable forestry

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

North/South Shore of Montreal (excluding Montreal) NOTE: Response categories in poll above were shown in a different order.

- **Rural Ontario, Mid-size Centres Prairies, Eastern Townships Low-Income Workers, North/South Shore of Montreal (excluding Montreal)** Are there any other green sectors you’d like to see on this list?
- Is it reasonable to expect [rural] communities to make a full “green transition” into greener industries?
 - Are there any major obstacles you think [rural] communities will need to overcome to prosper in the green economy?

DIGITAL ECONOMY (10 minutes) **Rural Ontario**

- When you think about a “digital economy,” what comes to mind?
 - Can rural Canadians benefit from a transition to a digital economy?

- What types of new jobs might there be in your community if investments are made to grow a digital economy?

BUDGET 2022/HOUSING (40 minutes) Rural Ontario, Mid-size Centres Prairies, City of Vancouver Renters, Northwest Territories

Federal Budget and Housing Initiatives Rural Ontario, Mid-size Centres Prairies, City of Vancouver Renters

I'd like to talk to you about the recent federal budget...

- Has anyone heard anything about the federal budget? What specific initiatives are in it?
- Budget 2022 has housing as a priority area. How important an issue is housing affordability?

I'm now going to show you various housing initiatives included in the budget. There are a few different categories, and we'll go through each category individually.

POLL: Here is the first set. I'd like you to select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

Building New Homes

- A new Housing Accelerator Fund providing money to municipalities to build 100,000 new homes.
 - Repurposing existing infrastructure budgets to prioritize the construction of additional new homes.
 - Providing \$750 million in new public transit funding to municipalities that commit their own money to building new housing.
 - An additional \$1.5 billion investment over two years for new affordable housing units for those experiencing homelessness or domestic violence.
 - An additional \$2.9 billion over four years for the National Housing Co-Investment Fund, which creates new low-income housing and repairs existing low-income housing.
 - An additional \$216 million to incentivize developers to build new rental units that charge less than the average rent in the areas they are built in.
 - An additional \$500 million investment to expand co-operative housing in Canada, with a pledge to give an additional \$1 billion in loans to co-op housing projects.
 - An additional \$150 million over two years for housing in the northern territories.
- Out of all the items in this section, which one do you think would be the most helpful for dealing with the housing crisis?
 - Would any of these personally impact you?

- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

POLL: Here is the second set. Again, select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. (REPEAT INSTRUCTION AS NEEDED: You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any).

Housing Affordability

- A Tax-Free First Home Savings Account allowing prospective first-time homebuyers to save up to \$40,000 tax-free to put towards their purchase.
 - Doubling the existing First-Time Home Buyers' Tax Credit from \$5,000 to \$10,000.
 - A one-time \$500 payment to Canadians facing housing affordability challenges.
 - Expanding the First Time Home Buyers' Incentive to allow more flexibility and making it easier for single Canadians to access.
 - An additional \$200 million to increase rent-to-own housing options.
 - A \$562 million investment over two years in funding organizations addressing homelessness, plus \$62 million specifically to address homelessness among veterans.
- Out of all the items in this section, which one do you think would be the most helpful for dealing with the housing crisis?
 - Would any of these personally impact you?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

POLL: And here is the final set. Again, select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. (REPEAT INSTRUCTION AS NEEDED: You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any).

Protecting Canadians

- Ending blind bidding (*blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding*).
 - Creating taxation penalties to stop landlords from doing 'renovictions' (*a renovation occurs when a landlord evicts a tenant by claiming they will complete major renovations*).
 - A ban on all non-Canadians buying residential properties in Canada for two years.
 - New taxation rules to deter house flipping.
 - Making assignment sales of new and renovated housing taxable to deter speculators from buying homes and leaving them vacant (*an assignment sale is when a seller sells their interest in a property before they take possession*).
- Out of all the items in this section, which one do you think would be the most helpful for dealing with the housing crisis?
 - Would any of these personally impact you?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

- Now reflecting back on all the new housing policies we have discussed today, what is your overall impression of the Government of Canada's new housing plan? What impact do you think this approach would have on the housing challenges in Canada?
- Do you think it's realistic that all of these initiatives can be fulfilled?

Housing Initiatives Northwest Territories

On housing affordability, has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track? What makes you say that?

I'm now going to show you various housing initiatives included in the budget. There are more than 30 different initiatives being proposed, but for the sake of time we will only show a selection.

POLL: I'd like you to select the ones that you think will have the most positive impact on the housing market in Canada. You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

Building New Homes

- \$1.5 billion investment over two years for new affordable housing units for those experiencing homelessness or domestic violence.
 - An additional \$2.9 billion over four years for the National Housing Co-Investment Fund, which creates new low-income housing and repairs existing low-income housing.
 - An additional \$500 million investment to expand co-operative housing in Canada, with a pledge to give an additional \$1 billion in loans to co-op housing projects.
 - An additional \$150 million over two years for housing in the northern territories.
 - A Tax-Free First Home Savings Account allowing prospective first-time homebuyers to save up to \$40,000 tax-free to put towards their purchase.
 - Doubling the existing First-Time Home Buyers' Tax Credit from \$5,000 to \$10,000.
 - Ending blind bidding (*blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding*).
 - Creating taxation penalties to stop landlords from doing 'renovictions' (*a renoviction occurs when a landlord evicts a tenant by claiming they will complete major renovations*).
 - A ban on all non-Canadians buying residential properties in Canada for two years.
 - New taxation rules to deter house flipping.
- Out of all the measures here, which do you think would be the most helpful for dealing with the housing crisis?
 - Would any of these personally impact you?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

- Now reflecting back on all of these new housing policies, what is your overall impression of the Government of Canada’s new housing plan?
- Some have described this as an “all of the above” housing strategy. Would you say that’s accurate or are there still items missing?
- Do you think it’s realistic that all of these initiatives can be fulfilled?
- Let’s assume for the moment all of these initiatives can be fulfilled. What impact do you think this approach would have on the housing challenges in Canada?
 - What impact might it have on housing challenges in the Northwest Territories?

PUBLIC MOOD (10-25 minutes) Rural Ontario, Mid-size Centres Prairies, Calgary Heavy Social Media Users, Atlantic Canada

- Are Canadians mostly divided or mostly united on the important issues facing our country?
 - What are some important issues that Canadians mostly agree on?
 - What are some important issues you think Canadians are mostly divided on?
 - How do you know?
- Atlantic Canada Are divisions in Canada concerning to anyone? Why/why not?
- Atlantic Canada Should the Government of Canada do anything to address divisions within Canada? If yes, what?
- Are Canadians more divided today than in the past? Why?
 - If yes, when did these divisions first become worse?
 - What are the main causes of these divisions?
 - IF NOT MENTIONED: Has misinformation made things worse?
 - Mid-size Centres Prairies, Atlantic Canada Are rural communities uniquely impacted by misinformation?
- Atlantic Canada What do you think should happen to combat misinformation or disinformation online?
 - Do digital platforms like Facebook and Google have a responsibility to ensure the accuracy of news and information on their platforms?
 - Does the federal government have a role in combating misinformation and disinformation online?

PERSONS LIVING WITH DISABILITIES (80 minutes) Windsor Disabled Persons

- Thinking about your overall health and the conditions or disabilities you may be living with, what impacts do they have on your daily life?
 - If you feel comfortable, what are some of the symptoms you experience?
 - How much of an impact, if at all, do they have on your ability to complete daily tasks?
- How would you describe your current wellbeing and quality of life?
 - Are there any challenges impacting your wellbeing, or lowering your quality of life (cost of living, housing, health care)?
 - Still thinking about your wellbeing and quality of life, do you expect yourself to be better off, worse off, or about the same in five years? Why?
- What are some of the biggest challenges facing persons with disabilities in Canada?
- Have you heard anything the Government of Canada has done recently to support persons with disabilities?
 - When it comes to supporting persons with disabilities, is the Government of Canada generally on the right track or wrong track? Why?
 - What should the Government of Canada do to better support persons with disabilities?
- In general, do you think the federal government should be more focused on policies that remove barriers or those that provide equal opportunities?
- What would you expect to see from a government promising to remove barriers for persons with disabilities?
 - Have you seen any progress on removing barriers for persons with disabilities over the last several years?
- What would you expect to see from a government promising to provide equal opportunities for persons with disabilities?
 - Have you seen any progress on providing equal opportunities for persons with disabilities over the last several years?
- Are there other goals or objectives that the Government of Canada should focus on when addressing these topics?
- What does “accessibility” mean for you?
- What does “disability inclusion” mean for you?
 - Are accessibility and disability inclusion important priorities?
- How important is it for the Government of Canada to have a strategy to help Canadians with disabilities access employment opportunities?

- Have you heard, read, or seen anything about a proposed Canada Disability Benefit?
 - IF HEARD: Based on what you've seen read or heard what is your reaction to the plan to create a new Canadian Disability Benefit?

CLARIFY AS NEEDED:

The Disability Benefit will be modelled after the Guaranteed Income Supplement for Seniors. That is, it will provide a regular long-term supplement to other (provincial) supports and act like a Universal Basic Income.

- What are your reactions to hearing this?
 - Overall, do you support or oppose this proposed Canada Disability Benefit?
 - What impact, if any, would a benefit like this have on your wellbeing and quality of life?
- Are you aware of any other financial supports the federal government makes available to persons with disabilities?
 - Are there other financial supports the Government of Canada should be providing?
 - How about supports to help persons with disabilities access affordable or accessible housing?
- How confident are you that the federal government will follow through on this commitment and establish a new Disability Benefit in the next few years?

PUBLIC HEALTH AD (20 minutes) Mid-size Centres Prairies

I'm now going to show you a concept that is currently being developed by the Government of Canada for a possible video.

The concept is in the form of a storyboard. You will notice that it is not in finished form. Instead, the images look more like a comic strip, which we call a storyboard. A storyboard is something that is developed early in the creative process so you get a graphical illustration and short narrative that gives a sense of what the video might look like in its finished format. The final product will be a 2-minute video produced professionally that will be shown on social media and digital platforms. Please keep this in mind as you are viewing the concept.

SHOW CONCEPT ON SCREEN:

- What are your initial thoughts about this concept? What makes you say that?
 - Is the concept appealing – i.e., does it speak to you?
- What is the main message of this concept?
 - Is the message clear?

- Do you have a better understanding of what public health is?
 - What are your impressions of the public health system after seeing this video?
- Do you have any thoughts about what could make this video more effective?

LOCAL ISSUES (15-20 minutes) Eastern Townships Low-Income Workers, Mid-size and Major Centres
Manitoba Métis Nation, City of Vancouver Renters

- Eastern Townships Low-Income Workers, City of Vancouver Renters, Mid-size and Major Centres
Manitoba Métis Nation [Now], thinking [specifically] about [the Eastern Townships/Vancouver/your own community], what are some of the biggest issues and concerns?
 - FOR EACH: Why is it important? What needs to be done? PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT
- Eastern Townships Low-Income Workers, City of Vancouver Renters And thinking about the biggest local issues has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track? What makes you say that?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the Government of Canada do to get on the right track?

Mid-size and Major Centres Manitoba Métis Nation Now I'd like to focus on your local community...

- Mid-size and Major Centres Manitoba Métis Nation What are the most important sectors and industries for your local community?
- Mid-size and Major Centres Manitoba Métis Nation Which local sectors and industries do you feel need the most help? Why do these sectors and industries need federal support?

Mid-size and Major Centres Manitoba Métis Nation NOTE TO MODERATOR: For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support this sector? What else can the Government of Canada do to support these sectors?

JOB OPPORTUNITIES (15 minutes) Eastern Townships Low-Income Workers

- Do you feel there are enough job opportunities in your region to live there comfortably long-term?
- Has anyone tried looking for new job opportunities since the pandemic began? Is anyone currently looking for new job opportunities? Does anyone expect to look for new job opportunities in the near future?

- Assuming you were looking for a job right now, what are the most important things you look for before applying for or accepting a new job? (IF NECESSARY: What, other than wages, do you look for?)
 - How important is it for a prospective employer to be environmentally responsible? (Examples: To have a plan to reduce their emissions, become more energy efficient, adopt more sustainable practices, etc.)
 - If a company did not have any plan to be more environmentally responsible, would that deter you from applying or accepting a position with them?
 - How important is it for a prospective employer to be socially responsible? (Examples: To invest in their communities, provide broad benefits to their employees, etc.)
 - If a company did not have any commitments to social responsibility, would that deter you from applying or accepting a position with them?

OFFICIAL LANGUAGE GOVERNMENT PRIORITIES (25 minutes) Eastern Townships Low-Income Workers, North/South Shore of Montreal (excluding Montreal)

Shifting topics again...

POLL: I will show you a list of priorities related to official languages. I'd like you to select which of these priorities you believe are the most important for the Government of Canada to work on. You can select up to [Eastern Townships Low-Income Workers 3/ North/South Shore of Montreal (excluding Montreal) 2]; if you don't think any should be a priority, don't select any.

SHOW ON SCREEN:

- Eastern Townships Low-Income Workers Creating a strategy to support entrepreneurs in official language minority communities
- Ensuring every Canadian can be heard and understood by a judge in their official language of choice when before a court
- Ensuring that the private sector provides services in the preferred official language of Canadians
- Guaranteeing the equality of the English and French languages in Canada
- Eastern Townships Low-Income Workers Increasing funding for schools for Francophone communities outside of Quebec
- Making investments to improve access to French immersion and French second-language programs across the country

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Eastern Townships Low-Income Workers Was there anything missing from this list?

- **Eastern Townships Low-Income Workers** Is there anything the Government of Canada should be doing to [support/help protect or promote] the [francophone community/French language within Canada]?

PRIORITIES AND PERFORMANCE (20 minutes) **Calgary Heavy Social Media Users, Atlantic Canada, Mid-size Centres Quebec Environmentally Concerned, Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) Chinese Diaspora, North/South Shore of Montreal (excluding Montreal)**

Youth **Calgary Heavy Social Media Users**

- In your opinion, what are the top issues young people are facing that the federal government should be prioritizing?
- What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada's past work on any of these issues?
- What work, if any, is the federal government planning to do on these files?
- Are you aware of any other work the Government of Canada has done, or is planning to do, to help young people?
- On these priorities, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?
- When it comes to engaging with young people, would you say the federal government is generally on the right or wrong track?
 - What are better ways for the federal government to engage with young people?
 - IF NOT MENTIONED: What about using social media? Is social media a good tool to reach young people? What about TikTok?
 - How would you describe the Government of Canada's current performance of using social media as a tool to engage young people?

Atlantic Canada Priorities **Atlantic Canada**

- In your opinion, what are the top issues facing Atlantic Canadians that the federal government should be prioritizing?
- What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada's past work on any of these issues?
- On these priorities, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why?

- For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?

The Environment Mid-size Centres Quebec Environmentally Concerned, North/South Shore of Montreal (excluding Montreal)

- In your opinion, what are the top issues the federal government should be prioritizing?
 - IF NOT MENTIONED: What about the environment and climate change? How does the environment and climate change rank as a top priority? Why?
 - What, specifically, within the broader topic of the environment and climate change are you most concerned with? Or, what are specific areas you think are the most important?
- What major news or announcements over past years, if any, do you remember seeing/hearing about the Government of Canada's work on the environment and climate change?
 - What do you take away from this?
- On the environment and climate change, has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track? What makes you say that?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the Government of Canada do to get on the right track?
- Has the federal government gotten better or worse at handling environment and climate change issues over time?

Anti-Asian Racism Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) Chinese Diaspora

- In your opinion, what are the top issues Chinese-Canadians are facing that the federal government should be prioritizing?
- What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada's past work on any of these issues?
- What work, if any, is the federal government planning to do on these files?
- Are you aware of any other work the Government of Canada has done, or is planning to do, to help Chinese-Canadians?
- On these priorities, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?

- IF NOT MENTIONED: What about anti-Asian racism? How prevalent is anti-Asian racism in Canada?
- What work, if any, is the federal government doing to address anti-Asian racism?
- When it comes to combating anti-Asian racism, is the federal government generally on the right or wrong track? Why?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?
- When it comes to engaging with Chinese-Canadians, would you say the federal government is generally on the right or wrong track?
 - What are better ways for the federal government to engage with Chinese-Canadians?

NEWS SOURCES/SOCIAL MEDIA (10-25 minutes) Calgary Heavy Social Media Users, Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) Chinese Diaspora, Mid-size and Major Centres Manitoba Métis Nation

- Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) Chinese Diaspora, Mid-size and Major Centres Manitoba Métis Nation What are your primary sources for news? (e.g., TV news, radio, social media, friends/family)
- Calgary Heavy Social Media Users, Mid-size and Major Centres Manitoba Métis Nation IF NOT MENTIONED: How many use social media to get news?
- Calgary Heavy Social Media Users, Mid-size and Major Centres Manitoba Métis Nation Which platforms do you typically use?
- Are there any social media platforms that are more or less reliable for news? If yes, which ones?
 - Is this a platform you ever see any [Government of Canada/federal government] news on?
- Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) Chinese Diaspora, Mid-size and Major Centres Manitoba Métis Nation If you were looking for [Government of Canada/federal government] news, [which platforms/where] would you go to first? Why?
- Calgary Heavy Social Media Users, Mid-size and Major Centres Manitoba Métis Nation Are there any platforms you rarely or virtually never see any Government of Canada news on?
 - Calgary Heavy Social Media Users For those who are interested, is this a platform you think the Government of Canada should be sharing news and information on?

Impacts of Social Media and Misinformation Calgary Heavy Social Media Users, Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) Chinese Diaspora

- What are the main positive impacts of social media?
- What are the main negative impacts of social media?
- Who has heard about “fake news” on the Internet? How big of an issue is misinformation or disinformation on the Internet?
- What do you think should happen to combat misinformation or disinformation online?
 - Do digital platforms like Facebook and Google have a responsibility to ensure the accuracy of news and information on their platforms?
 - Does the federal government have a role in combating misinformation and disinformation online?

FISHERIES NEWS (15 minutes) Atlantic Canada

- Has anyone heard any recent news on any fisheries issues impacting the Atlantic provinces? If yes, what have you heard?
 - Has anyone heard anything about potential cuts to the herring fishery quota? If yes, what have you heard?
 - Had anyone heard about this news before?
 - What’s your reaction to hearing about potential cuts?
 - What impacts do you expect to see from this?
 - What should the Government of Canada do?
- Generally, how would you describe the Government of Canada’s performance on supporting the fishing industry?
 - IF NEGATIVE: What would you like to see from the Government of Canada to better support the fishing industry?

CARBON EMISSIONS (40 minutes) Mid-size Centres Quebec Environmentally Concerned

- What are carbon capture and storage projects? How do they work? Why are they used?

CLARIFY AS NECESSARY:

CCUS (carbon-capture, usage, and storage) are technologies that capture carbon dioxide (CO₂). Once the CO₂ is captured, it is then compressed and transported to be permanently stored in geological formations underground (e.g., saline aquifers, oil reservoirs), or used to create products such as concrete and low-carbon synthetic fuels. CCUS technologies can deliver ‘negative emissions’ by removing CO₂ from the air (direct-air-capture) or from biomass-based energy and storing the CO₂.

- What impacts, if any, could carbon capture and storage projects have in Canada?
 - Should the federal government be encouraging carbon capture and storage projects? Why and why not?
- Has anyone heard of anything the federal government is doing to promote carbon capture and storage projects?

CLARIFY AS NECESSARY:

In the most recent budget, the federal government introduced a refundable tax credit to offset the costs for companies purchasing and installing equipment for carbon capture, transportation, AND storage. The tax credit will provide an estimated \$2.6 billion over the next five years, and \$1.5 billion annually after that until 2030.

Projects that capture emissions to then further extract more oil out of the ground will not qualify.

- What are your reactions to this information?
- Is this something the Government or Canada should or should not be doing? Why or why not?
- What roles or responsibilities, if any, should oil and gas companies have in reducing Canada's national emissions?
 - What should the federal government do, if anything about this?
- Have you ever heard of the term "net-zero oil"? What do you think this means?

CLARIFY AS NECESSARY:

Net-zero oil refers to oil extraction projects that completely negate any greenhouse gas emissions experienced in the extraction process, through reducing emissions and/or implementing methods to absorb carbon dioxide from the atmosphere to offset any remaining emissions.

- If oil companies were able to reach net-zero emissions, do you think that would make a significant difference in helping Canada reach its emissions targets in the future, or not? What makes you say that?
- Recently, gasoline prices in Canada have been very high, partially in response to conflict in Eastern Europe risking international oil markets. Do these recent developments change how you think Canada should manage its own oil production?

ZERO-EMISSION VEHICLES (30 minutes) Mid-size Centres Quebec Environmentally Concerned

- What have you seen, read or heard recently about zero-emission vehicles?

- Have you heard about any recent Government of Canada announcements on investments into the manufacturing of zero-emission vehicles? If yes, what have you heard? What do you think?
 - Any recent agreements or deals?
- Any recent federal government announcements on investments into charging stations for zero-emission vehicles? If yes, what have you heard? What do you think?
 - Has anyone noticed any changes in the availability of charging stations in your communities?
- Is anyone aware of any measures in the federal budget for zero-emission vehicles? If yes, what have you heard? What do you think?
 - What about any new rebates for ZEVs in the budget?
- Has anyone here ever owned a ZEV? Has anyone considered purchasing one?
 - What would be the main reason for you to consider buying a zero-emission vehicle?
 - What would be your main reason not to consider buying a zero-emission vehicle?
- How important, if at all, are zero-emission vehicles in fighting climate change?
- Is this something the federal government should be prioritizing? Why or why not?
- When it comes to [____] would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track? Why?
 - ASK FOR EACH: (a) manufacturing ZEVs in Canada, (b) building a network of electric charging stations, (c) making ZEVs more affordable.

FIREARMS (25-30 minutes) Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver) Chinese Diaspora, Mid-size and Major Centres Manitoba Métis Nation, North/South Shore of Montreal (excluding Montreal), City of Vancouver Renters, Northwest Territories

- How would you describe the level of gun crime in Canada?
- Based on what you may have read, seen, or heard, would you say that gun violence has been increasing, decreasing, or staying the same in your community?
 - IF GOING UP: Why do you think it's been going up?
 - What's behind gun crime? What are some of its causes?
 - Has the Government of Canada ever done anything to address gun crime? Are they doing anything now?
 - IF ANSWER GIVEN: Is this the right approach? Why/why not?
 - What should the Government of Canada do, if anything, to combat gun crimes?
 - Northwest Territories Has anyone heard about proposed new firearm legislation?
 - IF YES: What have you heard?

- In general, based on what you know, do you feel the laws covering guns in Canada are strict enough, too strict, or not strict enough? Why?
- Some have suggested Canada should have a national freeze on handguns; what do you think this might look like?
- What do you think the difference between a handgun freeze and a handgun ban could be?

PROMPT AS NECESSARY: A national freeze on handguns would work by capping the market and banning the sale and import of handguns into Canada.

- What's your reaction to this? What impacts would this have?
- Is a freeze on handguns appropriate, or would an outright ban (making them illegal) be better? Or, is neither best?
- Should gun policies be the same nation-wide, or do you think they should be tailored for different cities or provinces?
 - What about with "freezing" handguns?

Firearm-Control Legislation Northwest Territories

CLARIFY AS NEEDED/SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada has tabled new firearm-control legislation. The proposed legislation includes the following:

- **Implementing a national freeze on handguns** to prevent individuals from bringing newly-acquired handguns into Canada and from buying, selling, and transferring handguns within the country.
- **Taking away the firearms licenses** of those involved in acts of domestic violence or criminal harassment, such as stalking.
- **Fighting gun smuggling and trafficking** by increasing criminal penalties, providing more tools for law enforcement to investigate firearms crimes, and strengthening border security measures.
- **Addressing intimate partner violence, gender-based violence, and self-harm involving firearms** by creating a new "red flag" law that would enable courts to require that individuals considered a danger to themselves or others surrender their firearms to law enforcement, while protecting the safety of the individual applying to the red flag process, including by protecting their identity. In addition, the Government of Canada will invest \$6.6 million to help raise awareness of the new law and provide supports to vulnerable and marginalized groups to navigate the provisions.

- **Requiring magazines for long guns to be changed** so they can't carry any more than five rounds; sales of larger magazines would be banned.
- What's your reaction to this? Would any of these measures have positive impacts?
 - Are there any measures that the federal government should not be pursuing? Why?
 - Would any of these measures affect you personally?
- Thinking specifically about the freeze on handguns, do you have any questions or concerns about how this policy might be implemented?
- Do you think the measures included in this legislation go far enough in seeking to address gun crime or should more be done to control access to guns in Canada?
 - IF YES: What else should the federal government be doing?

RELATIONSHIP WITH CHINA (20 minutes) Greater Vancouver Area (excluding City of Vancouver)
Chinese Diaspora

- How would you describe Canada's current relationship with China?
- How has this relationship changed?
- How do you expect this relationship to develop?
- What would you like to see Canada do with this relationship?
 - Should Canada try to build closer ties? Why/why not?
 - Should Canada try to deepen its trading relationship with China? Why/why not?

MÉTIS ISSUES (30 minutes) Mid-size and Major Centres Manitoba Métis Nation

I'd now like to shift our attention to Métis issues more broadly.

- What important issues facing the Métis community do you think the Government of Canada should focus on?
- Do you think the Government of Canada is focusing about the right amount of attention on Métis Issues, not enough or too much? What makes you say that?
- Has the Government of Canada done anything well with respect to Métis issues?
- What can they improve on?
- What comes to mind when you hear the word "reconciliation"?

- How important is reconciliation with Indigenous peoples?
- Have you heard of anything the Government of Canada has done to address reconciliation?
 - What has the Government of Canada done well on reconciliation with Indigenous peoples?
 - What are a few areas the Government of Canada could improve on?
- Thinking back over the past decade, do you feel like the Government of Canada has moved in the right direction on reconciliation, or not?
- What kind of actions would you expect from a federal government that is serious about addressing reconciliation?

HEALTH AND SAFETY (15 minutes) Northwest Territories

- Can anyone explain the situation in Yellowknife involving arsenic in a now abandoned mine? What is going on? How did this happen?

CLARIFY AS NEEDED:

Giant Mine, located in Yellowknife, Northwest Territories, is regarded as one of the most contaminated sites in Canada. Gold extraction from arsenopyrite ores left behind a legacy of 237,000 tonnes of arsenic trioxide stored in the inactive mine underground chambers.

- What are your reactions to this?
- How important, if at all, is this as an issue? What impacts/potential impacts could this have?
- What, if anything, has the federal government done to address this? What plans do they have to address this?
- What, if anything, should the federal government do to address this?

NORAD (10 minutes) Northwest Territories

- Is anyone aware of an organization called NORAD?
 - To the best of your knowledge, what is NORAD responsible for?

CLARIFY AS NEEDED:

NORAD, or the North American Aerospace Defense Command, is a combined organization of the United States and Canada responsible for protecting the airspace above the two nations and provide warnings of any aerial threats targeting North America.

- Do you feel like these are important roles? Why or why not?

- Are there any changes that you think the Government of Canada should consider making when it comes to how to manage air defense in the current global environment?

CONCLUSION (5-15 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – MAI 2022 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-25 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
 - **Ontario Rural** Est-ce que quelqu'un a entendu quoi que ce soit au sujet du convoi de motos « Rolling Thunder » tenu à Ottawa ce weekend ? Si oui, qu'avez-vous entendu ? Qu'en pensez-vous ?
- **Personnes en situation de handicap de Windsor** Est-ce que quelqu'un a entendu parler de la récente nomination de la première dirigeante principale de l'accessibilité du Canada ?

Personnes en situation de handicap de Windsor ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Stephanie Cadieux a récemment été nommée à titre de la première dirigeante principale de l'accessibilité (DPA) du Canada. Au cours de son mandat de quatre ans, M^{me} Cadieux agira à titre de conseillère spéciale indépendante auprès de la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap et fournira des conseils sur un vaste éventail de questions touchant l'accessibilité. À titre de DPA, M^{me} Cadieux surveillera les problèmes systémiques et émergents en matière d'accessibilité et en fera rapport. Elle produira également un rapport annuel à l'intention de la Ministre détaillant les progrès réalisés et les résultats obtenus en vertu de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*.

- **Personnes en situation de handicap de Windsor** Que pensez-vous de cette nomination ?
- **Personnes en situation de handicap de Windsor** Quels impacts anticipez-vous que cela aura sur l'accessibilité au Canada ?
- **Personnes en situation de handicap de Windsor** Est-ce que quelqu'un a entendu quoi que ce soit au sujet du budget fédéral ? Quelles initiatives précises contient-il ?

- **Travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary** Avez-vous entendu quoi que ce soit concernant l'avant-projet d'une décision majoritaire de la Cour suprême des États-Unis selon lequel elle aurait voté pour invalider l'arrêt historique Roe c. Wade ?
 - Est-ce un enjeu qui vous préoccupe ? Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?
 - Le gouvernement du Canada devrait-il en faire davantage quant à l'accès à l'avortement au Canada ?
 - SI OUI : Qu'aimeriez-vous voir se produire ?
- **Grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary** Est-ce que quelqu'un a déjà vu, lu ou entendu des nouvelles concernant le gouvernement du Canada sur des plateformes de médias sociaux dans le passé ? Vous souvenez-vous de ce qu'était cette nouvelle et où vous l'avez vue ?
- **Canada atlantique** Avez-vous entendu quoi que ce soit récemment au sujet de l'accès à l'avortement au Canada ou aux États-Unis ? Si oui, qu'avez-vous entendu ?
 - SI NÉCESSAIRE : Selon l'avant-projet d'une décision majoritaire de la Cour suprême des États-Unis, celle-ci aurait voté pour invalider l'arrêt historique Roe c. Wade.
 - Quelle devrait être la réponse du gouvernement du Canada ?
- **Canada atlantique** Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des récents développements liés au commerce de la pomme de terre de l'Î.-P.-É. ? Si oui, qu'avez-vous entendu ? Quelles sont les informations les plus récentes que vous avez concernant cet enjeu ?

Canada atlantique ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

En décembre dernier, les États-Unis ont donné l'ordre à leurs agents frontaliers de refuser l'entrée des cargaisons de pommes de terre de l'Î.-P.-É. à la suite de la détection de la galle verruqueuse de la pomme de terre. En mars 2022, les États-Unis ont annoncé que les importations de pommes de terre de l'Î.-P.-É. pouvaient reprendre sous certaines conditions.

- **Canada atlantique** Est-ce que quelqu'un avait entendu parler de l'annonce des États-Unis ?
 - Dans quelle mesure est-ce aujourd'hui un enjeu d'envergure ?
- **Canada atlantique** Est-ce que quelqu'un a entendu quoi que ce soit concernant le projet pétrolier et gazier de Bay du Nord à Terre-Neuve ? Si oui, qu'avez-vous entendu ?

Canada atlantique, rives nord et sud de Montréal (excluant Montréal) ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Equinor a proposé de construire et d'exploiter une installation flottante de production de pétrole et de gaz extracôtière à l'est de Terre-Neuve-et-Labrador. Tel qu'il est proposé, le projet d'exploitation de Bay du Nord aurait une durée de vie d'environ 30 ans, et des puits et des ancrages supplémentaires seront possiblement ajoutés à l'installation de production. À la suite d'une évaluation environnementale qui a conclu qu'il n'aurait pas d'effets négatifs importants sur l'environnement, le gouvernement fédéral a approuvé le projet.

- **Canada atlantique** Que pensez-vous de l'approbation du projet ? Selon vous, le gouvernement du Canada avait-il raison d'approuver ce projet ?
- **Canada atlantique** Qu'est-ce que cela signifie pour l'avenir des projets pétroliers et gaziers au Canada ?
- **Diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver (excluant la ville de Vancouver), locataires de la ville de Vancouver** Quelqu'un a-t-il entendu quelque chose au sujet de la décriminalisation des drogues en Colombie-Britannique ?

Diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver (excluant la ville de Vancouver), locataires de la ville de Vancouver PRÉCISER AU BESOIN : La Colombie-Britannique a demandé une exemption visant à décriminaliser la possession de petites quantités de drogues dans le but de réduire la stigmatisation associée à la consommation de drogues et de contribuer à sauver des vies. Les personnes qui consomment des drogues et qui en achètent une quantité supérieure au seuil fixé risquent d'être arrêtées et voir leurs drogues saisies.

- **Diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver (excluant la ville de Vancouver), locataires de la ville de Vancouver** Quelles sont vos réactions à cette nouvelle ?
 - Quels en seront les impacts, selon vous ?
 - Le gouvernement fédéral devrait-il approuver cette demande ? Est-ce la bonne approche ?
 - **Diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver (excluant la ville de Vancouver)** Obtenez-vous principalement des nouvelles de sources en langue anglaise ou dans une autre langue ? Quelles langues ?
 - Avec quelle fréquence vous tournez-vous vers des sources dans d'autres langues ?
 - **Diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver (excluant la ville de Vancouver)** Obtenez-vous principalement des nouvelles des médias canadiens ou des médias d'un autre pays ? Quels pays ?
 - Avec quelle fréquence vous tournez-vous vers les médias d'un autre pays ?
- **Rives nord et sud de Montréal (excluant Montréal)** Qu'avez-vous entendu au sujet du projet Bay du Nord ?
 - Quelles sont vos réactions face à l'approbation de ce projet ?
 - Selon vous, était-ce le bon choix ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Quels seront, selon vous, les impacts de ce projet ?
- **Territoires du Nord-Ouest** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de la visite du Prince Charles ?
 - Que pensez-vous de cette visite ? Qu'espérez-vous voir de ce voyage, le cas échéant ?

L'ÉCONOMIE (20-30 minutes) Ontario Rural, centres de taille moyenne des Prairies, travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, Canada atlantique, rives nord et sud de Montréal (excluant Montréal)

Nous allons maintenant parler des économies locales...

- Pour commencer, quelles sont les plus grandes industries dans vos collectivités locales ? (SI NÉCESSAIRE : Est-ce que l'agriculture, le pétrole et le gaz, ou l'exploitation minière sont des industries locales importantes dans vos collectivités respectives ?)
 - Pensez-vous que cette industrie connaîtra une croissance, une décroissance ou maintiendra sa taille actuelle au cours des prochaines années ? Qu'est-ce qui provoque ou influence cette situation ?
 - Quels sont les principaux défis à relever en matière de croissance économique dans votre collectivité ?

- Lorsque vous pensez à l'avenir de l'économie canadienne, quelles sont les industries auxquelles vous vous attendez que l'on accorde la priorité ?
 - Si celles-ci étaient considérées comme prioritaires, cela serait-il bon pour votre collectivité ? Cela amènerait-il de nouvelles possibilités pour vos collectivités ? Ou bien, cela présenterait-il de nouveaux défis ?

- Lorsque vous pensez à une « économie verte » et à des « emplois verts », qu'est-ce qui vous vient à l'esprit ?
 - Dans l'économie verte de demain, quels pourraient être les principaux emplois ou secteurs d'activités ?
 - Qu'en est-il dans les collectivités rurales ?
 - Les investissements dans l'économie verte et les emplois verts vont-ils aider ou nuire à votre collectivité ? Pourquoi ?

Ontario Rural, centres de taille moyenne des Prairies, travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, Canada atlantique, rives nord et sud de Montréal (excluant Montréal) **SONDAGE** : Nous allons vous montrer une courte liste de secteurs « verts ». Veuillez en choisir jusqu'à trois qui, selon vous, pourraient déboucher sur de nouvelles opportunités dans des collectivités comme la vôtre s'ils étaient priorisés :

- Le tourisme écorécrotouristique
- L'énergie verte
- L'exploitation minière
- La protection de la nature
- L'agriculture durable et l'autosuffisance alimentaire
- La foresterie durable

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

Rives nord et sud de Montréal (excluant Montréal) NOTE : Les catégories de réponses figurant dans le sondage ci-dessus ont été présentées dans un ordre différent.

- **Ontario Rural, centres de taille moyenne des Prairies, travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, rives nord et sud de Montréal (excluant Montréal)** Y a-t-il d'autres secteurs verts que vous souhaiteriez voir figurer sur cette liste ?
- Est-il raisonnable de s'attendre à ce que les collectivités [rurales] effectuent une « transition verte » complète en faveur d'industries plus vertes ?
 - Y a-t-il, selon vous, des obstacles majeurs que les collectivités [rurales] devront surmonter pour prospérer dans l'économie verte ?

L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE (10 minutes) Ontario Rural

- Lorsque vous pensez à une « économie numérique », que vous vient-il à l'esprit ?
 - Les populations rurales canadiennes peuvent-elles tirer profit d'une transition vers une économie numérique ?
- Quels types de nouveaux emplois pourraient être créés dans votre collectivité si des investissements sont réalisés pour développer l'économie numérique ?

BUDGET 2022/LOGEMENT (40 minutes) Ontario Rural, centres de taille moyenne des Prairies, locataires de la ville de Vancouver, Territoires du Nord-Ouest

Le budget fédéral et les initiatives en matière de logement Ontario Rural, centres de taille moyenne des Prairies, locataires de la ville de Vancouver

J'aimerais vous parler du récent budget fédéral...

- Est-ce que quelqu'un a entendu quoi que ce soit au sujet du budget fédéral ? Quelles initiatives précises contient-il ?
- Le budget de 2022 fait du logement un domaine prioritaire. Dans quelle mesure l'abordabilité du logement est-elle un enjeu important ?

Je vais maintenant vous montrer diverses initiatives en matière de logement qui figurent dans le budget. Il y a quelques catégories différentes, et nous allons les passer en revue individuellement.

SONDAGE : Voici la première série. Je voudrais que vous choisissiez celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.

Construction de logements neufs

- Un nouveau *Fonds pour accélérer la construction de logements* versera de l'argent aux municipalités dans le but de construire 100 000 nouveaux logements.
 - Réaffecter les budgets d'infrastructure existants pour prioriser la construction de nouveaux logements supplémentaires.
 - Investir 750 millions de dollars de nouveaux fonds pour le transport en commun aux municipalités qui s'engagent à investir leurs propres fonds dans la construction de nouveaux logements.
 - Un investissement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale.
 - Un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le *Fonds national de co-investissement pour le logement* qui contribue à créer de nouveaux logements ainsi qu'à réparer des logements existants pour les personnes à faible revenu.
 - Des fonds supplémentaires de 216 millions de dollars pour inciter les promoteurs à construire de nouveaux logements locatifs dont le prix de location est inférieur au prix moyen dans les zones où ils sont construits.
 - Un investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts aux projets de coopératives d'habitation.
 - Des fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord.
-
- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, lesquels seraient, selon vous, les plus utiles pour traiter la crise du logement ?
 - Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
 - Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

SONDAGE : Voici la deuxième série. Une fois de plus, veuillez choisir celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. (RÉPÉTER LES INSTRUCTIONS AU BESOIN : Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.)

Abordabilité du logement

- Le *Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété*, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition.

- Doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$.
 - Un paiement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable.
 - Élargir l'*Incitatif à l'achat d'une première propriété* afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens et Canadiennes sans conjoint ou conjointe.
 - Un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat.
 - Un investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans.
- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, lesquels seraient, selon vous, les plus utiles pour traiter la crise du logement ?
 - Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
 - Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

SONDAGE : Et voici la dernière série. Une fois de plus, veuillez choisir celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. (RÉPÉTER LES INSTRUCTIONS AU BESOIN : Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.)

Protéger les Canadiens

- Mettre fin aux offres à l'aveugle (*les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres*).
 - Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (*une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures*).
 - Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans.
 - De nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier).
 - Rendre les cessions de contrat de vente de logements neufs et rénovés taxables afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des propriétés résidentielles et de les laisser vacantes (*une cession de contrat de vente est une opération par laquelle un vendeur vend ses intérêts dans une propriété avant d'en prendre possession*).
- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, lesquels seraient, selon vous, les plus utiles pour traiter la crise du logement ?
 - Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
 - Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?

- Maintenant, si l'on réfléchit à toutes les nouvelles politiques en matière de logement dont nous avons discuté aujourd'hui, quelle est votre impression globale du nouveau plan sur le logement du gouvernement du Canada ? Quel serait, selon vous, l'impact de cette approche sur les défis que pose la question du logement au Canada ?
- Pensez-vous qu'il est envisageable que toutes ces initiatives puissent être réalisées ?

Initiatives en matière de logement Territoires du Nord-Ouest

- En ce qui concerne la question de l'abordabilité du logement, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Je vais maintenant vous montrer diverses initiatives en matière de logement qui figurent dans le budget. Il y a plus de 30 initiatives différentes proposées, mais pour des raisons de temps, nous n'en montrerons qu'une sélection.

SONDAGE : Je voudrais que vous choisissiez celles qui, selon vous, auront l'impact le plus positif sur le marché du logement au Canada. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.

Construction de logements neufs

- Un investissement de 1,5 milliard de dollars sur deux ans pour la construction de nouveaux logements abordables destinés aux personnes en situation d'itinérance ou de violence familiale.
- Un montant supplémentaire de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans pour le *Fonds national de co-investissement pour le logement* qui contribue à créer de nouveaux logements ainsi qu'à réparer des logements existants pour les personnes à faible revenu.
- Un investissement supplémentaire de 500 millions de dollars visant à augmenter le nombre de coopératives d'habitation au Canada, avec la promesse d'accorder un milliard de dollars de plus en prêts aux projets de coopératives d'habitation.
- Des fonds supplémentaires de 150 millions de dollars sur deux ans pour le logement dans les territoires du Nord.
- Le *Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété*, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition.
- Doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation de 5 000 \$ à 10 000 \$.
- Mettre fin aux offres à l'aveugle (*les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres*).
- Créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des « réno-évictions » (*une réno-éviction survient lorsqu'un propriétaire évince un locataire en prétextant qu'il effectuera des rénovations majeures*).

- Interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans.
- De nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier).
- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, lesquels seraient, selon vous, les plus utiles pour traiter la crise du logement ?
 - Parmi ces éléments est-ce qu'il y en a qui vous toucheraient personnellement ?
 - Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire ?
- Maintenant, si l'on réfléchit à toutes les nouvelles politiques en matière de logement, quelle est votre impression globale du nouveau plan sur le logement du gouvernement du Canada ?
- Certaines personnes ont décrit cette stratégie comme une stratégie du logement de type « toutes ces réponses ». Diriez-vous que c'est exact ou qu'il manque encore des éléments ?
- Pensez-vous qu'il est envisageable que toutes ces initiatives puissent être réalisées ?
- Tenons pour acquis, pour le moment, que toutes ces initiatives peuvent être réalisées. Quel serait, selon vous, l'impact de cette approche sur les défis que pose la question du logement au Canada ?
 - Quel pourrait en être l'impact sur les défis du logement dans les Territoires du Nord-Ouest ?

L'HUMEUR DU PUBLIC (10-25 minutes) Ontario Rural, centres de taille moyenne des Prairies, grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, Canada atlantique

- Les Canadiens sont-ils plutôt divisés ou plutôt unis sur les enjeux importants auxquels notre pays est confronté ?
 - Quels sont certains des enjeux importants sur lesquels les Canadiens s'entendent le plus ?
 - Quels sont certains des enjeux importants sur lesquels, selon vous, les Canadiens sont le plus divisés ?
 - Comment le savez-vous ?
- **Canada atlantique** Est-ce que quelqu'un est préoccupé par les divisions au Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- **Canada atlantique** Le gouvernement du Canada devrait-il faire quelque chose pour s'attaquer aux divisions qui existent au sein du pays ? Si oui, quoi ?

- Les Canadiens sont-ils plus divisés aujourd'hui que par le passé ? Pourquoi ?
 - Si oui, quand ces divisions se sont-elles aggravées ?
 - Quelles sont les principales causes de ces divisions ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : La mésinformation a-t-elle aggravé la situation ?
 - Centres de taille moyenne des Prairies, Canada atlantique La mésinformation a-t-elle un impact particulier sur les communautés rurales ?
- Canada atlantique Selon vous, que devrait-on faire pour lutter contre la mésinformation ou la désinformation en ligne ?
 - Les plateformes numériques comme Facebook et Google ont-elles une responsabilité de veiller à l'exactitude des nouvelles et des informations sur leurs plateformes ?
 - Le gouvernement fédéral a-t-il un rôle à jouer dans la lutte contre la mésinformation et la désinformation en ligne ?

PERSONNES VIVANT AVEC UN HANDICAP (80 minutes) Personnes en situation de handicap de Windsor

- En pensant à votre état de santé global ainsi qu'aux possibles conditions ou handicaps avec lesquels vous vivez, quels impacts ont-ils sur votre vie quotidienne ?
 - Si vous êtes à l'aise, quels sont certains des symptômes que vous ressentez ?
 - Dans quelle mesure ont-ils un impact, le cas échéant, sur votre capacité à accomplir des tâches quotidiennes ?
- Comment décririez-vous votre état actuel de bien-être et votre qualité de vie ?
 - Y a-t-il des défis auxquels vous devez faire face qui ont un impact sur votre bien-être ou qui diminuent votre qualité de vie (coût de la vie, logement, soins de santé) ?
 - Toujours en pensant à votre bien-être et à votre qualité de vie, vous attendez-vous à ce que votre situation soit meilleure, pire ou à peu près la même dans cinq ans ? Pourquoi ?
- Quels sont les plus grands défis auxquels sont confrontées les personnes en situation de handicap au Canada ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait récemment pour soutenir les personnes en situation de handicap ?
 - En ce qui concerne soutenir les personnes en situation de handicap, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne ou la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour mieux soutenir les personnes en situation de handicap ?
- En général, pensez-vous que le gouvernement fédéral devrait se concentrer davantage sur les politiques qui éliminent les obstacles ou sur celles qui assurent l'égalité des chances ?

- À quoi vous attendriez-vous de la part d'un gouvernement qui promet d'éliminer les obstacles pour les personnes en situation de handicap ?
 - Avez-vous observé des progrès dans l'élimination des obstacles pour les personnes en situation de handicap au cours des dernières années ?
- À quoi vous attendriez-vous de la part d'un gouvernement qui promet d'offrir l'égalité des chances aux personnes en situation de handicap ?
 - Avez-vous observé des progrès en matière d'égalité des chances pour les personnes en situation de handicap au cours des dernières années ?
- Y a-t-il d'autres buts ou objectifs sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer lorsqu'il traite de ces sujets ?
- Que signifie pour vous « l'accessibilité » ?
- Que signifie pour vous « l'inclusion des personnes en situation de handicap » ?
 - L'accessibilité et l'inclusion des personnes en situation de handicap sont-elles des priorités importantes ?
- Dans quelle mesure est-il important pour le gouvernement du Canada d'avoir une stratégie pour aider les Canadiens en situation de handicap à accéder aux possibilités d'emploi ?
- Avez-vous entendu, lu ou vu quoi que ce soit concernant le projet de prestation d'invalidité canadienne ?
 - SI L'ON EN A ENTENDU PARLER : D'après ce que vous avez vu, lu ou entendu, quelle est votre réaction au plan visant à créer une nouvelle prestation canadienne pour personnes en situation de handicap ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

La prestation d'invalidité sera modelée sur le Supplément de revenu garanti pour les aînés. Autrement dit, il fournira un supplément permanent à long terme aux autres aides (provinciales) et s'apparentera à un revenu de base universel.

- Quelles sont vos réactions ayant appris cela ?
 - Dans l'ensemble, êtes-vous en faveur ou vous opposez-vous à ce projet de prestation canadienne pour personnes en situation de handicap ?
 - Quel impact, le cas échéant, une telle prestation aurait-elle sur votre bien-être et votre qualité de vie ?
- Connaissez-vous d'autres soutiens financiers que le Gouvernement fédéral offre aux personnes en situation de handicap ?

- Y a-t-il d'autres soutiens financiers que le gouvernement du Canada devrait offrir ?
- Qu'en est-il des soutiens pour aider les personnes en situation de handicap à accéder à des logements abordables ou accessibles ?
- Dans quelle mesure avez-vous bon espoir que le gouvernement fédéral donnera suite à cet engagement et mettra en place une nouvelle prestation pour personnes en situation de handicap au cours des prochaines années ?

PUBLICITÉ DE SANTÉ PUBLIQUE (20 minutes) Centres de taille moyenne des Prairies

Je vais maintenant vous montrer un concept qui en cours de développement par le gouvernement du Canada pour une possible vidéo.

Le concept prend la forme d'un scénarimage. Vous remarquerez qu'il n'est pas dans sa forme définitive. Les images ressemblent plutôt à une bande dessinée et c'est ce que nous appelons un scénarimage. Un scénarimage est quelque chose qui est produit au début du processus de création afin d'obtenir des illustrations graphiques et une courte narration qui donnent une idée de ce à quoi la vidéo pourrait ressembler dans sa version définitive. Le produit final sera une vidéo de 2 minutes réalisée de manière professionnelle et qui sera diffusée par le biais des médias sociaux et des plateformes numériques. Veuillez garder cela à l'esprit pendant que vous visionnez le concept.

AFFICHER CONCEPT À L'ÉCRAN:

- Quelles sont vos premières impressions de ce concept ? Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?
 - Le concept est-il accrocheur — c'est-à-dire, vous interpelle-t-il ?
- Quel est le message principal de ce concept ?
 - Le message est-il clair ?
- Avez-vous une meilleure compréhension de ce qu'est la santé publique ?
 - Quelles impressions avez-vous du système de santé publique après avoir visionné cette vidéo ?
- Avez-vous des idées sur ce qui pourrait rendre cette vidéo plus efficace ?

ENJEUX LOCAUX (15-20 minutes) Travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande, locataires de la ville de Vancouver

- Travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, locataires de la ville de Vancouver, Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande [Maintenant], en ce qui concerne [les Cantons-de-l'Est/Vancouver/votre collectivité en particulier], quels sont certains des plus grands enjeux et des plus grandes préoccupations ?

- POUR CHACUN DES ENJEUX : Pourquoi est-ce important ? Qu'est-ce qui doit être fait ? EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT.
- **Travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, locataires de la ville de Vancouver** Et quand on pense aux plus grands enjeux locaux, y compris les infrastructures, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement du Canada pour se mettre sur la bonne voie ?

Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande Maintenant, je voudrais qu'on se concentre sur votre communauté locale...

- **Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande** Quels sont les industries et les secteurs les plus importants pour votre communauté locale ?
- **Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande** Quels sont, selon vous, les industries et les secteurs de l'économie locale qui ont le plus besoin d'aide ? Pourquoi est-ce que ceux-ci ont besoin de soutien fédéral ?

Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs ?

POSSIBILITÉS D'EMPLOI (15 minutes) **Travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est**

- Pensez-vous qu'il y a suffisamment de possibilités d'emploi dans votre région pour y vivre confortablement à long terme ?
- Y a-t-il quelqu'un qui a essayé de chercher pour de nouvelles possibilités d'emploi depuis le début de la pandémie ? Y a-t-il quelqu'un qui est actuellement à la recherche de nouvelles possibilités d'emploi ? Est-ce que quelqu'un prévoit d'être à la recherche de nouvelles possibilités d'emploi dans un avenir rapproché ?
- Supposons que vous êtes actuellement à la recherche d'un emploi, quels sont les aspects les plus importants que vous regardez avant de postuler ou d'accepter un nouvel emploi ? (SI NÉCESSAIRE : Outre le salaire, qu'est-ce que vous recherchez ?)
 - Dans quelle mesure est-il important pour un employeur potentiel d'être respectueux de l'environnement ? (Exemples : Avoir un plan pour réduire leurs émissions, devenir plus écoénergétiques, adopter des pratiques plus durables, etc.)

- Si une entreprise n'avait aucun plan pour être plus responsable sur le plan environnemental, cela vous dissuaderait-il de postuler pour un emploi ou d'accepter un poste au sein de celle-ci ?
- Dans quelle mesure est-il important pour un employeur potentiel d'être socialement responsable ? (Exemples : Investir dans ses collectivités, offrir une vaste gamme d'avantages sociaux à ses employé(e)s, etc.)
 - Si une entreprise n'avait pas d'engagements en matière de responsabilité sociale, cela vous dissuaderait-il de postuler pour un emploi ou d'accepter un poste au sein de celle-ci ?

PRIORITÉS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE LANGUE OFFICIELLE (25 minutes) Travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est, rives nord et sud de Montréal (excluant Montréal)

Changeons à nouveau de sujet...

SONDAGE : Maintenant, je vais vous présenter une liste de priorités en matière de langue officielle. J'aimerais que vous choisissiez celles qui, selon vous, constituent les plus importantes sur lesquelles le gouvernement du Canada doit travailler. Vous pouvez en choisir jusqu'à [Travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est 3/Rives nord et sud de Montréal (excluant Montréal) 2] ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'il n'y en a aucune qui représente une priorité.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est Créer une stratégie pour soutenir les entrepreneurs au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire
- S'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal
- S'assurer que le secteur privé offre des services dans la langue officielle de choix des Canadiennes et des Canadiens
- Garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada
- Travailleurs à faible revenu des Cantons-de-l'Est Augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec
- Investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Manquait-il quoi que ce soit à cette liste ?
- Le gouvernement du Canada devrait-il faire quoi que ce soit pour [soutenir la communauté francophone/contribuer à protéger ou promouvoir la langue française au Canada] ?

PRIORITÉS ET PERFORMANCE (15-30 minutes) Grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, Canada atlantique, personnes soucieuses de l'environnement des centres de taille moyenne du Québec, diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver, rives nord et sud de Montréal (excluant Montréal)

Les jeunes Grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary

- Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels sont confrontés les jeunes et dont le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité ?
- Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur l'un de ces dossiers ?
- Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire dans ces dossiers ?
- Êtes-vous au courant de tout autre travail déjà effectué par le gouvernement du Canada, ou qui est prévu, pour aider les jeunes ?
- En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement du Canada a-t-il été généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement du Canada pour se mettre sur la bonne voie ?
- En ce qui concerne interagir avec les jeunes, diriez-vous que le gouvernement fédéral est de manière générale sur la bonne voie ou sur la mauvaise ?
 - Quelles sont de meilleures façons pour le gouvernement fédéral d'interagir avec les jeunes ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'utilisation des médias sociaux ? Les médias sociaux, sont-ils une bonne façon de rejoindre les jeunes ? Qu'en est-il de TikTok ?
 - Comment décririez-vous la performance actuelle du gouvernement du Canada pour ce qui est d'utiliser les médias sociaux comme outil pour interagir avec les jeunes ?

Priorités du Canada atlantique Canada atlantique

Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels est confrontée la population du Canada atlantique et dont le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité ?

- Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur l'un de ces dossiers ?

- En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement du Canada a-t-il été généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement du Canada pour se mettre sur la bonne voie ?

L'environnement Personnes soucieuses de l'environnement des centres de taille moyenne du Québec, rives nord et sud de Montréal (excluant Montréal)

- Selon vous, quels sont les principaux enjeux dont le gouvernement fédéral devrait en faire une priorité ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'environnement et le changement climatique ? Où se classe l'environnement et le changement climatique parmi les principales priorités ? Pourquoi ?
 - Dans le contexte plus large de l'environnement et du changement climatique, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus ? Ou encore, quels sont les aspects spécifiques qui, selon vous, sont les plus importants ?
- Quelles sont les principales nouvelles ou annonces que vous vous souvenez d'avoir vues ou entendues au cours des dernières années, le cas échéant, concernant le travail du gouvernement du Canada en matière d'environnement et de changement climatique ?
 - Que retenez-vous de cela ?
- En matière d'environnement et de changement climatique, le gouvernement du Canada a-t-il été généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement du Canada pour se mettre sur la bonne voie ?
- La gestion des questions liées à l'environnement et au changement climatique par le gouvernement fédéral s'est-elle améliorée ou détériorée au fil du temps ?

Racisme anti-asiatique Diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver (excluant la ville de Vancouver)

- Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels sont confrontés les Sino-Canadiens et dont le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité ?
- Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur l'un de ces dossiers ?
- Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire dans ces dossiers ?

- Êtes-vous au courant de tout autre travail que le gouvernement du Canada a fait, ou prévoit de faire, pour aider les Sino-Canadiens ?
- En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement du Canada est-il, de manière générale, sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie ?
- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du racisme anti-asiatique ? Dans quelle mesure le racisme anti-asiatique est-il répandu au Canada ?
- Quel travail le gouvernement fédéral fait-il, le cas échéant, pour lutter contre le racisme anti-asiatique ?
- En ce qui concerne la lutte contre le racisme anti-asiatique, le gouvernement du Canada est-il, de manière générale, sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie ?
- En ce qui concerne interagir avec les Sino-Canadiens, diriez-vous que le gouvernement fédéral est de manière générale sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ?
 - Quelles sont de meilleures façons pour le gouvernement fédéral d'interagir avec les Sino-Canadiens ?

SOURCES DE NOUVELLES/MÉDIAS SOCIAUX (10-25 minutes) Grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver, Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande

- Diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver (excluant la ville de Vancouver), Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande Quelles sont vos principales sources d'actualités ? (Par exemple, nouvelles télévisées, radio, médias sociaux, ami ou famille)
- Grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Combien d'entre vous utilisez les médias sociaux pour vous informer sur l'actualité ?
- Grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande Quelles plateformes utilisez-vous habituellement ?
- Y a-t-il des plateformes de médias sociaux qui sont plus ou moins fiables en ce qui a trait aux actualités ? Si oui, lesquelles ?

- Est-ce une plateforme sur laquelle il vous arrive de voir des nouvelles concernant [le gouvernement du Canada/le gouvernement fédéral] ?
- **Diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver (excluant la ville de Vancouver), Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande** Quelle [plateforme/source] consulteriez-vous en premier si vous cherchiez des nouvelles touchant le [gouvernement du Canada/gouvernement fédéral] ? Pourquoi ?
- **Grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande** Y a-t-il des plateformes sur lesquelles vous voyez rarement ou pratiquement jamais de nouvelles du gouvernement du Canada ?
 - **Grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary** Pour les personnes qui sont intéressées, pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait partager des nouvelles et des informations sur cette plateforme ?

Les impacts des médias sociaux et la désinformation **Grands utilisateurs de médias sociaux de Calgary, diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver**

- Quels sont les principaux effets positifs des médias sociaux ?
- Quels sont les principaux effets négatifs des médias sociaux ?
- Qui a déjà entendu parler de « fausses nouvelles » (fake news) sur Internet ? Dans quelle mesure est-ce un enjeu d'envergure, celle de la désinformation ou de la désinformation sur Internet ?
- Selon vous, que devrait-on faire pour lutter contre la désinformation ou la désinformation en ligne ?
 - Les plateformes numériques comme Facebook et Google ont-elles une responsabilité de veiller à l'exactitude des nouvelles et des informations sur leurs plateformes ?
 - Le gouvernement fédéral a-t-il un rôle à jouer dans la lutte contre la désinformation et la désinformation en ligne ?

ACTUALITÉS EN MATIÈRE DE PÊCHES (15 minutes) **Canada atlantique**

- Est-ce que quelqu'un a entendu de récentes nouvelles sur tout enjeu relatif aux pêches qui aurait un impact sur les provinces de l'Atlantique ? Si oui, qu'avez-vous entendu ?
 - Est-ce que quelqu'un a entendu quoi que ce soit concernant de potentielles réductions des quotas de pêche au hareng ?
 - Est-ce que quelqu'un avait déjà entendu cette nouvelle ?
 - Quelle est votre réaction en apprenant les potentielles réductions ?
 - Quels en seront les impacts, selon vous ?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada ?

- En général, comment décririez-vous la performance du gouvernement du Canada pour ce qui est de soutenir l'industrie de la pêche ?
 - SI NÉGATIF : Qu'aimeriez-vous voir de la part du gouvernement du Canada pour mieux soutenir l'industrie de la pêche ?

ÉMISSIONS DE CARBONE (40 minutes) Personnes soucieuses de l'environnement des centres de taille moyenne du Québec

- En quoi consistent les projets de captage et de stockage du carbone ? Comment fonctionnent-ils ? Pourquoi y avoir recours ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le CUSC (captage, utilisation et stockage du carbone) est un ensemble de technologies qui captent le dioxyde de carbone (CO₂). Une fois capté, le CO₂ est ensuite comprimé et transporté pour être stocké de manière permanente dans des formations géologiques souterraines (par exemple, des aquifères salins, des réservoirs de pétrole), ou utilisé pour créer des produits tels que du béton et des carburants synthétiques à faible teneur en carbone. Les technologies de CUSC peuvent atteindre des « émissions négatives » en retirant le CO₂ de l'air (captage direct dans l'air) ou de sources d'énergie tirées de la biomasse, en stockant ensuite le CO₂.

- Quels impacts, le cas échéant, les projets de captage et de stockage du carbone pourraient-ils avoir au Canada ?
 - Le gouvernement fédéral devrait-il encourager les projets de captage et de stockage du carbone ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de quoi que ce soit que le gouvernement fédéral fait pour promouvoir les projets de captage et de stockage du carbone ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Dans le dernier budget, le gouvernement fédéral a introduit un crédit d'impôt remboursable pour compenser les coûts des entreprises qui achètent et installent du matériel servant au captage, au transport et au stockage du carbone. Le crédit d'impôt proposé est estimé à 2,6 milliards de dollars pour les cinq prochaines années, puis à 1,5 milliard de dollars annuellement jusqu'en 2030.

Les projets qui captent les émissions pour ensuite extraire davantage de pétrole du sol ne seront pas admissibles.

- Quelles sont vos réactions à cette information ?
- Est-ce quelque chose que le gouvernement du Canada devrait ou ne devrait pas faire ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

- Quels rôles et responsabilités, le cas échéant, les entreprises pétrolières et gazières devraient-elles avoir dans la réduction des émissions nationales du Canada ?
 - Que devrait faire le gouvernement fédéral, le cas échéant, à ce sujet ?
- Avez-vous déjà entendu le terme « pétrole carboneutre » ? Que pensez-vous qu'il signifie ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le pétrole carboneutre fait référence aux projets d'extraction pétrolière qui annulent complètement les émissions de gaz à effet de serre produites lors du processus d'extraction, en réduisant les émissions ou en ayant recours à des méthodes de capture du dioxyde de carbone dans l'atmosphère pour compenser toute émission restante.

- S'il était possible pour les sociétés pétrolières d'atteindre la carboneutralité en matière d'émissions, pensez-vous que cela contribuerait de manière significative à atteindre les objectifs d'émissions du Canada à l'avenir, ou non ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Récemment, le Canada voit des prix d'essence très élevés, en partie en réaction au conflit en Europe de l'Est qui menace les marchés pétroliers internationaux. Ces récents développements changent-ils la façon dont vous pensez que le Canada devrait gérer sa propre production de pétrole ?

VÉHICULES ZÉRO ÉMISSION (VZE) (30 minutes) Personnes soucieuses de l'environnement des centres de taille moyenne du Québec

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet des véhicules zéro émission ?
 - Avez-vous entendu de récentes annonces de la part du gouvernement du Canada concernant des investissements dans la fabrication de véhicules zéro émission ? Si oui, qu'avez-vous entendu ? Qu'en pensez-vous ?
 - De récents accords ou ententes ?
 - Qu'en est-il d'annonces récentes de la part du gouvernement fédéral au sujet d'investissements dans des bornes de recharge pour véhicules zéro émission ? Si oui, qu'avez-vous entendu ? Qu'en pensez-vous ?
 - Est-ce que quelqu'un a remarqué des changements dans la disponibilité des bornes de recharge dans vos collectivités ?
 - Est-ce que quelqu'un sait si le budget fédéral contient des mesures qui touchent les véhicules zéro émission ? Si oui, qu'avez-vous entendu ? Qu'en pensez-vous ?
 - Qu'en est-il de nouveaux rabais à l'achat pour les VZE dans le budget ?
- Est-ce que quelqu'un a déjà été propriétaire d'un VZE ? Est-ce que quelqu'un en a déjà envisagé l'achat ?

- Quelle serait la raison principale pour laquelle vous envisageriez l'achat d'un véhicule à zéro émission ?
- Quelle serait la raison principale pour laquelle vous n'envisageriez pas l'achat d'un véhicule à zéro émission ?
- Quelle est l'importance, le cas échéant, des véhicules zéro émission dans la lutte contre les changements climatiques ?
- Le gouvernement fédéral devrait-il en faire une priorité ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- En ce qui concerne [____], diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - DEMANDER POUR CHACUN DES ÉLÉMENTS SUIVANTS : (a) la fabrication des VZE au Canada, (b) bâtir un réseau de stations de recharge électrique, (c) rendre les VZE plus abordables.

ARMES À FEU (25-30 minutes) Diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver (excluant la ville de Vancouver), Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande, rives nord et sud de Montréal (excluant Montréal), locataires de la ville de Vancouver, Territoires du Nord-Ouest

- Comment décririez-vous le niveau de crimes commis avec des armes à feu au Canada ?
- D'après ce que vous avez pu lire, voir ou entendre, diriez-vous que la violence armée augmente, diminue ou reste la même dans votre collectivité ?
 - SI ELLE A AUGMENTÉ : Pourquoi pensez-vous qu'elle a augmenté ?
 - Qu'est-ce qui se cache derrière les crimes commis avec des armes à feu ? Quelles sont certaines de ses causes ?
 - Le gouvernement du Canada a-t-il déjà fait quelque chose pour lutter contre les crimes commis avec des armes à feu ? Fait-il quelque chose maintenant ?
 - SI UNE RÉPONSE EST DONNÉE : Est-ce la bonne approche ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour lutter contre les crimes commis avec des armes à feu ?
 - Territoires du Nord-Ouest Est-ce que quelqu'un a entendu parler de la nouvelle loi proposée sur les armes à feu ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?
- En général, selon ce que vous savez, pensez-vous que les lois sur les armes à feu au Canada sont assez strictes, trop strictes ou pas assez strictes ? Pourquoi ?
- Certaines personnes ont suggéré que le Canada devrait imposer un gel national des armes de poing ; à votre avis, à quoi cela pourrait-il ressembler ?

- Quelle pourrait être, selon vous, la différence entre un gel des armes de poing et une interdiction des armes de poing ?

MENTIONNER AU BESOIN : Un gel national des armes de poing consisterait à plafonner le marché et à interdire la vente et l'importation d'armes de poing au Canada.

- Quelle est votre réaction à cela ? Quels en seraient les impacts ?
- Est-ce qu'un gel des armes de poing est approprié, ou est-ce qu'une interdiction pure et simple (les rendant illégales) serait préférable ? Ou bien, est-ce qu'aucune des deux mesures n'est la meilleure ?
- Les politiques en matière d'armes à feu devraient-elles être les mêmes à l'échelle nationale, ou pensez-vous qu'elles devraient être adaptées aux différentes villes ou provinces ?
 - Qu'en est-il du « gel » des armes de poing ?

Loi sur le contrôle des armes à feu Territoires du Nord-Ouest

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a déposé un nouveau projet de loi sur le contrôle des armes à feu. Celui-ci comprend les mesures suivantes :

- **Mise en œuvre d'un gel national des armes de poing** afin d'empêcher les gens d'apporter au Canada des armes de poing nouvellement acquises ou de les acheter, de les vendre et de les transférer dans le pays.
- **Révocation des permis d'armes à feu** des personnes impliquées dans des actes de violence domestique ou de harcèlement criminel.
- **Lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu** au moyen de sanctions pénales plus sévères, d'outils supplémentaires permettant aux forces de l'ordre d'enquêter sur les crimes commis avec des armes à feu et de mesures de sécurité renforcées aux frontières.
- **Lutte contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu** grâce à une loi « drapeau rouge » qui permettrait aux tribunaux d'exiger que les personnes considérées comme un danger pour elles-mêmes ou pour autrui remettent leurs armes à feu aux forces de l'ordre, tout en assurant la sécurité de la personne qui présente une demande dans le cadre du processus « drapeau rouge », notamment en protégeant son identité. De plus, le gouvernement investira 6,6 millions de dollars pour mieux faire connaître cette nouvelle loi et aider les groupes vulnérables et marginalisés à en consulter les dispositions.

- **Exiger la modification des chargeurs d'armes d'épaule** pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches ; la vente des chargeurs à plus grande capacité serait interdite.
- Quelle est votre réaction à ces mesures ? Certaines de ces mesures produiraient-elles des effets positifs ?
 - Y a-t-il certaines de ces mesures avec lesquelles le gouvernement fédéral ne devrait pas aller de l'avant ? Pourquoi ?
 - Y a-t-il des mesures qui vous toucheraient personnellement ?
- En ce qui concerne le gel des armes de poing plus particulièrement, avez-vous des questions ou des préoccupations quant à la façon dont cette politique pourrait être mise en œuvre ?
- Pensez-vous que les mesures contenues dans ce projet de loi vont suffisamment loin dans la lutte contre les crimes commis avec des armes à feu, ou faut-il en faire plus pour contrôler l'accès aux armes à feu au Canada ?
 - SI OUI : Que pourrait faire d'autre le gouvernement fédéral ?

LA RELATION AVEC LA CHINE (20 minutes) **Diaspora chinoise de la région du Grand Vancouver (excluant la ville de Vancouver)**

- Comment décririez-vous la relation actuelle du Canada avec la Chine ?
- Comment cette relation a-t-elle changé ?
- À quoi vous attendez-vous quant au développement de cette relation ?
- Que souhaiteriez-vous que le Canada fasse de cette relation ?
 - Le Canada devrait-il essayer d'établir des liens plus étroits ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Le Canada devrait-il essayer d'approfondir ses relations commerciales avec la Chine ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

ENJEUX MÉTIS (30 minutes) **Métis du Manitoba des centres de taille moyenne et grande**

J'aimerais maintenant que nous portions notre attention sur les enjeux Métis plus globalement.

- Selon vous, sur quels enjeux importants auxquels la communauté métisse est confrontée, le gouvernement du Canada devrait-il se concentrer ?
- En ce qui concerne les enjeux qui touchent les Métis, pensez-vous que le gouvernement du Canada leur accorde l'attention qu'elles méritent, pas assez ou trop ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit de bien en ce qui a trait aux enjeux Métis ?
- Que peut-il améliorer ?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous entendez le mot « réconciliation » ?
 - Dans quelle mesure la réconciliation avec les peuples autochtones est-elle importante ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit sur ce que le gouvernement du Canada a fait pour aborder la réconciliation ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada a fait de bien en matière de réconciliation avec les peuples autochtones ?
 - Quels sont certains des domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pourrait s'améliorer ?
- Si l'on considère la dernière décennie, sentez-vous que le gouvernement du Canada a évolué dans la bonne direction sur le plan de la réconciliation, ou non ?
- À quel genre d'actions vous attendriez-vous de la part d'un gouvernement fédéral qui veut sérieusement aborder la réconciliation ?

SANTÉ ET SÉCURITÉ (15 minutes) Territoires du Nord-Ouest

- Est-ce que quelqu'un peut nous expliquer la situation à Yellowknife concernant l'arsenic dans une mine maintenant abandonnée ? Que se passe-t-il ? Comment cela est-il arrivé ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

La mine Giant, située à Yellowknife, aux Territoires du Nord-Ouest, est considérée comme l'un des sites les plus contaminés du Canada. L'extraction de l'or à partir de minerai d'arsénopyrite a laissé un héritage de 237 000 tonnes de trioxyde de diarsenic stockées dans les chambres souterraines de la mine inactive.

- Quelles sont vos réactions à cela ?
- Quelle est l'importance, le cas échéant, de cet enjeu ? Quels impacts ou impacts potentiels cela pourrait-il avoir ?
- Qu'a fait le gouvernement fédéral, le cas échéant, pour y remédier ? Quels sont ses plans pour y remédier ?
- Que devrait faire le gouvernement fédéral, le cas échéant, pour y remédier ?

NORAD (10 minutes) Territoires du Nord-Ouest

- Y en a-t-il qui connaissent un organisme du nom de NORAD ?
 - Selon vos connaissances, de quoi NORAD est-il responsable ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

NORAD, ou le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord est une organisation conjointe des États-Unis et du Canada dont la responsabilité consiste à protéger l'espace aérien au-dessus des deux nations et à signaler toute menace aérienne visant l'Amérique du Nord.

- Trouvez-vous que ce sont des rôles importants ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- À votre avis, le gouvernement du Canada devrait-il envisager des changements quant à la façon de gérer la défense aérienne dans le contexte mondial actuel ?

CONCLUSION (5-15 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral ? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Annexe C – Concept publicitaire

Scénarimage d'une campagne publicitaire sur la santé publique (résidents de villes de taille moyenne des Prairies)

« La santé publique a une portée plus vaste que vous le pensez! Voici un aperçu de la santé publique en action et de certains des rôles qu'elle joue pour favoriser la santé de nos collectivités! »



Narr. : Nous voulons tous être en bonne santé autant que possible! La pandémie de COVID-19 nous a montré à quel point

Actions : Une personne circule à vélo devant un parc, un hôpital, des commerces, puis de nouveau devant un parc.



Narr. : notre propre santé dépend de la santé des communautés dans lesquelles nous vivons, apprenons, travaillons et jouons.

Actions : Gros plan d'une cycliste circulant tout droit à vélo.



Narr. : Même si notre système de santé prend soin de nous lorsque nous sommes blessés ou malades,

Actions : La cycliste (sans casque) ne peut éviter un nid-de-poule dans la chaussée mal entretenue et est projetée dans les airs.



Narr. : Trame musicale

Actions : Dans la prochaine séquence, on voit la cycliste blessée, dans un lit d'hôpital.



Narr. : nous avons aussi un système qui s'efforce à prévenir ces situations et à protéger la santé de notre communauté.

Actions : La séquence revient à la cycliste sur son vélo qui porte maintenant un casque et des accessoires de protection.



Narr. : C'est le rôle de la SANTÉ PUBLIQUE qui travaille fort dans les coulisses pour améliorer la santé de nos collectivités et veiller à ce que

Actions : La cycliste circule en toute sécurité dans la piste cyclable. La séquence montre la communauté diversifiée qui l'entoure.

01



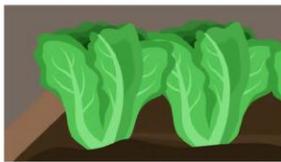
Narr. : tous aient les mêmes chances d'atteindre leur meilleur état de santé.
Actions : Zoom vers plan général de la cycliste qui circule devant divers endroits du quartier. Plan en plongée de la communauté en dessous.



Narr. : Pour y parvenir, le système de santé publique du Canada s'appuie sur de nombreuses personnes dévouées, travaillant en partenariat avec chaque niveau de gouvernement et d'autres secteurs.
Actions : Trois secteurs sont illustrés, désignés par un encadré coloré.



Narr. : Les volontaires Sundar et Fatima ont utilisé des fonds et conseils de la Santé publique pour aménager un jardin communautaire local.
Actions : Fatima arrose un côté du jardin pendant que Sundar cueille quelques laitues.



Narr. : Leur jardin présente plusieurs bienfaits pour la santé, y compris des espaces verts et des produits locaux frais pour leur communauté!
Actions : Gros plan des pommes de laitue destinées à un restaurant.



Narr. : Au bistro local, Gustavo, inspecteur de la sécurité alimentaire, effectue une visite sur place.
Actions : Dans la cuisine d'un restaurant, les laitues du jardin communautaire sont bien visibles dans le réfrigérateur.



Narr. : et veille au respect des pratiques de santé publique qui visent à prévenir les maladies d'origine alimentaire.
Actions : Planchette à pince à la main, Gustavo vérifie la température du réfrigérateur.

02



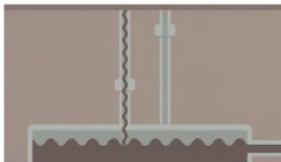
Narr. : Trame musicale
Actions : Gros plan de laitue et l'arrière-plan n'est plus visible. La laitue fait place à une salade.



Narr. : Bon appétit, Malcolm!
Actions : Le champ s'élargit et on voit Malcolm qui mange sa salade, attablé au restaurant.



Narr. : Saviez-vous qu'en allant aux toilettes, vous fournissez des informations utiles à la santé publique?
Actions : Vue d'une porte menant à deux toilettes; Malcolm, marchant, devient visible dans le cadre.



Narr. : Trame musicale
Actions : Panorama vers le bas pour révéler la tuyauterie, puis vers la droite.



Narr. : Trame musicale
Actions : La séquence fait place à une installation de traitement des eaux usées.



Narr. : La surveillance des eaux usées implique l'échantillonnage et l'analyse des eaux usées afin de suivre les menaces pour la santé de la communauté.
Actions : De l'installation de traitement, on passe à la technicienne de laboratoire et ses échantillons.

03



Narr. : Trame musicale

Actions : Zoom avant sur l'échantillon, puis vue rapprochée des bactéries.



Narr. : Trame musicale

Actions : Gros plan des bactéries



Narr. : Épidémiologiste de la santé publique, Danika se sert des données de surveillance des eaux usées pour suivre la propagation communautaire de différentes maladies infectieuses, dont la COVID-19.

Actions : Une épidémiologiste devant un ordinateur.



Narr. : De retour à sa maison de retraite, Malcolm recolt la visite d'Eric, un infirmier de la santé publique. Eric lui donne son vaccin annuel contre la grippe

Actions : De retour à sa maison de retraite avec son déambulateur, Malcolm se fait vacciner contre la grippe par Eric.



Narr. : et vérifie s'il y a des risques pour la sécurité.

Actions : Eric parcourt la pièce du regard pour voir s'il y a des risques pour la sécurité. Panorama vers gros plan du plancher.



Narr. : Trame musicale

Actions : Il aperçoit une figurine de vache sur le plancher, se penche pour la ramasser, puis la dépose sur la table de salon.

04



Narr. : Trame musicale

Actions : Zoom avant sur la figurine de vache, posée sur la table de salon.



Narr. : À des kilomètres de là, Olivia, vétérinaire de santé publique, aide à assurer la salubrité de nos aliments.

Actions : La séquence fait place à des vaches broutant dans un champ.



Narr. : Trame musicale

Actions : Zoom arrière pour révéler une étable rouge. Zoom avant vers l'intérieur de l'étable.



Narr. : Olivia travaille à assurer une utilisation responsable des antimicrobiens ou antibiotiques, pour aider à réduire la prolifération de bactéries résistantes et à prévenir les maladies chez les animaux et les humains.

Actions : Olivia discute avec Rick et passe en revue le document sur sa planchette à pince.



Narr. : Voilà quelques exemples de la santé publique en action au Canada!

Actions : Tous les exemples sont désignés par des encadrés colorés.



Narr. : Trame musicale

Actions : Logo de la santé publique, suivi du mot-symbole du gouvernement du Canada, FIN

05

On peut voir ci-dessus un scénarimage pour une campagne publicitaire sur la santé publique qui est composé de 30 séquences animées. 1) : On voit d'abord une personne qui circule à vélo devant un parc, un hôpital, quelques commerces, puis de nouveau devant un parc. Narr. : *Nous voulons tous être en bonne santé autant que possible! La pandémie de COVID-19 nous a montré à quel point* 2) : On voit en gros plan une cycliste circulant tout droit à vélo. Narr. : *notre propre santé dépend de la santé des communautés dans lesquels nous vivons, apprenons, travaillons et jouons.* 3) : La cycliste (sans casque) ne peut éviter un nid-de-poule dans la chaussée mal entretenue et est projetée dans les airs. Narr. : *Même si notre système de santé prend soin de nous lorsque nous sommes blessés ou malades,* 4) : On la voit ensuite dans un lit d'hôpital, blessée; une trame musicale se fait entendre. 5) : On retourne en arrière et on peut voir la cycliste qui porte maintenant un casque et des accessoires de protection. Narr. : *nous avons aussi un système qui s'efforce à prévenir ces situations et à protéger la santé de notre communauté.* 6) : La cycliste circule en toute sécurité dans la piste cyclable. On peut voir une communauté diversifiée dans le quartier où elle fait du vélo. Narr. : *C'est le rôle de la SANTÉ PUBLIQUE, qui travaille fort dans les coulisses pour améliorer la santé de nos collectivités et veiller à ce que* 7) : On s'éloigne de la cycliste qui fait du vélo dans son quartier. On voit un plan en plongée de la communauté. Narr. : *– tous aient les mêmes chances d'atteindre leur meilleur état de santé.* 8) : Trois secteurs (agriculture, transports et environnement) sont illustrés, désignés par un encadré coloré. Narr. : *Pour y parvenir, le système de santé publique du Canada s'appuie sur de nombreuses personnes dévouées, travaillant en partenariat avec chaque niveau de gouvernement et d'autres secteurs.* 9) : Une femme (Fatima) arrose un côté du jardin pendant qu'un homme (Sundar) cueille quelques laitues. Narr. : *Les volontaires Sundar et Fatima ont utilisé des fonds de la santé publique pour aménager un jardin communautaire local.* 10) : On voit en gros plan des pommes de laitue destinées à un restaurant. Narr. : *Leur jardin présente plusieurs bienfaits pour la santé, y compris des espaces verts et des produits locaux frais pour leur communauté!* 11) : On voit maintenant la cuisine d'un restaurant et les laitues du jardin communautaire, bien visibles dans le réfrigérateur. On voit un homme tenant une planchette à pince qui les examine. Narr. : *Au bistro local, Gustavo, inspecteur de la sécurité alimentaire, effectue une visite sur place* 12) : Planchette à pince à la main, Gustavo vérifie la température du réfrigérateur. Narr. : *– et veille au respect des pratiques de santé publique qui visent à prévenir les maladies d'origine alimentaire.* 13) : Tandis que la trame musicale se fait entendre, on voit un gros plan d'une laitue, puis l'arrière-plan disparaît. La laitue fait place à une belle salade composée. 14) : Le champ s'élargit et on voit un homme, Malcolm, qui s'apprête à manger la salade. Narr. : *Bon appétit, Malcolm!* 15) : On voit ensuite la porte menant à deux toilettes publiques. Malcolm, marchant, devient visible dans le cadre. Narr. : *Saviez-vous qu'en allant aux toilettes, vous fournissez des informations utiles à la santé publique?* 16) : Un panorama vers le bas révèle la tuyauterie et est suivi d'un panorama vers la droite. On entend toujours la trame musicale. 17) : La séquence fait place à une installation de traitement des eaux usées. 18) : On passe à l'intérieur de l'installation de traitement des eaux usées, où une technicienne en laboratoire examine des échantillons. Narr. : *La surveillance des eaux usées implique l'échantillonnage et l'analyse des eaux usées afin de suivre les menaces pour la santé de la communauté.* 19) : On voit de plus près l'échantillon, puis une vue rapprochée des bactéries. 20) : On peut voir un gros plan des bactéries. 21) : On voit une épidémiologiste devant un ordinateur. Narr. : *Épidémiologiste de la santé publique, Danika se sert des données de surveillance des eaux usées pour suivre la propagation communautaire de différentes maladies infectieuses, dont la COVID-19.* 22) : Malcolm est de retour à sa maison de retraite avec son déambulateur et il se fait vacciner contre la grippe par Eric. Narr. : *De retour à sa maison de retraite, Malcolm reçoit la visite d'Eric, un infirmier de la santé publique. Eric lui donne son vaccin annuel contre la grippe* 23) : Eric parcourt la pièce du regard pour voir s'il y a des risques pour la sécurité. On voit graduellement le plancher en plan rapproché. Narr. : *– et vérifie s'il y a des risques pour la sécurité.* 24) : Eric aperçoit une figurine de vache sur le plancher, se penche pour la ramasser, puis la dépose sur la table de salon. 25) : Le plan se rapproche de la figurine de vache, qui est maintenant sur la table de salon. 26) : La séquence fait place à des vaches broutant dans un champ. Narr. : *À des kilomètres de là, Olivia, vétérinaire de santé publique, aide à assurer la salubrité de nos aliments.* 27) : Après un zoom arrière, on peut voir une ferme bucolique et une étable rouge. On voit ensuite l'intérieur de l'étable. 28) : Olivia discute avec l'agriculteur Rick, tout en passant en revue le document sur sa planchette à pince. Narr. : *Olivia travaille à assurer une utilisation responsable des antimicrobiens ou antibiotiques, pour aider à réduire la prolifération de bactéries résistantes et à prévenir les maladies chez les animaux et les humains.* 29) : Après un fondu, on peut voir tous les différents exemples (de gauche à droite) : le jardinier Sundar, l'inspectrice d'établissements agricoles Olivia, la technicienne en surveillance des eaux usées, l'inspecteur de la sécurité alimentaire Gustavo et l'infirmier de santé publique Eric. Narr. : *Voilà quelques exemples de la santé publique en action au Canada!* 30) : À la fin, on peut voir le logo de la santé publique, qui fait place au mot-symbole du gouvernement du Canada.